SAINT-DIDIER AU-MONT-D'OR

Analyse des Besoins Sociaux de Saint-Didier

Décembre 2021

Démarche intercommunale menée avec :

LIM ON EST — Commune des Monts d'Or Métropole de Lyon

LA TOUR DE SALVAGNY — SOURCE D'ÉMOTIONS

LISSIEU — MÉTROPOLE DE LYON

Préambule

Communiquer, travailler ensemble et surtout être à votre écoute, voici les engagements pris par votre équipe municipale en 2020 tout au long de ce mandat.

L'analyse des besoins sociaux (ABS) est l'occasion de se requestionner sur le territoire, la population communale et ses besoins sociaux. Questionnaires, entretiens ou interviews en ligne, nous vous avons interrogé par de multiples canaux pour mieux répondre à vos attentes.

Au-delà de l'obligation réglementaire, cette analyse est l'occasion de conduire ensemble des actions au service du bien vivre des Désidériens, une opportunité de développement participatif du territoire.

Saint-Didier a choisi une approche intercommunale avec les communes de Lissieu, La Tour-de-Salvagny et Limonest. Ces trois autres communes, proches géographiquement mais aussi dans leurs identités ont permis de mener une étude qui fait sens sur notre territoire, à travers des problématiques communes et des axes de progrès à travailler ensemble : c'est à plusieurs que nous pourrons trouver les meilleures solutions.

L'ABS nous a permis d'associer des problématiques et enjeux divers (parentalité, jeunesse, logement, mobilité, culture…) avec un objectif : définir les pistes de travail et les axes de développement de la politique sociale de notre commune, afin de répondre au quotidien des Désidériens.

L'analyse qui vous est présentée est une photographie de notre commune, aujourd'hui, étayée par des données objectives mais aussi, et c'est essentiel, par des ressentis auxquels nous nous devons d'être attentifs. Saint Didier, comme notre société, évolue, nous devons nous montrer agiles et accompagner ces changements pour les transformer en opportunités de développement et de cohésion.

Bonne lecture.

Isabelle THOMAS,
Adjointe aux affaires sociales, emploi, aide à domicile, séniors et logements sociaux

Liste des personnes mobilisées

Comité de pilotage Désidérien

Marie-Géraldine **B**arra, responsable social et petite enfance de la Mairie de Saint-Didier
Isabelle **T**homas, adjointe affaires sociales, emploi, seniors et logements sociaux de Saint-Didier

Avec :
Isabelle **D**elorme, membre du conseil d'administration du CCAS de Saint-Didier
Laurence **G**arnier, membre du conseil d'administration du CCAS de Saint-Didier
Brice **L**udwig, service urbanisme de la Mairie de Saint-Didier
Marie-Hélène **M**athieu, maire de Saint-Didier

Comité de pilotage intercommunal

Marie-Géraldine **B**arra, responsable social et petite enfance de la Mairie de Saint-Didier
Cécily **B**ergier, directrice générale des services de la Mairie de Lissieu
Dominique **D**upasquier, vice-présidente du CCAS de La Tour de Salvagny
Florence **D**urantet, adjointe affaires sociales, solidarités, santé, emploi et insertion de Limonest
Charlotte **G**range, maire de Lissieu
Jean-Philippe **J**al, adjoint à l'intercommunalité, la prospective et l'innovation de La Tour de Salvagny
Isabelle **T**homas, adjointe affaires sociales, emploi, seniors et logements sociaux de Saint-Didier

Personnes interrogées pour Saint-Didier

Annick **B**adillo, chargée de clientèle chez Lyon Métropole Habitat
Pascal **B**onnaure, président du comité d'entraide
Camille **C**haintron, responsable clients chez Alliade Habitat
Patricia **D**eroo, chef du service social de la Maison de la Métropole de Lyon
Brigitte **D**ucloux, habitante de Saint-Didier
Denise **G**antillon, aide à domicile au service d'aide à domicile du CCAS de Saint-Didier
Nadia **G**ay, aide à domicile au service d'aide à domicile du CCAS de Saint-Didier
Marie-Claude **G**oergen-Bigot, responsable du service urbanisme de la Mairie de Saint-Didier
Florence **G**unzburger, assistante sociale autonomie de la Maison de la Métropole de Lyon
Ghislain **H**eck, directeur de l'école primaire du Bourg de Saint-Didier
Brigitte **H**iairrassary, membre du conseil d'administration du CCAS de Saint-Didier
Anaëlle **H**uber, assistante sociale de la Maison de la Métropole de Lyon
Luc **M**ettetal, gérant des agences Primmo de l'ouest Lyonnais
Sylvie **M**oralès, conseillère en économie sociale et familiale de la Maison de la Métropole de Lyon
Alison **P**ernet, responsable territoriale chez ICF habitat
Sophie **R**amage, directrice de la crèche les Désidoux pour Léo Lagrange
Johany **T**hery, directeur de l'accueil de loisirs La Marelle pour Léo Lagrange
Frédérique **T**homasson, assistante sociale de la Maison de la Métropole de Lyon
Alexandre **V**ainchtock, co-président du football club Limonest, Dardilly, Saint-Didier
Victoire **W**inckler, assistante sociale du CCAS de Saint-Didier
Malika **Y**adel-Galloul, directrice de la mission Locale Monts d'or et Monts du Lyonnais

Ainsi que les habitants qui ont répondu au questionnaire, d'autres acteurs qui ont souhaité garder l'anonymat et différents fournisseurs de données statistiques qui ont bien voulu répondre à nos sollicitations.

Coordination et rédaction : Flora **P**errier, responsable analyses des besoins sociaux des 4 communes

Sommaire

Introduction **p. 5**

La méthode **p. 6**

PARTIE I - PORTRAIT DE TERRITOIRE :

Quelles populations et quels enjeux sociaux à Saint-Didier ? **p. 9**

1. Une commune où il fait bon vivre et où tout va plutôt (très) bien p. 9
2. Des besoins sociaux présents et croissants : des inégalités sociales fortes, un contexte fragilisant p. 15
3. Un village en mutation, une ville en devenir : la communication au cœur des enjeux p. 24

PARTIE II – PARTIE THEMATIQUE :

Comment penser le développement des logements sociaux et la mixité sociale de demain ? **p. 28**

1. Entre envie de "réussir" la mixité sociale et peur de voir la ville changer p.28
2. Des locataires du parc social qui apprécient la commune mais se l'approprient peu p. 35

Les grands axes qui ressortent de l'analyse des besoins sociaux **p. 44**

Annexes **p. 46**

Cette analyse des besoins sociaux comprend également la publication intercommunale :

Réflexion intercommunale - « Soutien aux parents d'adolescents »

Introduction

L'analyse des besoins sociaux est l'occasion de se réinterroger sur le territoire, la population communale et ses besoins sociaux, entendus au sens large. Pas facile de définir les « besoins sociaux », tant le social recouvre des réalités différentes pour chacun d'entre nous, tant aussi, il soulève des tabous dans un territoire, a priori, peu percuté par ces enjeux.

Cette analyse des besoins sociaux concerne le territoire et les habitants de Saint-Didier-au-Mont-d'Or, que nous dénommerons Saint-Didier dans un esprit de simplification. Pour autant, elle a été réalisée en lien étroit avec trois autres communes appartenant à la même Conférence Territoriale des Maires[1] : La Tour de Salvagny, Limonest et Lissieu. Ces trois autres communes, à la fois proches dans leur géographie mais aussi dans leur profil, seront régulièrement évoquées à titre de comparaison.

Cette approche intercommunale de l'analyse des besoins sociaux a été très enrichissante. C'est à La Tour de Salvagny que nous avons travaillé la définition des besoins sociaux comme recouvrant la pauvreté financière, l'isolement subi et les problématiques familiales. C'est avec cette définition large que le travail s'est concrétisé dans chacune des 4 communes, tout en laissant l'espace nécessaire à l'expression d'autres enjeux identifiés par les acteurs mobilisés.

Vous l'aurez compris, cette analyse des besoins sociaux a permis d'associer des problématiques et enjeux divers (parentalité, jeunesse, logement, mobilité, culture…) à un objectif unique : celui de continuer à mieux servir la population.

Les pages qui suivent vous livrent le détail des enseignements extraits de ce travail participatif. La plupart de ces enseignements ne vous surprendront probablement pas mais permettront de consolider vos analyses et de partager une base commune de travail et d'échanges. L'important est, effectivement, que ce rapport puisse vous apporter des éclairages dans vos réflexions et actions au sein de la commune, à vous tous, élus comme habitants, agents ou partenaires.

Encore une fois merci à tous les acteurs ayant contribué à ce travail.

Mairie de Saint-Didier

Octobre 2021

[1] Les Conférences Territoriales des Maires (CTM) sont des découpages politiques permettant des liens plus étroits entre communes. La Tour de Salvagny, Limonest, Lissieu et Saint-Didier-au-Mont-d'Or appartiennent à la CTM ouest-nord intégrant également Champagne-au-Mont-d'Or, Dardilly, Ecully et Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

La méthode

La méthode utilisée pour cette analyse des besoins sociaux a été définie, dans ses grandes lignes, en amont de sa mise en place. Elle a ensuite été affinée au fur et à mesure de son avancement en fonction des attentes exprimées par les comités de pilotage et en fonction des résultats collectés.

Une approche intercommunale riche et pertinente

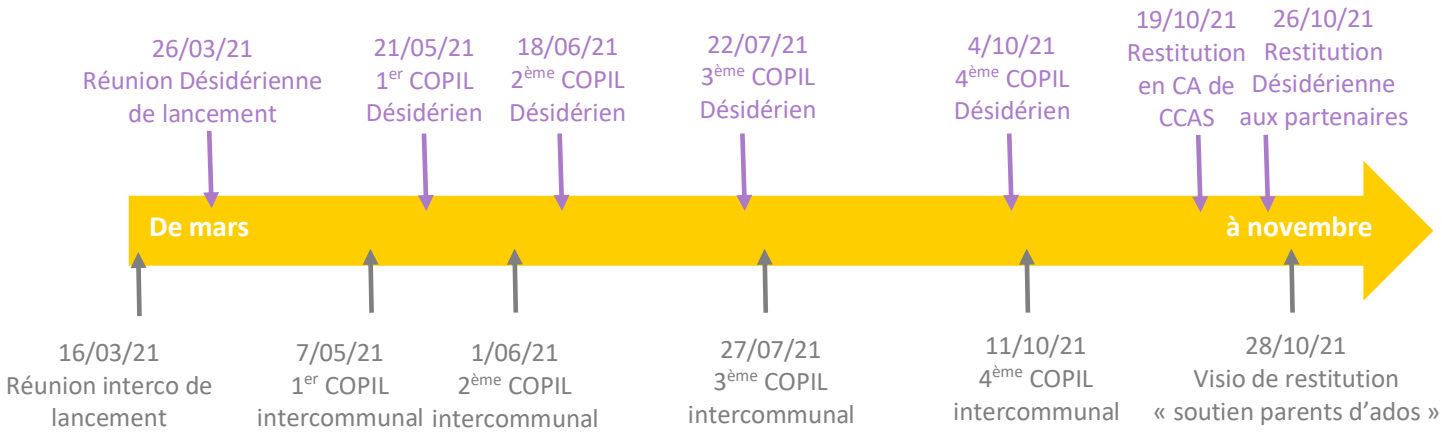
Le caractère intercommunal constitue une originalité et une force majeure de ce travail. Il a apporté plusieurs avantages. Déjà, celui d'une économie de temps et d'argent pour les 4 communes impliquées, et ce, par la mise en commun du recueil et du traitement des statistiques ainsi que de certains entretiens. Ensuite, il a permis de s'enrichir des réflexions menées par les autres territoires et de pouvoir comparer facilement les réalités sociales des 4 communes. Enfin, le caractère intercommunal a permis de partager une réflexion sur un sujet choisi par les 4 communes « *comment soutenir les parents d'ados (11-18 ans) dans leurs fonctions parentales ?* », réflexion qui fait l'objet d'une publication conjointe.

Une organisation maillant comités de pilotage communal et intercommunal

La coordination de cette analyse des besoins sociaux s'est organisée autour de deux comités de pilotage présentés en page 3 de ce rapport :

- un comité de pilotage intercommunal composé d'un ou deux représentants de chaque commune, chargé de décider des orientations intercommunales (choix des statistiques à travailler, de leurs modalités de présentation, de certains acteurs à interroger), de travailler et décider des orientations à prendre quant à la réflexion intercommunale et d'échanger sur les avancées de chacune des communes ;
- un comité de pilotage communal composé de 6 acteurs Désidériens, chargé de décider des orientations communales et de travailler concrètement à l'analyse des résultats recueillis.

Chacun de ces 2 comités de pilotage se sont réunis cinq fois : une première fois pour le lancement puis quatre fois pour coordonner l'avancée du travail.



Des matériaux glanés tant quantitatifs que qualitatifs

L'analyse s'est concrètement réalisée par un recueil de différentes informations. Afin de rendre au mieux compte des réalités sociales vécues, nous avons accordé une grande part du travail au recueil de la parole des acteurs et habitants du territoire et ce, par différents biais. Nous présentons ci-dessous les diverses informations glanées d'une manière illustrée et simplifiée.

INTERVIEW EN LIGNE

12 acteurs pivot de Saint-Didier interrogés sur 5 questions ouvertes.

Réponses recueillies de juillet à septembre 2021, via internet, sous format anonyme ou non, en fonction du choix du répondant.

STATISTIQUES

8 « planches » de données construites à partir de 16 producteurs de données mobilisées : Insee, Cnaf, Dreal, DDT, ORS, Dares, Dgfip, Missions Locales, Métropole de Lyon, Agence d'urbanisme de la Métropole Lyonnaise, Association de gestion du fichier commun du Rhône, Pole emploi, Registre national des associations, Notaires de France, Cesaer et Rectorat.

Données recueillies via bases de données, traitées sous Excel.

ENTRETIENS DESIDERIENS

9 acteurs interrogés :
3 agents,
2 représentants associatifs,
2 partenaires éducatifs,
1 bailleur social,
1 médecin

Entretiens de 20 min à 1h45 réalisés en face à face (et pour 2 par téléphone). Comptes-rendus envoyés aux interrogés pour validation.

COPILs

6 acteurs Désidériens

7 acteurs intercommunaux

ENTRETIENS INTERCOMMUNAUX

10 acteurs interrogés :
6 professionnels Maison de la Métropole,
2 bailleurs sociaux, 1 gendarme et 1 banquière

Entretiens de 20 min à 1h45 réalisés en face à face ou par téléphone. Comptes-rendus envoyés aux interrogés pour validation.

QUESTIONNAIRE HABITANTS

73 habitants répondants à 4 pages de questions

*Questionnaire déposé dans la boite aux lettres de chaque foyer Désidérien vivant dans un logement social de la commune (possibilité de répondre sur papier ou en ligne via QR-code). Passation septembre 2021. Taux de réponse = **1/3***

Répartition des répondants par bailleur conforme à celle observée sur la population du parc social de Saint-Didier. Pas de statistiques disponibles sur la typologie des locataires (sauf Alliade).

Les verbatims de ce rapport sont toutes extraites d'entretiens Désidériens ou intercommunaux.

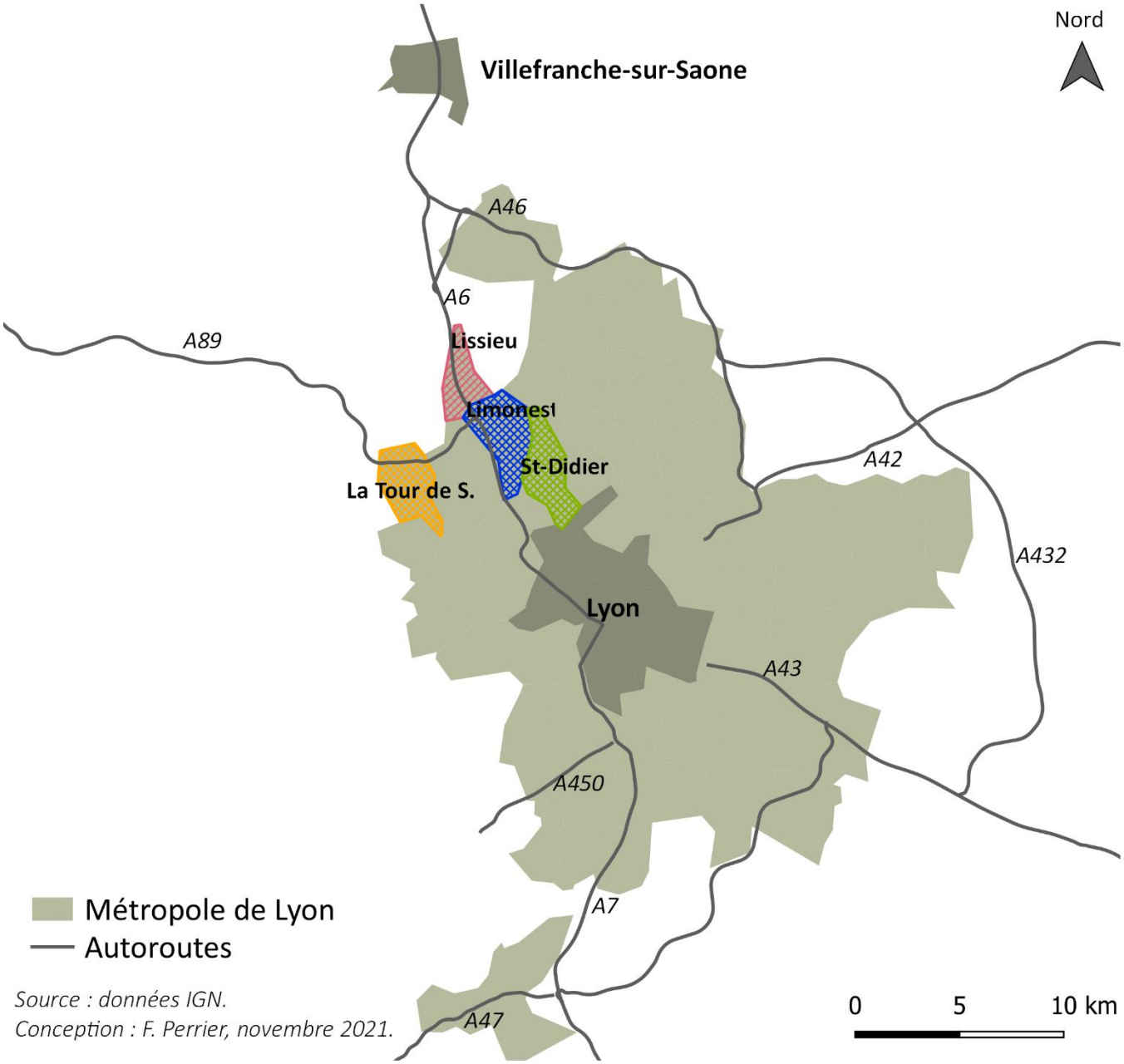
Une restitution ouverte aux partenaires et un document partagé

Cette analyse des besoins sociaux se veut être un travail partagé, vivant, un support d'échanges, de réflexions, de constructions, quitte à être critiquée, amendée, enrichie par chacun d'entre vous.

C'est pourquoi nous avons proposé, avant même de finaliser la rédaction, une restitution aux acteurs le mardi 26 octobre de 14h à 15h30. Une quinzaine de personnes ont participé à ce temps de restitution et d'échanges. En amont, une restitution en conseil d'administration de CCAS a été réalisée.

C'est pourquoi également la version écrite de l'analyse des besoins sociaux est partagée avec tous les acteurs y ayant contribué. A noter aussi qu'à Saint-Didier, des statistiques extraites de l'ABS ont déjà été transmises aux habitants à travers un article publié dans le magazine « En Bref ».

Implantation géographique de Saint-Didier et des 3 autres communes étudiées



PARTIE I - PORTRAIT DE TERRITOIRE :

Quelles populations et quels enjeux sociaux à Saint-Didier ?

Cette première partie dresse un portrait général de la commune de Saint-Didier et des enjeux sociaux identifiés. Elle s'organise autour de trois chapitres : un premier brosse un portrait sociodémographique de Saint-Didier, un second se concentre sur les problématiques et besoins sociaux repérés, et un dernier se tourne vers l'avenir et met en évidence les enjeux de communication et de cohésion sociale.

1. Une commune où il fait bon vivre et où tout va plutôt (très) bien

Quelles spécificités pour Saint-Didier ? Qui sont les Désidériens ?

Une commune paisible et judicieusement placée

« *Tranquillité* », « *calme* », « *bien-être* », « *bien-vivre* », tels sont les adjectifs qui sont revenus régulièrement pour présenter Saint-Didier. Des 4 communes étudiées, c'est à Saint-Didier que ces notions de tranquillité et de calme sont le plus revenues. « *Une commune dans laquelle on se sent en* sécurité » ajoutent souvent les habitants et acteurs.

« Elle attire des personnes recherchant la tranquillité, le bien-être, le bien vivre »

Une commune convoitée, prisée qui peut se targuer d'être « *le trait d'union entre ville et campagne* » grâce à :

→ Sa **position géographique**. Des 4 communes étudiées, Saint-Didier est la plus proche de Lyon, qu'elle jouxte d'ailleurs. Depuis le centre-bourg, l'accès à la grande ville se fait en moins de 10 minutes en voiture, 15 minutes en bus. Avec la porte de Rochecardon, les grands axes routiers sont au pied de la commune et permettent facilement de rayonner au-delà de l'agglomération Lyonnaise.

→ Son **cadre verdoyant**. Alors que l'on sort à peine de Lyon, l'arrivée à Saint-Didier par l'avenue Pasteur est très illustrative du caractère préservé de la commune. La nature est présente de part et d'autres de la commune : chemin des trois rivières au sud, quartier de Saint-André à l'ouest, Mont Narcel au nord et encore secteur de la Roche aux abords du charmant quartier de Saint-Fortunat.

Une commune « *tranquille* » disait-on, mais qui reste dynamique. Avec autant d'emplois sur place que d'actifs en emplois, Saint-Didier ne parait pas en reste sur le plan économique. Le centre-bourg bénéficie, par ailleurs, d'une vitalité commerciale renforcée par la construction des halles en 2019. Les habitants peuvent également profiter de l'attractivité économique et commerciale de la Techlid installée juste à côté. Un dynamisme qui s'appuie également sur un vivier précieux d'associations qui proposent des activités et des évènements : marché aux fleurs du 1er mai, fête du sport, fête du Boudin, conscrits, etc.

Autant d'emplois à Saint-Didier que de Désidériens en emploi

Insee, 2017

A Saint-Didier, il a aussi souvent été question de l'histoire de la commune, de ses trésors culturels et patrimoniaux : cabornes, maison Meunier, maison des Carriers, orgue restaurée de l'église, etc. Les acteurs interrogés prennent plaisir à parler du patrimoine de la commune, et des associations veillent à leur préservation et leur valorisation.

Autre point notable : plusieurs acteurs interrogés ont fait l'écho d'une Mairie et d'un CCAS présents et actifs qui œuvrent à préserver le cadre de vie des Désidériens et rendent plus agréables les conditions de travail des professionnels locaux : « *le cadre de travail est magnifique et les conditions de travail sont exceptionnelles* » commente l'un d'eux, « *gestion rapide et efficace des situations de fragilités chez les seniors* » ajoute un autre.

Principales contraintes Désidériennes : mobilité et cherté

Deux contraintes reviennent régulièrement dans le discours des Désidériens interrogés : la mobilité intra et extramunicipale et la cherté de la vie locale.

« Besoin d'aide dans les déplacements des seniors car village étendu »

La morphologie de la commune ne facilite pas les déplacements piétons intérieurs. En cause : la forte déclivité et l'étalement des habitations. En ce qui concerne les déplacements automobiles, ils sont freinés par une importante densification de la circulation et un relatif manque de stationnements, comme cela a également été souligné dans les 3 autres communes (de façon plus prononcée à Limonest). Les transports publics ont également été jugés insatisfaisants par plusieurs acteurs interrogés ainsi que les habitants des logements sociaux interrogés (cf. partie II.2).

La cherté de la vie locale, et en particulier de l'immobilier a régulièrement été évoqué comme une contrainte, contrainte qui s'impose tout particulièrement aux ménages disposant de revenus faibles ou modérés. Nous y reviendrons également dans la partie II.

A noter également que, comparativement aux 3 autres communes étudiées qui comptent une population moindre, Saint-Didier apparait sous dotée en équipements : surtout en commerces, mais aussi en matière d'autres types d'équipements (cf. planche de données « diverses » en annexe).

Un parc résidentiel « élitiste »

A Saint-Didier, le parc de logements renvoie une impression d'élitisme, de parc accessible seulement à des habitants très privilégiés. En particulier, parce que :

- Il se développe peu. Entre 2007 et 2017, le parc de logements Désidériens a évolué de 15%, contre 10% à Lissieu (plus éloigné de Lyon), 26% à La Tour de Salvagny, 46% à Limonest et 16%, en moyenne, sur la Métropole de Lyon (Insee).

- Il est composé majoritairement de grands logements. A Saint-Didier, 65% des résidences principales sont composées d'au moins 5 pièces, contre 66% à Lissieu, 55% à La Tour de Salvagny, 48% à Limonest et 21%, en moyenne, sur la Métropole de Lyon (Insee). A noter également que les trois quarts des logements sont des maisons, part en faible baisse par rapport aux autres communes étudiées (Insee, 2007-2017).

- Ses habitants y sont installés de longue date. C'est à Saint-Didier que l'on enregistre les maxima d'ancienneté dans le logement avec : 54% des Désidériens qui vivent dans leur logement depuis au moins 10 ans, et une ancienneté moyenne d'emménagement dans la résidence principale de 18 ans (Insee, 2017).

- Peu de logements sont proposés à la location. Inversement, un taux de propriétaires de leur résidence principale particulièrement élevé : 79% en 2017, contre 43%, en moyenne, sur la Métropole de Lyon.

- Il propose des prix parmi les plus chers du marché. C'est aussi la conséquence des points listés au-dessus : la rareté des logements disponibles et le « standing » proposés par ces derniers (notamment taille), entraine une augmentation des prix. Et, de fait, les prix de vente comme les prix des locations proposés sont les plus chers du quatuor de communes étudiées, et sont bien au-dessus des prix moyens enregistrés en Métropole de Lyon.

Prix de vente/location de logements au mètre carré

	Prix de vente logements anciens (2020)	Loyer moyen d'un appartement charges comprises (fin 2018)	Loyer moyen d'une maison charges comprises (fin 2018)
La Tour-de-Salvagny	4 150 €	12,5 €	12,3 €
Limonest	4 260 €	14,0 €	13,4 €
Lissieu	3 180 €	11,4 €	10,9 €
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	4 340 €	14,6 €	13,5 €
Métropole de Lyon	3 730 €	13,8 €	12,3 €
France Métropolitaine	nd	13,9 €	8,8 €

Source ventes : Notaires de France. Sources locations : Estimations réalisées sur les logements présentés à la location dans le parc privé au 3ème trimestre 2018 - UMR 1041 CESAER (AgroSup Dijon-INRAE) à partir des données SeLoger, leboncoin, pap.fr

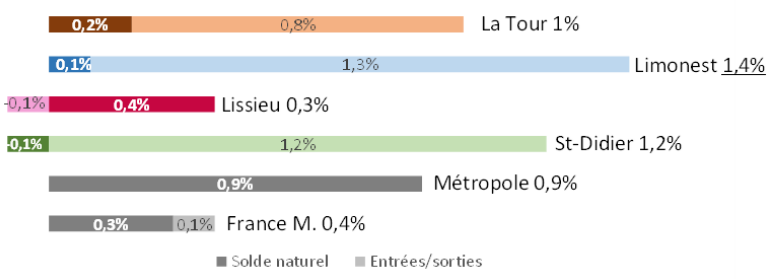
Résultat : un parc de logement qui cible une frange de la population très réduite, qui concentre des moyens financiers très importants. Des 4 communes étudiées, c'est à Saint-Didier que ce constat est le plus net. Les possibilités qui s'offrent aux ménages disposant de revenus faibles ou modérés restent cantonnées au parc de logements sociaux dont il sera question dans la partie II.

« Le coût du logement ne permet pas aux jeunes de rester sur la commune, ni en cas de séparation »

Une population « senior » fortement représentée

Conséquence d'un parc de logements très cher : des difficultés à accueillir les jeunes générations (jeunes et familles), et de facto, un vieillissement de la population communale. La variation annuelle de la population met clairement en évidence ce constat avec un solde naturel négatif (moins de naissances que de décès). Quant à la pyramide des âges, elle laisse facilement percevoir la forte

Variation annuelle moyenne de la population entre 2012 et 2017

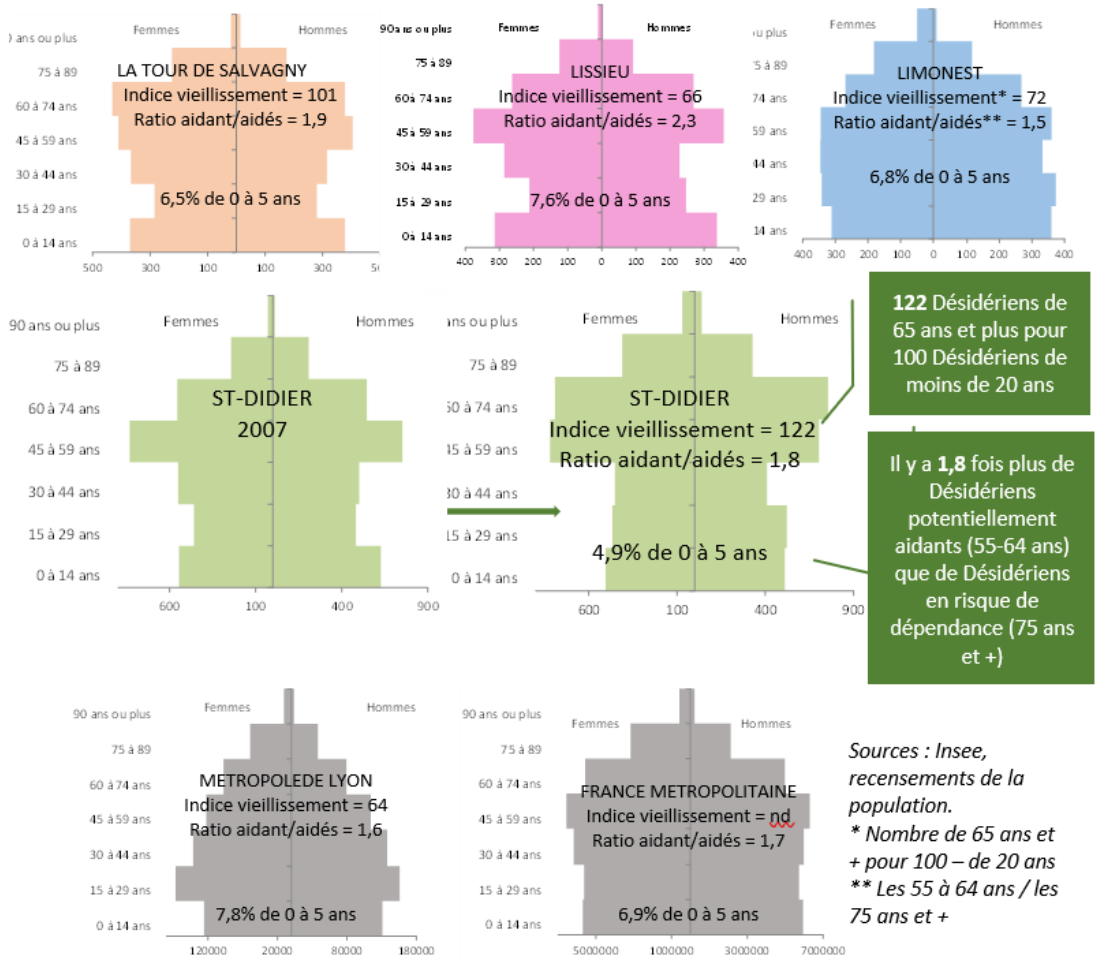


présence de seniors avec une large base supérieure qui représente précisément les habitants les plus âgés. C'est en quelque sorte une forme de croix qui symbolise la pyramide Désidérienne.

« Les parents sont restés sur la commune mais les enfants sont partis »

Dix ans auparavant, la population était plus jeune. En 2017, les 60 ans et + représentent 35% de la population Désidérienne, contre 25% dix ans plus tôt (Insee). Même constat, avec l'indicateur de la part des retraités établie à 35% en 2017, contre 26% en 2007 (Insee). Des quatre communes étudiées, Saint-Didier concentre la population la plus âgée et la plus vieillissante.

Pyramide des âges 2017



Sources : Insee, recensements de la population.
** Nombre de 65 ans et + pour 100 – de 20 ans*
*** Les 55 à 64 ans / les 75 ans et +*

Comme l'expliquent les acteurs interrogés et, comme le confirment les statistiques présentées juste au-dessus, il semble que la commune assiste au vieillissement de sa population installée de longue date. Une population donc qui peine à se renouveler et à rajeunir, avec possiblement, une légère tendance à l'accueil des familles, encore non confirmée par les statistiques mais que les acteurs commencent à repérer. La construction du quartier résidentiel du Pinet, propice à l'installation des familles, serait à l'origine de ce mouvement de rajeunissement de la population.

« Nous assistons à un léger rajeunissement de la population actuellement »

Des habitants globalement très favorisés

La population Désidérienne se caractérise par son statut globalement favorisé, voire très favorisé et ce, sur tous les domaines (cf. planches de données statistiques en annexe). Cela est également visible à travers les cartes à l'infra communale où apparait un contraste net entre Saint-Didier et Lyon 9ème en 2015 (cf. annexe, carte niveau de vie et taux de pauvreté). Nous l'avons déjà développé au niveau du logement. Au niveau de la santé, l'analyse des indicateurs rend compte d'une population plutôt bien préparée aux soins et dans un état de santé meilleur qu'en Métropole de Lyon. Au niveau de l'emploi, les Désidériens apparaissent comme des actifs très diplômés, occupants des postes rémunérateurs :

- 58% des habitants de plus de 15 ans non scolarisés disposent d'un niveau de diplôme au moins égal au Bac + 2 (maximum enregistré sur les 4 communes, 42% en Métropole de Lyon, Insee - 2017),
- 42% occupent des postes de cadres ou professions intellectuelles supérieures (maximum enregistré sur les 4 communes, 27% en Métropole de Lyon, Insee - 2017).

Quant à l'analyse des revenus, le constat est très clair : les Désidériens disposent, au global, d'une situation financière largement favorisée. En effet, le niveau de vie médian des habitants est 1,8 fois plus important à Saint-Didier qu'en Métropole de Lyon. Niveau de vie médian, de surcroit, en augmentation plus forte à Saint-Didier que dans les autres territoires.

Une analyse nationale de la position de Saint-Didier quant à l'indicateur du niveau de vie médian indique que la commune occupe la 31ème position la plus favorisée des 31 326 communes de France sur lesquelles l'indicateur est fourni[2]. Une population donc très favorisée pourrait-on conclure.

Niveau de vie (Insee, 2018)

	Médiane du niveau vie* mensuel	*Evolution médiane niveau de vie 2015-2018*
La Tour	2 653 €	*7,4%*
Limonest	2 613 €	*5,3%*
Lissieu	2 612 €	*4,5%*
St-Didier	3 383 €	*8,9%*
Métropole	1 873 €	*5,4%*
France M.	1 811 €	*5,7%*

La moitié des Désidériens disposent de + de **3 383 €** par mois et par unité de consommation (c'est-à-dire **3 383 €** pour 1 personne seule ou **7 104 €** pour un couple avec 2 petits enfants).

*Sources : Insee, Filosifi. * Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC) : 1 UC attribuée au 1er adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou +, et 0,3 UC aux enfants de – de 14.*

Spécificités Désidériennes qui marquent le statut favorisé de sa population

Tout d'abord, une spécificité Désidérienne apparait quant à la composition des revenus disponibles : ceux-ci sont plus fortement composés de revenus du patrimoine. En 2018, les revenus du patrimoine représentent 28% du revenu disponible des ménages, contre 12%, en moyenne, pour les ménages de la Métropole de Lyon (maximum enregistré sur les 4 communes, Insee).

32% de non-salariés parmi les Désidériens de 15 ans ou + en activité

Insee, 2017

Autre spécificité relative à l'emploi cette fois-ci : les Désidériens sont nombreux à occuper des emplois non-salariés. En 2017, un tiers des actifs occupés sont des travailleurs non-salariés, contre 12%, en moyenne, pour les actifs occupés de la Métropole de Lyon (encore une fois, maximum enregistré sur les 4 communes, Insee). Les statistiques Pole emploi semblent indiquer un mouvement de renforcement des emplois non-salariés sur les 4 communes étudiées avec un nombre important de ruptures conventionnelles et du développement des très petites entreprises (cf. planche de données « zoom insertion professionnelle »). A noter également, la plus importante part

[2] Hors Mayotte mais intégrant la région parisienne.

de temps partiels et d'inactifs à Saint-Didier comparativement aux 3 autres communes étudiées (cf. planche de données « emploi »).

Ces spécificités marquent le statut favorisé et une certaine atypicité de la population Désidérienne.

Un budget communal en contraste avec les revenus des habitants

« *Une ville d'habitants riches, mais une ville pas riche* » avons-nous entendu plusieurs fois. Effectivement, le budget communal par habitant est inférieur à Saint-Didier comparé aux autres communes de même taille. La situation Désidérienne est même clairement défavorisée par rapport à Limonest et La Tour de Salvagny (apports Techlid pour Limonest, Casino Le Lyon Vert pour La Tour).

Budget principal par habitant

	St-Didier	Moyenne pour les communes de 5 000 à 10 000 habitants
Total produits fonctionnement	841€	1159€
Total charges fonctionnement	613€	1014€

Dgfip, 2020

A noter, toutefois, que le fonctionnement du service enfance et petite enfance en délégation de service public diminue le budget de fonctionnement comparativement à d'autres communes de taille équivalente qui ont fait le choix de gérer en interne ses services (comme Limonest et Lissieu). Et, avantage notable pour Saint-Didier par rapport aux communes de taille équivalente : l'importance des droits de mutation c'est-à-dire les droits versés à la commune lorsqu'une vente immobilière a lieu sur son territoire (ces droits étant calculés en fonction du montant de la vente)[3].

Les Halles

Octobre 2021

[3] La commune de Saint-Didier sera également moins fortement impactée par la suppression progressive de la taxe d'habitation du fait d'une population globalement favorisée.

2. Des besoins sociaux présents et croissants : des inégalités sociales fortes, un contexte fragilisant

Comment les Désidériens vivent-ils sur la commune ? Quelles attentes expriment-ils ? Quels besoins sociaux sont identifiés ?

De très importantes inégalités sociales qui augmentent progressivement

Saint-Didier héberge une population globalement très favorisée, cela est donc certain. Pour autant, la population Désidérienne se caractérise également par des inégalités sociales marquées. L'indicateur du rapport inter décile indique effectivement la présence de fortes inégalités de revenus pour la population communale. Pour reprendre une comparaison nationale, le rapport inter décile de Saint-Didier est placé en 50ème position la plus inégale sur 5310 communes de France pour lesquelles l'indicateur est fourni[4]. Une population donc, globalement, très favorisée et fortement marquée par les inégalités de revenus.

Inégalités de niveaux de vie (Insee, 2018)

	Rapport interdécile 9e décile/1er décile**	*Evolution rapport interdécile 2015-2018*
La Tour de Salvagny	3,2	*3,1%*
Limonest	4,6	*8,1%*
Lissieu	3,2	*-4,1%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	5,2	*4,0%*
Métropole de Lyon	3,9	*-0,4%*
France métropolitaine	3,4	*-2,9%*

*Le niveau de vie plancher des 10% des ménages Désidériens les plus riches est **5,2** fois supérieur au niveau plafond des 10% des ménages Désidériens les plus pauvres.*

*Sources : Insee, Filosifi. ** Les rapports inter déciles permettent de mesurer les inégalités. Le rapport des déciles 9 et 1 met en évidence l'écart entre les plus hauts revenus (niveau minimum des 10% des habitants les plus riches) et les plus bas revenus (niveau maximum des 10% des habitants les plus pauvres).*

Les acteurs interrogés n'ont pas fait mention de difficultés particulières inhérentes à la présence de populations très différentes sur le plan des revenus. Il est néanmoins question de « clivage » de la population en deux sous-groupes : les ménages aux revenus très favorisés majoritaires sur la commune, et les ménages aux revenus modestes en minorité sur la commune. Ces deux sous-groupes semblent peu se mélanger, ils « cohabitent » pourrait-on dire. Et, seules quelques personnes semblent faire office de « pont » entre les deux populations.

« Chacun reste dans son milieu »

Aussi, l'absence de classes intermédiaires est très net sur la commune, plus encore que dans les 3 autres communes étudiées.

Existence d'habitants en difficultés sociales à Saint-Didier

Ainsi, des habitants sont en situation de fragilité sociale à Saint-Didier. Une minorité certes, mais une minorité quand même.

Les statistiques rendent compte de la présence des habitants en situation de fragilité sociale, plus encore qu'à Lissieu et La Tour de Salvagny. A Saint-Didier, elles révèlent que[5] :

5% de Désidériens en situation de pauvreté

Insee, 2018

[4] Hors Mayotte mais intégrant la région parisienne.
[5] Une personne pouvant se retrouver dans plusieurs des statistiques présentées ci-dessous.

- 5% des habitants sont en situation de pauvreté monétaire c'est-à-dire vivent avec moins de 1063€ par mois et par unités de consommation (Insee, 2018), un taux légèrement supérieur dans le secteur du Pinet (cf. carte du taux de pauvreté 2015 à l'infra communal en annexe),
- 10% des foyers allocataires de la Caf ont des revenus constitués par au moins 50% de prestations Caf (Cnaf, 2019),
- 11% des personnes allocataires de la Caf vivent dans un ménage en situation de bas revenus soit disposent de moins de 1096€ par mois et par unités de consommation (Cnaf, 2019)[6],
- 118 personnes bénéficient d'un de ces trois minimas sociaux : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou minimum vieillesse (Cnaf, Carsat, 2019),
- 5% de la population municipale 2018 est couverte par une aide au logement (Cnaf, 2019),
- 7,6% des actifs sont au chômage (Insee, 2017),
- 40 nouveaux ménages ont été reçus par les services sociaux de la Métropole de Lyon en 2019 (Métropole de Lyon et agence d'urbanisme de la Métropole Lyonnaise).

Les entretiens réalisés avec les acteurs locaux permettent de rendre compte de la pluralité des profils de personnes en difficultés sociales, et des difficultés rencontrées. Il a principalement été question :

- Chez certains seniors : des problématiques d'isolement, de difficultés administratives et de logements insalubres : « *même s'ils sont propriétaires, la maison part en vrille* » précise un acteur,
- Chez certaines familles : de limitations financières, de difficultés de communication (écrite ou orale, notamment chez certains ménages provenant de l'étranger) et de séparations difficiles ou violence intrafamiliale (pour toutes les catégories sociales),
- Chez certaines personnes : des recherches de logements sociaux, des situations de grande précarité dans le logement, de la souffrance psychique et des addictions.

« Certains retraités se retrouvent bien seuls »

Les niveaux de difficultés et besoins de ces habitants sont très variables. Certains ont des attentes d'appuis ponctuels, d'autres ont besoin d'être accompagnés de façon plus pérenne, comme l'explique un accompagnant social : « *après 5 mois d'absence, je me rends compte que certaines personnes, les plus précaires, sont toujours là* ». Avec le constat de rares mais graves cas d'habitants qui « *laissent tomber* » et laissent leur situation empirer.

Les travailleurs sociaux locaux rappellent, par ailleurs, que les difficultés sociales ne sont pas uniquement vécues par des ménages ayant toujours connus des limitations financières. L'équipe sociale de la Maison de la Métropole fait part de la diversité des habitants accompagnés, tant vis-à-vis de l'ancienneté sur le territoire que vis-à-vis des situations familiales et financières. Elle explique être sollicitée par les différentes tranches de revenus de la population : « *de celui qui n'a rien à celui qui a 60 000€ par mois, c'est hyper large* […] *même de gens qui ont de gros revenus viennent ici* ». Une tendance qui tend à se développer ces dernières années…

« Comment faire pour essayer de détecter les besoins des personnes qui ne sont pas dans les moins aisées mais sont parfois en difficultés ? »

[6] Les données Insee du taux de pauvreté ne sont pas comparables aux données Caf de bas revenus pour plusieurs raisons (populations prises en compte différentes, revenus, échelle d'unités de consommation légèrement différentes).

Une fragilisation générale qui peut toucher toutes les classes sociales

Les besoins sociaux se font de plus en plus ressentir du côté de la population a priori préservée, bien que cela ne soit pas encore perceptible du côté des statistiques. En cause déjà : un contexte sanitaire et sécuritaire (avec les alertes attentats) anxiogène qui pèse, parfois lourdement, sur les habitants : « *les familles sont plus tendues. C'est parfois lourd pour elles* » évoque un acteur Désidérien à ce sujet.

857 demandeurs d'emploi recensés sur La Tour, Limonest, Lissieu et Saint-Didier

Pole emploi, fin avril 2021

Un contexte sanitaire également précarisant avec les résonnances de la crise covid sur le monde économique. Les statistiques de Pôle emploi confirment que le territoire n'est pas épargné par le chômage. Au-delà des pertes d'emplois qu'elle a générées, la crise covid a fortement perturbé l'équilibre des ménages. Le confinement a appuyé les tensions familiales explique un acteur spécialisé sur le sujet et questionné au nom des 4 communes. Ce constat est rejoint par d'autres acteurs dont le CCAS et l'équipe sociale de la Maison de la Métropole : « *on est confrontées à plein de séparations suite au covid, des problèmes intrafamiliaux, et ça, ça a touché tout le monde* ». Un acteur du champ médical évoque « *des situations qui explosent* ».

Le covid a également engendré une fragilisation psychologique. A ce sujet, un professionnel hors secteur social évoque : « *l'année dernière, ça a changé le comportement des gens. Les gens sont beaucoup plus fragiles. Des gens enjoués, aujourd'hui, ils n'y arrivent plus, à cause du covid surtout* ». De son côté, la Mission Locale observe que les demandes des jeunes de bénéficier de la permanence psychologique se sont multipliés depuis la dégradation du contexte sanitaire (un projet de développement de la permanence psychologique est en cours de réflexion).

Avec, par ailleurs, des répercussions de la crise de plus en plus évidentes sur les prix : en octobre 2021, les prix à la consommation augmentent de 2,6% sur un an selon l'Insee[7], soit un taux maximum enregistré depuis au moins 2017.

Ainsi, les acteurs du champ social remarquent l'apparition de nouveaux profils de personnes en difficultés. A ce titre, les professionnelles de la Maison de la Métropole constatent l'arrivée de davantage d'habitants encore méconnus de leurs services et en situations d'endettement important. Ces derniers viennent mobiliser le service social pour une demande précise et ponctuelle, mais qui laisse transparaitre des difficultés accrues depuis la crise sanitaire. Parmi celles-ci, elles évoquent : les jeunes surdiplômés en difficultés pour trouver du travail, les grands diplômés qui perdent leur travail voire pour certains qui deviennent bénéficiaires du RSA, les actifs vieillissants qui se paupérisent et les libéraux « *qui ont pris de plein fouet la crise covid* ». Ces différents publics peinent à pousser les portes, « *sont enfermés dans leurs difficultés* » précisent les professionnelles de la Maison de la Métropole qui les voient arriver en bout de course, ce que les acteurs Désidériens confirment. Certains vivent d'importantes « chutes sociales » ayant des répercussions sur leur vie sociale et familiale : « *il y en a c'est tragique. En parallèle, une désocialisation s'opère. Ils ne peuvent plus fréquenter leurs amis car ils n'ont plus le même train de vie* […] *des couples qui se fissurent* », « *des gens qui tombent de haut* […] *ils doivent changer leur train de vie d'un coup* ».

« L'augmentation du chômage est prévisible »

[7] Informations rapides, n°283, paru le 29 octobre 2021.

Une fracture numérique qui se renforce

Autre mouvement largement relayé par les acteurs interrogés sur les 4 communes et qui accentue les besoins sociaux : l'engorgement et le repli de plus en plus marqué des administrations publiques. « *On n'a plus de partenaires privilégiés. Plus de numéros directs. Ils ont profité du covid pour fermer encore plus les permanences physiques* ». Cette plus difficile mise en lien avec les administrations publiques renforce la fracture numérique déjà bien prégnante pour certains habitants.

« *Demandes d'aide dans les formalités administratives auprès d'Améli, impressions de documents…* »

Depuis la mise en place de la numérisation des démarches administratives, un professionnel médical Désidérien témoigne de la densification des démarches, il souligne leur caractère plus impersonnel et fait part de ses inquiétudes quant au suivi : « *tu envoies ton document et advienne que pourra* ». D'autres professionnels regrettent, plus globalement, les freins institutionnels. Ils évoquent, à ce titre : la saturation du dispositif 115, de celui de la gestion des expulsions locatives, les délais très longs pour la mise sous protection d'une personne âgée vulnérable ou de ceux de la protection de l'enfance.

Aussi, pour les habitants plus encore, les besoins d'appui administratif sont régulièrement revenus dans les entretiens : rupture de droits ou simple besoin d'accompagnement dans l'accès aux droits pour certains habitants. Pour contrer ces difficultés, les permanences numériques proposées par la Maison de la Métropole depuis début 2021 constituent un levier intéressant et à la disposition de tous.

Des besoins sociaux exprimés à différents niveaux

A Saint-Didier, les besoins sociaux identifiés s'expriment donc à ces différents niveaux :

- Accompagnement administratif : le CCAS et l'antenne Limonoise de la Maison de la Métropole répondent déjà à une partie de la demande, mais il semble que les demandes (exprimées et non exprimées) soient plus importantes encore, en particulier pour les seniors. D'autant que l'accompagnement de certains seniors nécessite un suivi étroit et régulier et en particulier : les personnes sous tutelle, les seniors qui ont projet de changement de logement, les étrangers en demande de régularisation de leur situation administrative, etc.

« *Au-delà de 85 ans, on devrait systématiquement délivrer une carte d'invalidité aux seniors à la place de se reposer sur la famille* »

- Appuis financiers : le Comité d'entraide comme le CCAS font état d'habitants en forte fragilité financière, parfois de façon durable. Pour ces ménages, il parait important de poursuivre les appuis financiers proposés et de proposer un accompagnement social qui permette une évolution durable.

« *L'activité professionnelle et le logement, quand il y a des changements favorables, l'évolution de la personne se fait radicalement* »

- Liens sociaux : les acteurs insistent sur l'isolement des seniors Désidériens, en particulier ceux qui n'ont pas d'enfants sur place et/ou vivent en retrait du centre-bourg[8] : « *quand il y a la famille pas loin, cela se passe, sinon les personnes sont isolées de tout* ». D'où l'intérêt de faire connaitre les dispositifs existants, peut-être d'accompagner les personnes isolées vers ces dispositifs, et/ou en développer d'autres.

« Il semble que l'isolement des personnes seules est la fragilité sociale la plus marquée. Pourtant, il existe des mouvements qui aident à sortir de l'isolement, comme Saint-Didier Loisirs avec plusieurs types d'activités qui relient les personnes entre elles, ou la bibliothèque avec ses différentes activités »

- Accès aux soins : les acteurs ont relayé des difficultés d'accès aux soignants et en particulier un manque de médecins qui acceptent désormais de se déplacer au domicile. Les besoins en matière d'aide à domicile des Désidériens semblent plus importants que ceux pris en charge par les dispositifs en place. Alors même que Saint-Didier héberge une population âgée importante et un nombre important de mesures en cours pour les personnes en situation de perte d'autonomie ou de handicap[9], les statistiques sur la densité des professionnels du soin libéraux (et pharmaciens) font état d'une commune légèrement sous dotée par rapport à la moyenne de la Métropole de Lyon (cf. planche de données « santé » en annexe). Ce manque de soignants engendre des délais importants avant d'avoir un rendez-vous, en particulier chez les médecins spécialistes. De son côté, un soignant remarque que les difficultés sociales et administratives des patients âgés prennent une place de plus en plus importante dans le suivi médical, alors que les soignants ne sont pas en capacité de les prendre en charge. Aussi, il fait part du besoin de mise en place d'un maillon entre corps médical et famille : « *une personne disponible pour faire un travail de diagnostic des besoins des personnes, une enquête sociale auprès des personnes de plus de 85 ans, également pour l'accompagner (si besoin est) dans la mise en place des démarches administratives et/ou pour faire davantage le lien entre famille, soignants et intervenants à domicile* ». Un rôle déjà joué par des intervenants sociaux auprès de certains seniors.

  « Besoin de médecins qui se déplacent à domicile. Problèmes d'accessibilité pour aller chez eux »

  De façon plus anecdotique, il a été question de problématiques d'addictions (surtout alcoolisme, rarement toxicomanie) pour une frange négligeable de la population en fort besoin d'accompagnement médical et social.

- Logement : le parc de logements Désidériens rend compte d'un manque de logements de taille et de prix faibles et intermédiaires (cf. partie I.1.). La diversification du parc de logements Désidériens apparait comme une nécessité afin de permettre l'accueil des plus jeunes générations. Le développement du parc locatif social devrait

« Des personnes âgées et des jeunes ayant toujours vécu à Saint-Didier regrettent de ne pas pouvoir y rester ou s'y installer en raison du coût élevé des logements que ce soit à l'achat ou à la location »

[8] La carte de l'implantation des personnes âgées de 65 ans et plus laisse d'ailleurs apparaitre la forte concentration de ces dernières en centre-bourg (cf. en annexe).

[9] En 2019, la Maison de la Métropole recense 89 personnes suivies dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile et 39 personnes suivies dans le cadre de la Prestation de Compensation du Handicap (cf. planche de données « diverses » en annexe).

répondre, au moins en partie, à ces besoins, mais il pourrait être intéressant de penser d'autres alternatives.

Du côté des seniors, il a également été question d'un manque de logements adaptés pour les personnes à mobilité réduite. Un professionnel de l'immobilier rappelle également l'attrait des seniors pour les logements situés en forte proximité du centre-bourg. Les attentes des seniors ont été plus précisément travaillées à Limonest où ce besoin d'accès à des logements adaptés, confortables et situés en proximité du centre-bourg est également fortement ressorti.

Sur la thématique du logement, à noter également quelques rares situations de logements indécents dans le parc privé.

- Enfance-jeunesse : les demandes des familles quant au développement d'activités et services jeunesse est ressortie des échanges avec les acteurs. Les habitants des logements sociaux en ont également fait l'écho. Les acteurs qui en ont parlé ont fait part de besoins croissants en matière d'infrastructures (agrandissement de l'école, déploiement de place à l'accueil de loisirs) mais aussi en matière d'activités (accompagnement scolaire, activités extra scolaires). Un acteur du champ de l'enfance rappelle aussi l'importance des besoins des familles en matière d'aiguillage : « *besoin de mise en relation pour trouver la meilleure solution d'accueil, de dépannage ponctuel (baby-sitter, garde du soir, etc.), de nom de médecin et intervenant paramédicaux, de solutions du quotidien (covoiturage, solution vélo avec enfants, etc.)* ». D'où l'intérêt du relais petite enfance (ex-RAM) et des permanences d'accueil des familles qui font, entre autres, office d'aiguilleurs pour les familles.

Dans le cadre de cette analyse des besoins sociaux, une réflexion intercommunale a porté sur le soutien aux parents d'adolescents. Nous renvoyons à la lecture de ce rapport pour davantage d'informations sur le sujet. Retenons que les demandes exprimées par les parents tournent beaucoup autour de structures étayées et professionnalisées qui puissent prendre en charge les adolescents, ainsi qu'un ou des lieux extérieurs adaptés et sécurisés pour que ces derniers se retrouvent. C'est d'ailleurs à Saint-Didier que l'on a enregistré la part maximum de parents intéressés par un lieu extérieur pour que les ados se retrouvent. C'est aussi à Saint-Didier, que l'on enregistre la part maximum de jeunes accueillis par la Mission Locale qui n'ont aucune ressource, preuve de leurs difficultés à s'autonomiser (statistique Mission Locale de 2020, cf. planche « zoom insertion professionnelle » en annexe).

« Les adolescents n'ont pas de lieu pour se retrouver, terrain de foot, de divers sports »

55% des parents Désidériens interrogés dans le questionnaire « *soutien aux parents d'ados* » seraient intéressés par « un lieu extérieur adapté pour que les ados se retrouvent »

C'est encore à Saint-Didier qu'il a le plus été question des nuisances générées par des adolescents qui sont, pour la majorité voire la totalité, issus de familles favorisées : « *jeunes adolescents désœuvrés qui perturbent le calme du village, roues arrière, dérapage, bruit* », « *des parents dépassés par les difficultés de leurs enfants* ». Ce groupe de jeunes « casseurs » bien identifié sur la commune a été plusieurs fois mentionné par les acteurs interrogés. Il constitue un sujet permanent et quelque peu insoluble auquel se heurte régulièrement la Mairie. Nous renvoyons à la lecture du rapport intercommunal au sujet des besoins des familles d'adolescents. A noter que, dans le cadre de l'analyse des besoins sociaux

Désidérienne, les « jeunes casseurs » ont uniquement été évoqué en termes de nuisances pour le reste de la population communale.

- Mobilité : le développement des transports publics sur la commune est attendu et notamment davantage de fréquence de bus en dehors des horaires de « bureau ». Notons à ce sujet, que les Désidériens en emploi sont ceux qui utilisent le plus les transports en commun parmi les 4 communes étudiées.

13% des actifs occupés Désidériens utilisent les transports en commun pour se rendre au travail

Insee, RP 2017

En s'écartant des enjeux sociaux, sont régulièrement revenues des demandes de renforcement de la sécurité et de maintien du calme sur la commune : sécurité routière, piétonne mais aussi sécurité publique en général et préservation de la qualité de vie. « *Les dépassements de vitesse sont fréquents à Saint-Didier, comme beaucoup de communes traversantes et engendrent de l'anxiété chez certains habitants* » explique un acteur qui rappelle également l'anxiété forte générée par les cambriolages pour les habitants qui y sont confrontés.

Atouts sociaux Désidériens

Des quatre communes étudiées, c'est à Saint-Didier que le CCAS est le plus développé. Outre l'accompagnement quotidien des Désidériens en fragilité (aides facultatives, accompagnement social), le CCAS propose différentes animations et services : repas et colis des ainés, navette seniors ou encore livraison de repas à domicile. Son action est renforcée par celle du service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) qui accompagne une cinquantaine de personnes, et propose des tarifs en-dessous du marché. Somme toutes, 9 agents œuvrent quotidiennement au service des Désidériens en fragilité sociale : une assistante sociale, une responsable de service, une assistante et 6aides à domicile. Cette structuration du CCAS par des professionnels (dont une assistante sociale) est fortement appréciée par les partenaires, qui évoquent un partenariat fiable et pérenne qui leur permet d'échanger librement avec l'assistante sociale sur les situations des habitants accompagnés. L'équipe sociale de la Maison de la Métropole explique apprécier de pouvoir échanger de façon spontanée, d'avoir des échanges réactifs avec le CCAS et de disposer du règlement des aides facultatives, leur permettant d'orienter plus facilement et sereinement les demandeurs éventuels.

334 rendez-vous et **124** visites à domicile gérés par l'assistante sociale du CCAS en 2019

Rapport d'activité CCAS St-Didier, 2019

Saint-Didier s'appuie également sur les actions de solidarité mise en place par le Comité d'Entraide. Cette association fait l'objet d'un réel élan de solidarité locale. Chaque année, elle sollicite la générosité des Désidériens, ce qui lui permet ensuite de soutenir les ménages Désidériens en difficultés financières sous des formes diverses (aides financières, chariots de courses, bons, etc.). Afin de renforcer les accompagnements proposés, le CCAS et le Comité d'Entraide travaillent en lien étroit et régulier.

Parmi les atouts, on peut encore évoquer le soutien des acteurs associatifs de la commune qui se montrent coopérants lorsqu'ils accueillent des adhérents en difficultés financière. Hors Saint-Didier, l'accompagnement proposé par le service social de la Maison de la Métropole implanté dans la

commune voisine de Limonest prend en charge les Désidériens en demande. Ce service travaille en collaboration étroite avec le CCAS.

Au cœur des contraintes sociales Désidériennes : la force du « tabou social » sur la commune

Parmi les contraintes Désidériennes qui s'imposent aux ménages en difficultés sociales, reviennent la cherté de la vie locale et les difficultés de mobilité déjà évoquées.

Mais, plus encore, il a été très fortement question de « tabou social » sur la commune. Par « tabou social », nous entendons ici les difficultés à parler et exprimer des besoins sociaux : des difficultés et besoin d'argent, de développement des liens sociaux ou de gestion des problématiques familiales. Ce frein majeur a également été identifié dans les 3 autres communes. Il est particulièrement prégnant à Saint-Didier où il est revenu maintes fois dans les échanges avec les acteurs locaux y compris lors des restitutions et, en particulier (mais pas que) au sujet des seniors.

Comment le tabou social se traduit chez les habitants ? « *Ils ne veulent pas que cela se sache* », « *ils ont honte* » avons-nous souvent entendu. De fait, les acteurs s'accordent à dire que les Désidériens ont du mal à demander de l'aide et à parler de leurs difficultés sur la commune. L'interconnaissance des habitants semble jouer fortement sur le développement du tabou social. Aussi, les habitants ne parlent pas de leurs difficultés, ne demandent pas, par « *pudeur* », « *peur* » d'être jugés et de parler de « social ». « *Le social leur fait peur* » confie un acteur.

Une nuance doit être apportée concernant cette force du tabou social chez les habitants : il semble que les « nouveaux » habitants (en particulier ceux qui arrivent par le logement social) soient plus enclins à demander de l'aide. Si cela peut constituer un atout pour ces habitants, ce n'est pas toujours bien perçu par les autres.

Des acteurs sociaux limités, méconnus et souvent boudés

En lien avec la force du tabou social, même s'ils sont plus actifs que sur les 3 autres communes étudiées, les acteurs sociaux locaux restent limités à Saint-Didier, en particulier par rapport au tissu existant sur Lyon et dans les importantes communes de la Métropole. En outre, la prise en compte des besoins sociaux s'est fait progressivement et relativement récemment sur la commune. Le poste d'assistante sociale a été ouvert en 2013 sur un mi-temps, puis il a été allongé à 60% en 2018 et 100% en 2020 : « *au départ, les élus voyaient l'intérêt d'une assistante sociale essentiellement pour faire du lien avec les bailleurs. Puis progressivement, d'autres problématiques ont pu émerger et être*

entendues : violences intrafamiliales d'abord, puis difficultés financières, problématiques de logement, etc. ».

Aujourd'hui encore, le CCAS et le Comité d'Entraide semblent globalement méconnus par les Désidériens. L'assistante sociale du CCAS témoigne : « *au CCAS, on ne sait pas trop ce qui s'y passe* […] *les habitants qui viennent me solliciter, j'ai le sentiment qu'ils ne savent pas qu'il y a un CCAS et à quoi il sert* ». La commune supporte une image de ville habitée par une population aisée où la pauvreté n'existe pas : « *le CCAS qu'est-ce qu'il fait ?* » interrogent régulièrement les habitants. Un questionnement particulièrement désappointant pour l'équipe du CCAS qui accompagne quotidiennement un nombre important de Désidériens en difficultés.

Quelques habitants expliquent renoncer au suivi social du fait d'une mauvaise expérience d'accompagnement (« *manque de suivi* »), lié notamment au fort turn-over des intervenants sociaux. A ce sujet, notons la stabilité de la professionnelle en place au CCAS de Saint-Didier depuis sa création, soit depuis 2013.

« Ils ont peur de la stigmatisation »

Enfin, dernier frein repéré qui entre en résonnance directe avec la force du tabou social : les Désidériens poussent difficilement les portes des acteurs sociaux locaux. Les acteurs font effectivement état d'habitants qui recourent prioritairement à d'autres appuis : solidarité familiale, banque, médecins, employeurs[10]. Des habitants qui préfèrent « *se débattre dans leur coin* », ou attendre « *le dernier moment* » avant de pousser les portes des institutions sociales.

« Une commune mal adaptée aux personnes en difficultés »

Somme toute, si les Désidériens en difficultés sociales restent minoritaires, ressort, en quelque sorte, l'image d'une majorité très favorisée faisant ombre à une minorité en difficulté, et en peine de l'exprimer. « *Il est plus difficile d'être en difficultés dans un territoire favorisé* » témoigne un acteur lors d'une restitution. Dans ce contexte : comment favoriser l'expression de la demande ? Telle est la question qui se pose.

Place Abbé Boursier

Octobre 2021

[10] Même constat établit à La Tour de Salvagny où une question portant sur la nature des appuis utilisés en cas de difficultés ou incident de vie a été posée à l'ensemble des Tourellois.

3. Un village en mutation, une ville en devenir : la communication au cœur des enjeux

Quelles sont les fragilités sociales de Saint-Didier à anticiper pour demain ?

La fin du « village gaulois »

Malgré une forte proximité à Lyon, Saint-Didier a, jusque-là, connu une croissance démographique modérée par rapport aux communes voisines. On pourrait dire qu'elle a plutôt bien résisté à la pression démographique de la Métropole de Lyon.

Evolution de la population (Insee)

	1968-2017 Sur 50 ans	1999-2017 Sur 20 ans	2007-2017 Sur 10 ans	Evo annuelle actuelle*
La Tour de Salvagny	196%	19%	17%	1,0%
Limonest	109%	34%	22%	1,4%
Lissieu	423%	1%	-3%	0,3%
Saint-Didier-au-mont-d'Or	75%	10%	7%	1,2%
Métropole de Lyon	29%	15%	10%	0,9%
France Métropolitaine	30%	10%	5%	0,4%

Evolution démographique des communes voisines de 2008 à 2018 :

+ 5% Saint-Cyr
+ 8% Saint-Didier
+ 9% Lyon
+ 12% Poleymieux
+ 13% Champagne
+ 21% Limonest

Insee, RP

Il semble toutefois que la pression démographique se fasse désormais plus fortement ressentir à Saint-Didier, et ce, depuis peu. En 2021, le service urbanisme explique n'avoir « *jamais vu un tel afflux de demandes. Cette année, une activité très dense, en très forte augmentation par rapport aux années précédentes. Pic de dossiers à traiter : projets d'extensions, piscines, constructions neuves, permis de construire* ». Fin juillet 2021, le nombre de permis de construire est égal à celui atteint fin octobre les années précédentes. Deux évolutions réglementaires ont joué sur cette évolution, à savoir la suppression d'une surface minimum pour les divisions parcellaires et l'extension d'un type de zonage urbanistique permettant la construction de petits immeubles. Aussi, Saint-Didier ressent plus fortement « *la pression des promoteurs* » désormais. Des évolutions qui se font, cependant, encore progressivement et restent maitrisées.

Ces évolutions ne passent pas inaperçues du côté des habitants qui ont parfois tendance à les exacerber. Elles engendrent des inquiétudes fortes chez certains qui semblent surtout préoccupés par le développement du parc social, d'ailleurs souvent mal appréhendé (cf. partie II).

« Les Désidériens ont le sentiment d'une augmentation importante de la population à Saint-Didier en raison notamment : des divisions parcellaires, de l'augmentation de la circulation automobile, du développement du parc de logements sociaux et des constructions en cours »

Des infrastructures en besoin de redéploiement

La croissance démographique en cours et à venir de la commune engendre nécessairement un besoin fort de déploiement des infrastructures. Plus encore, elle nécessite l'anticipation des besoins à venir. Pas simple tant les paramètres à prendre en compte sont multiples et complexes.

L'analyse des besoins sociaux n'a pas vocation à travailler cette question de l'anticipation des besoins en infrastructures. Pour autant, deux sujets sont ressortis du diagnostic et méritent d'être évoqués :

- Vis-à-vis des infrastructures routières : la résonnance de l'urbanisation des villes alentours et bien perceptible sur Saint-Didier qui comprend un axe routier fréquenté par les habitants de l'ouest lyonnais. Les problématiques de vitesse non respectée et autres incivilités de conduite sont aussi largement relayées. Le manque de place de stationnement semble également se faire ressentir, bien que moins fortement qu'à Limonest. A ce titre, notons que 58% des ménages Désidériens disposent de deux voitures et que 16% ne disposent d'aucune place de parking réservée (Insee, 2017). Comment anticiper l'intensification de ces difficultés (développement d'axes routiers parallèles, incitation au co-voiturage, construction de nouvelles places de stationnement, etc.) ? ;

- Vis-à-vis des infrastructures « familles » : les besoins devraient encore s'accroitre et « appuyer » sur les infrastructures existantes (écoles, locaux de l'accueil de loisirs, crèches, infrastructures de loisirs, etc.). La même question se pose : comment les anticiper avec justesse ?

Une certaine aigreur dans le discours

Dans le discours des acteurs, plusieurs éléments renvoient une certaine aigreur dans les réflexions portées par les habitants. Tout d'abord, en lien avec l'urbanisation progressive de la commune, des habitants trouvent que l'ambiance se détériore : « *de moins en moins esprit de village. Grande ville urbanisée ou plus personne ne se connait. Saint-Didier n'est plus un village* ».

Ensuite, comme pour les 3 autres communes, le discours des acteurs oppose régulièrement différentes catégories d'habitants : les « vrais » Désidériens (autrement dit « les anciens ») et les « nouveaux », les « consommateurs » et les « acteurs », les « jeunes » et les « vieux », ou encore les « riches » et les « pauvres ». Plus précisément :

- Des « anciens » regrettent la vie d'antan et voient parfois d'un mauvais œil l'arrivée de nouveaux habitants jugés plus individualistes, plus repliés sur eux-mêmes : « *des nouveaux arrivants peu enclins à partager* », « *une dégradation du lien social* ». Un professionnel constate le clivage de la population : « *un rajeunissement de la population et un décalage entre les générations Désidériennes de père en fils et les nouveaux arrivants* ».

- Des habitants s'inquiètent du développement progressif des inégalités sociales sur la commune (cf. partie I.2., +4% pour le rapport inter décile du niveau de vie entre 2015 et 2018) : « *tout doucement on voit des changements* ». Un développement parfois survalorisé : « *certains ont peur de l'arrivée de cars de migrants (3 familles !!!)* ». D'autres propos marquent les écarts de conditions de vie et une difficulté à se comprendre mutuellement : « *on n'est pas dans la misère, ils peuvent faire des efforts* ».

> *« C'est une problématique vive ensemble avec autant d'écart* […] *ce n'est pas toujours évident pour les enfants de certaines familles de côtoyer d'autres enfants avec autant d'écart de revenus. Cela joue sur l'habillement, les activités culturelles, les vacances »*

Des habitants exigeants

Ressort de ce diagnostic, une exigence notable exprimée par les habitants vis-à-vis de la Mairie et des services publics. Ce constat est commun à La Tour de Salvagny, Limonest et Lissieu. Ce niveau d'exigence est à mettre en parallèle avec la situation sociale très favorisée des habitants du territoire. Des habitants donc, probablement habitués à un certain confort de vie et déterminés à préserver le cadre de vie qu'ils ont choisi ou qu'ils ont toujours connu. Les notions de sécurité, mais aussi de calme, reviennent beaucoup dans le discours des Désidériens. Les habitants sont très attachés à la quiétude de la commune, et supportent, par exemple, très mal les perturbations engendrées par une bande de jeunes « casseurs ». Ils sollicitent régulièrement la commune pour gérer des différends qu'ils pourraient réguler par eux-mêmes (exemple des nuisances sonores et de l'entretien des espaces verts de leurs voisins qu'ils pourraient tenter de réguler par eux-mêmes). Ils tiennent parfois des attentes ou discours paradoxaux (exemple illustratif vis-à-vis du respect de la limitation de vitesse : souhait de développement des contrôles et difficultés à accepter l'amende).

Dans les 3 autres communes, cette question de l'exigence des habitants a parfois pris des proportions importantes dans les échanges tant elle endommage la relation Mairie-habitants et peut être mal vécue par les acteurs municipaux. Il a été question d'égoïsme, parfois de violence de la part des usagers. A Saint-Didier, l'exigence des habitants semble moins prononcée, ou au moins mieux comprise par la municipalité. Elle a plutôt été présentée comme la résultante d'habitants anxieux et soumis à une pression sociale forte.

« Les parents sont très anxieux de la mise en place des apprentissages […] *Ils sont très exigeants »*

L'exigence forte exprimée par les Désidériens reste, toutefois, difficile à gérer au quotidien tant pour les élus que pour les agents et rend, plus complexes encore, les équilibres à trouver et décisions à prendre. Elle constitue, par ailleurs, un frein au dialogue Mairie-habitants.

Des enjeux de cohésion sociale centraux

Dans ce cadre, les enjeux de cohésion sociale apparaissent centraux : pour améliorer la cohabitation des habitants, fluidifier le dialogue Mairie-habitants et faire perdurer « *la vie de village* » Désidérienne.

Face à cela, Saint-Didier dispose d'atouts forts et notamment :

- Une bibliothèque municipale active qui propose de plus en plus d'animations fédératrices et est, par ailleurs, reliée à un réseau fertile ;
- La présence et l'animation de plus en plus soutenue de la maison Meunier qui propose, en renfort des activités de la bibliothèque et du Club Loiselet : conférences, ateliers, expositions, spectacles, jeux, etc. ;
- Un tissu associatif riche et bien ancré sur la commune (cf. partie I.1) ;
- Des évènements fédérateurs instaurés (cf. partie I.1).

Pour autant, des acteurs ont souligné l'importance de multiplier les temps fédérateurs entre acteurs locaux pour mieux se coordonner et s'épauler. L'un d'eux précise qu'il faudrait « *mettre autour d'une table les membres des services sociaux, du corps enseignant, le monde associatif, médical… Créer du lien entre ces acteurs pour avoir une vue plus large* ». Il propose plus précisément de créer une commission pendant toute la durée de la mandature pour suivre les analyses et préconisations issues

de l'analyse des besoins sociaux et rechercher, dans la durée, les actions pour éviter une éventuelle fracture sociale.

Plus encore, le développement de la cohésion sociale apparait précieuse face aux tensions qui se font ressentir, face aux changements à venir et à un contexte sanitaire propice au repli sur soi. D'où l'intérêt de penser de nouveaux temps et lieux qui permettent aux habitants de faire connaissance, d'échanger et de passer de bons moments ensemble. A ce titre, un acteur exprime joliment l'importance de : « *développer le regard vigilant de son proche entourage* », un autre l'intérêt de développer des évènements transverses écoles publique et privée. Pas si simple toutefois, expliquent les acteurs. Les tentatives de mise en place d'évènements ne sont pas toujours concluantes. D'où l'importance également de réfléchir à la façon de mobiliser et d'impliquer les habitants.

Place André Michel

Octobre 2021

PARTIE II - PARTIE THEMATIQUE :

Comment penser le développement des logements sociaux et la mixité sociale de demain ?

Cette seconde partie traite des enjeux de mixité sociale en cours et à venir sur Saint-Didier. Il s'agit de regarder de plus près les décisions qui se jouent vis-à-vis du développement du parc locatif social sur la commune. Egalement de s'intéresser aux attentes exprimées par les locataires actuellement en place dans le parc locatif social. Avec un objectif clairement réaffirmé par le comité de pilotage : celui de « *réussir* » la mixité sociale Désidérienne.

Outre les statistiques et entretiens glanés au cours du diagnostic, cette seconde partie s'appuie sur les résultats du questionnaire adressé tout particulièrement aux Désidériens locataires du parc social. Environ un tiers des adultes locataires en place actuellement y ont répondu, soit un bon taux de réponse marquant l'intérêt de ces habitants pour la démarche, marquant également leur volonté de dialogue avec la Mairie pour améliorer leurs conditions de vie.

1. Entre envie de « réussir » la mixité sociale et peur de voir la ville changer

Comment le développement des logements sociaux est-il accueilli par les Désidériens ?
Quelles sont les spécificités du parc locatif social de la commune ?
Qui sont les locataires du parc social Désidérien aujourd'hui ?

Un sujet crispant

« *Trouver le bon équilibre entre logements traditionnels et logements sociaux. Être attentif, avec l'aide des bailleurs et de la Métropole de Lyon, pour créer des logements sociaux de manière intelligente* » : telle est la devise de l'exécutif en place. Les élus souhaitent ardemment réussir la mixité sociale et s'interrogent sur la façon de s'y prendre pour que le pari soit tenu.

« Augmenter la mixité sociale et la réussir »

Mais, à Saint-Didier plus encore que dans les 3 autres communes, le sujet fait l'objet de crispations récurrentes. C'est une thématique à l'origine de nombreuses polémiques et tabous, tant du côté Mairie que du côté de la population. Revient ici le frein du tabou social dont nous avons parlé dans la partie précédente (cf. partie I.2.). « *Il est de bon ton de parler social et immigration mais pas quand cela se passe dans son village… cela dérange* » énonce un acteur. Sans que cela ne soit nécessairement clairement dit, la majorité des habitants semblent peu enclins au développement du parc locatif social sur la commune. Pour preuve, des remarques ou plaintes sont faites à l'encontre des logements

sociaux en Mairie : « *les habitants ne souhaitent pas que les logements sociaux soient construits près de chez eux* ». Le service urbanisme est régulièrement saisi lorsque qu'un projet de construction voit le jour sur la commune. D'une façon beaucoup plus mesurée, la crispation s'est fait également ressentir du côté de la population des logements sociaux avec le retour de 2 locataires qui se sont sentis stigmatisés par l'enquête : « *très étonnant d'oser ainsi sonder les habitants des logements sociaux ! Preuve qu'ils sont donc stigmatisés ? Vous sous entendez qu'ils n'aspirent pas aux mêmes choses que le reste de la population ?* ».

Des freins objectifs au développement du parc locatif social s'ajoutent aux crispations, à savoir :

- la cherté du foncier,
- la forte déclivité de la commune.

Ces spécificités Désidériennes rendent difficiles les constructions, et peu attractives les terres Désidériennes pour les bailleurs sociaux.

Un développement du parc locatif social qui ne laisse pas indifférent

Depuis le développement des logements sociaux sur la commune, les acteurs constatent quelques changements : « *une population un peu plus hétérogène* ». Certains y sont favorables « *c'est bien qu'il y ait de la mixité dans la commune !* », « *le développement des logements sociaux amène une mixité nécessaire à la vie communautaire. Oui, avant c'était l'esprit d'un village, c'est devenu celui d'une ville* ». D'autres y sont moins favorables : « *Saint-Didier n'est plus un village. Cela devient une ville avec tous ses problèmes* », « *deux populations qui ont du mal à cohabiter et peu d'acceptation pour certains* »[11]. A noter que, dans les réponses apportées, on perçoit un amalgame entre croissance démographique et développement de la mixité sociale.

Tous s'accordent à dire que les locataires du parc social « *ne font pas de bruit* », sous-entendu ne posent pas de problème particulier. La police municipale ne gère pas de problématiques spécifiques aux locataires du parc social. Elle n'identifie pas davantage de difficultés, ou troubles dans les résidences composées de logements sociaux (si ce n'est une résidence récemment). A Saint-Didier, ceux qui perturbent la quiétude de la commune sont surtout des jeunes « *désœuvrés* ». Les bailleurs sociaux confirment ce point de vue et évoquent des résidences « *très calmes* ». L'un d'eux ajoute : « *une fois installés, je n'en entends jamais parler. Il n'y a pas de problématique. Les locataires sont discrets* ».

Si cette évolution de la mixité sociale ne semble pas nécessairement « déranger », les inquiétudes sont parfois exprimées vivement pour l'avenir : « *il faut anticiper la fracture sociale, les problèmes d'intégration qui vont arriver progressivement* […] *il ne faut pas rester sans rien faire, il faut anticiper les problèmes, et travailler aussi à l'intégration ethnique* » expose un acteur notamment convaincu de l'importance de travailler à l'accompagnement scolaire et au développement culturel des enfants issus de familles en fragilité financière. D'autres acteurs évoquent la nécessité de travailler à un équilibre dans le panachage des habitants : « *il faut continuer à permettre à des familles de ressources plus modestes de vivre à Saint-Didier en continuant à faire attention de ne pas faire de "regroupements d'identités et de*

« *L'intégration sociale ne se fait pas uniquement par le seul rapprochement des logements au sein des communes* »

[11] Toutes les citations de ce paragraphe ont été rédigé par des acteurs Désidériens en réponse à la question « *si oui, quel(s) changement(s) le développement des logements sociaux engendre sur la commune ? ».*

religions" dans les mêmes lieux. Vivre ensemble en harmonie sans impositions de cultures extrémistes doit être respecté ».

Ces retours et témoignages rappellent aussi à quel point les habitants des logements sociaux souffrent de nombreux préjugés, à quel point les inquiétudes vis-à-vis du développement des logements sociaux sont parfois amplifiées. « *La population est souvent perçue comme ayant des difficultés, issue de l'immigration et posant des problèmes de sécurité* » interpelle un acteur du champ social. Et pourtant…

Logement social ne rime pas forcément avec précarité financière

Parc locatif social, croissance démographique, développement de la précarité… il semble que les sujets s'emmêlent parfois. Si ces sujets sont, en partie, liés les uns aux autres, ils ne le sont ni complètement, ni systématiquement.

Intéressons-nous ici à l'association faite entre logements sociaux et précarité :

- Les ménages en situation de pauvreté monétaire ne sont pas nécessairement locataires du parc social. Une étude de l'Insee l'explique clairement : « *en Auvergne-Rhône-Alpes, les ménages vivant sous le seuil de pauvreté se répartissent de façon homogène entre locataires du parc social, locataires du parc privé et propriétaires de leur logement* »[12]. Si la répartition n'est pas dans ses proportions dans tous les territoires, cette étude permet de revoir certains a priori et entre en résonnance avec le constat de pauvreté chez des retraités Désidériens propriétaires de leur logement et fortement isolés.

> « *Ce ne sont pas que les personnes les plus précaires qui peuvent y avoir accès, mais aussi les actifs avec des revenus stables et confortables* »

- Les locataires du parc social ne sont pas nécessairement en situation de précarité financière. Un bailleur social interrogé indique que 80% de la population française est éligible au parc locatif social, part légèrement inférieure selon les sources prises en compte mais qui reste bien au-delà des deux tiers. En France, près de 11 millions de personnes sont locataires du parc locatif social qui représente 16% des logements occupés[13]. Le parc locatif social propose effectivement des plafonds de ressources très variables selon le type de financement du logement. Ainsi, le parc locatif social accueille des ménages aux revenus disparates.

Quelques plafonds de revenu fiscal de référence 2021 pour une personne seule, selon le type de financement du logement social :

11 531€ en Prêt Locatif Social Aidé d'Intégration (PLAI)
12 580€ à 25159€ en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS)
27256€ en Prêt Locatif Social (PLS)
31 449€ en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI)

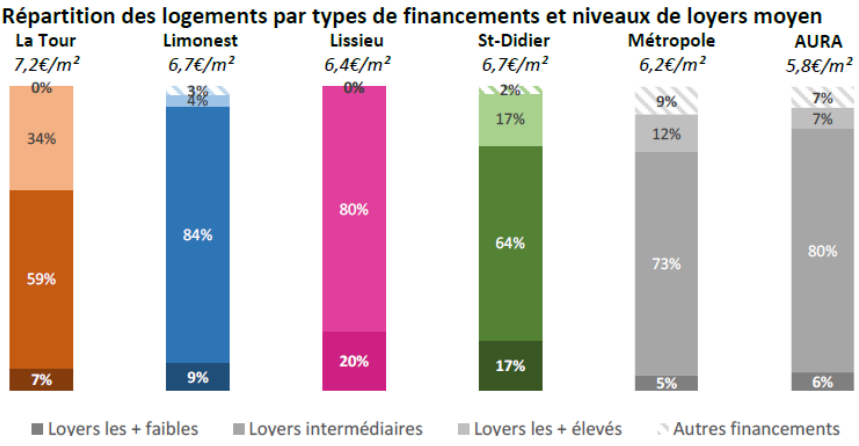
A Saint-Didier, le parc locatif social propose différents niveaux de loyers, permettant ainsi l'accueil de ménages aux revenus différents. La ventilation du parc selon les 3 principaux types de financements rend compte d'une légère sous-représentation de logements aux niveaux de loyers intermédiaires. Les loyers « extrêmes » (bas et hauts) y sont, inversement, bien représentés.

[12] Insee Analyses n°121, mai 2021.
[13] Insee Première n°1715, octobre 2018.

Source : SDeS DREAL RPLS
Données au 1/1/2020

Précisions : ici, ne sont pris en compte que les logements sociaux détenus par des bailleurs sociaux.

Le nombre de logements sociaux pris en compte dans les statistiques Dreal ici présentées est de : 163 pour La Tour (soit 83% des logements recensés par la DDT), 234 pour Limonest (soit 78%), 123 pour Lissieu (soit 99%) et 198 pour St-Didier (113%, prise en compte de logements récents non pris en compte par la DDT).

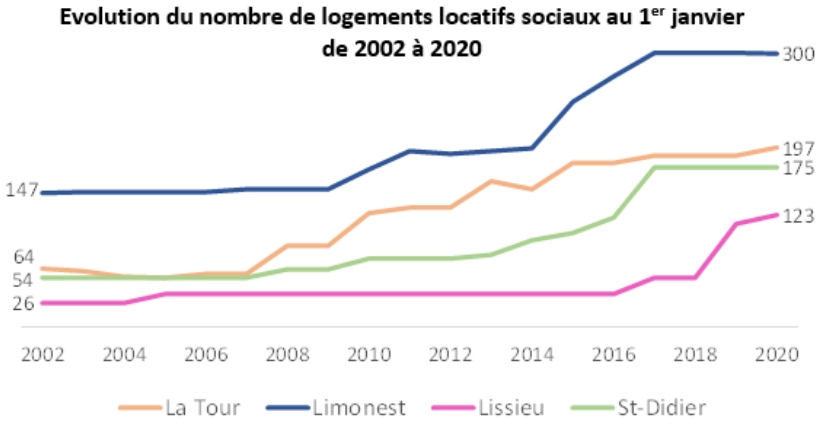


Un petit parc locatif social plutôt bien pensé

Le parc locatif social de Saint-Didier reste encore très réduit, et bien en deçà du seuil exigé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain : 6% en 2019 contre 20% attendu (et 25% d'ici 2025). Des 4 communes étudiées, Saint-Didier est celle qui enregistre le plus petit taux de logements sociaux.

Source : Direction Départementale des Territoires du Rhône - SHRU.

Précisions : prend en compte tous les logements locatifs sociaux avec 3 spécificités : logements vendus à leurs locataires décomptés pendant 10 ans, logements locatifs dont la convention venue à échéance n'a pas été renouvelée décomptés pendant 5 ans après dénonciation de la convention, logements vides destinés à être démolis ou changer d'affectation non pris en compte.



A ce jour, donc environ 200 logements sociaux sont proposés à la location par 5 bailleurs : Lyon Métropole Habitat majoritaire (détient plus de la moitié du parc), Rhône Saône Habitat (environ 20%), Alliade Habitat (12%), ICF Habitat (11%) et Nexity (5%). A noter qu'un logement social est proposé à la location par un particulier.

Il s'agit principalement de logements collectifs. Seules 8 maisons sont proposées à la location dans le quartier Charrière situé au sud de la commune, logements très appréciés par les locataires en place qui s'y installent souvent durablement.

Morphologie des logements

	Collectifs	Individuels	Petits logements	Grands logements
La Tour	80%	20%	26%	6%
Limonest	82%	18%	29%	9%
Lissieu	66%	34%	28%	3%
St-Didier	96%	4%	28%	8%
Métropole	94%	2%	30%	8%
AURA	89%	9%	26%	8%

« Petits logements » = logements de 1 à 2 pièces

« Grands logements » = logements de 5 pièces ou plus.

Globalement, le parc de logements sociaux Désidériens est plutôt récent et donc en bon état, ce qui constitue par ailleurs un attrait majeur pour les demandeurs de logements sociaux. Un bailleur confirme : « *c'est déjà le patrimoine qui les attire avec un attrait pour les logements récents et les petites résidences* » majoritaires à Saint-Didier. Cette question de petite taille des résidences a été mise en avant à plusieurs reprises, par les bailleurs sociaux comme un atout clef, en particulier parce qu'elles engendrent moins de problématiques de voisinage.

Autre atout : les logements sociaux sont répartis sur de nombreux quartiers de la commune, il n'y a pas de quartier social a proprement parlé comme cela peut être le cas dans certaines communes. Cette répartition des logements sociaux favorise leur intégration. De plus, beaucoup sont implantés en proximité du centre-bourg (cf. carte p. 34).

« A Saint-Didier, les logements sociaux sont bien intégrés dans le paysage »

Quels projets pour demain ?

Dans les années à venir, différents programmes de construction devraient voir le jour sur la commune : logements sociaux « classiques » ou projets spécifiques (accueil de familles monoparentales, logements intergénérationnels).

En parallèle du déploiement du parc locatif social par les bailleurs, le développement des logements privés à vocation sociale pourrait être une piste à explorer, en particulier parce qu'elle s'appuie sur le foncier existant, rare et excessivement cher à Saint-Didier. Des aides proposées par l'Etat permettent aux propriétaires de faire des travaux à moindre couts[14] et constituent donc un argument de poids.

Concernant l'attribution des logements sociaux de bailleurs, l'équipe sociale de la Maison de la Métropole note qu'il serait intéressant que des temps d'échanges avec les bailleurs, les associations et les Mairies soient organisés autour de la demande de logement social : « *il faut développer plus de dialogue dans l'attribution de logements sociaux, plus de cohérence* […] *des réflexions collectives pour échanger sur les logements sociaux vacants à pourvoir, à l'image de ce qui est fait, par exemple, sur le territoire de Craponne et dans un esprit de dialogue* ».

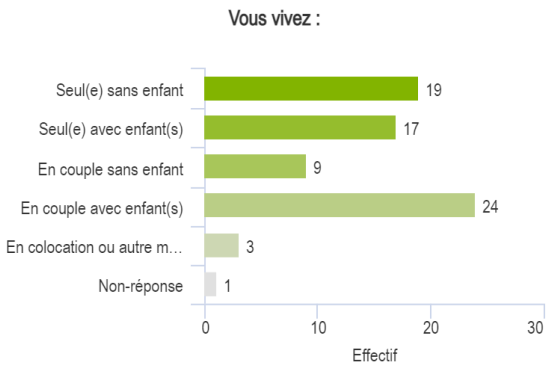
Profils majoritaires des Désidériens du parc social : des familles, en activité professionnelle

Deux sources de données statistiques permettent de rendre compte du profil des locataires du parc social : les 73 réponses au questionnaire et les statistiques détaillées des 30 demandeurs de logements sociaux qui ont emménagés en 2020 dans un logement du parc Désidérien (source AFCR).

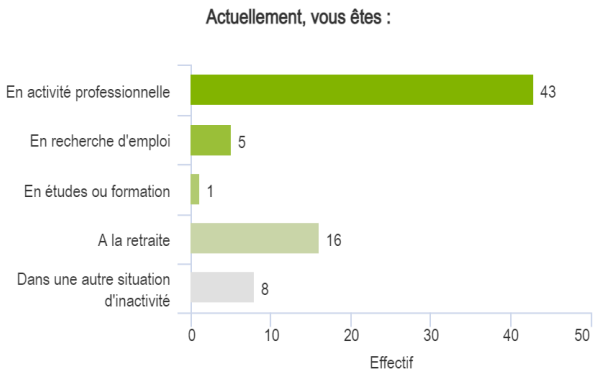
[14] Aides via l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Il ressort de l'analyse de ces deux sources de données :

- La prépondérance de familles, notamment monoparentales : sur les 30 demandeurs de logements sociaux qui ont emménagé en 2020 dans un logement Désidérien, 21 sont des familles (dont 14 des familles monoparentales). Sur les 73 répondants au questionnaire, 41 vivent en famille (dont 17 sont à la tête d'une famille monoparentale).

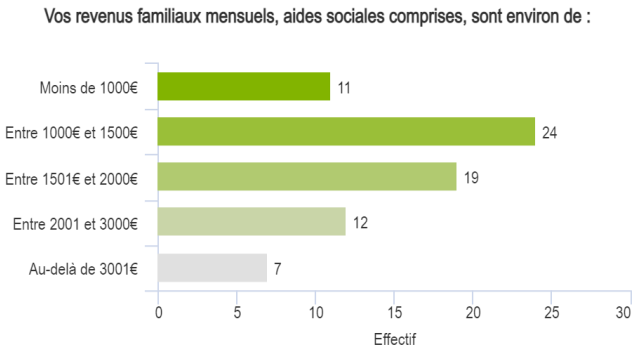


- La faible présence d'inactifs ou chômeurs : sur les 30 demandeurs de logements sociaux qui ont emménagé en 2020 dans un logement Désidérien, seuls 3 sont au chômage et 7 sont inactifs. Sur les 73 répondants au questionnaire, seuls 5 sont à la recherche d'un emploi et 8 dans une situation d'inactivité.



- Une population plus jeune que le reste de la commune : sur les 30 demandeurs de logements sociaux qui ont emménagé en 2020 dans un logement Désidérien, 24 ont moins de 60 ans. Sur les 70 répondants au questionnaire ayant répondu à la question, 53 ont maximum 60 ans.

Enfin, l'analyse des revenus rend compte de ménages financièrement défavorisés par rapport à l'ensemble de la population Désidérienne très préservée (cf. partie I.1.). Les revenus des 30 nouveaux arrivants sur le parc en 2020, rendent toutefois compte que les locataires du parc social Désidérien disposent d'une situation financière avantagée par rapport à l'ensemble des ménages ayant emménagés dans un logement du parc social du Rhône. Le contraste avec la population hors logements sociaux est donc surtout marqué par les hauts revenus de la majorité Désidérienne.



1239€ par mois et par unité de consommation : c'est le revenu moyen des locataires du parc social arrivés en 2020 dans un logement Désidérien, contre **1147€** pour l'ensemble des ménages ayant intégrés un logement social du Rhône

AFCR, 2020

Le parc locatif social Désidérien au 30 aout 2021 - 191 logements

59 avenue de la République
15 appartements - LMH

38 avenue de la république
11 appartements - Alliade

1 chemin des Amandiers
10 appartements - LMH

2-4-6-8 rue du Vallon d'Or
34 appartements - LMH

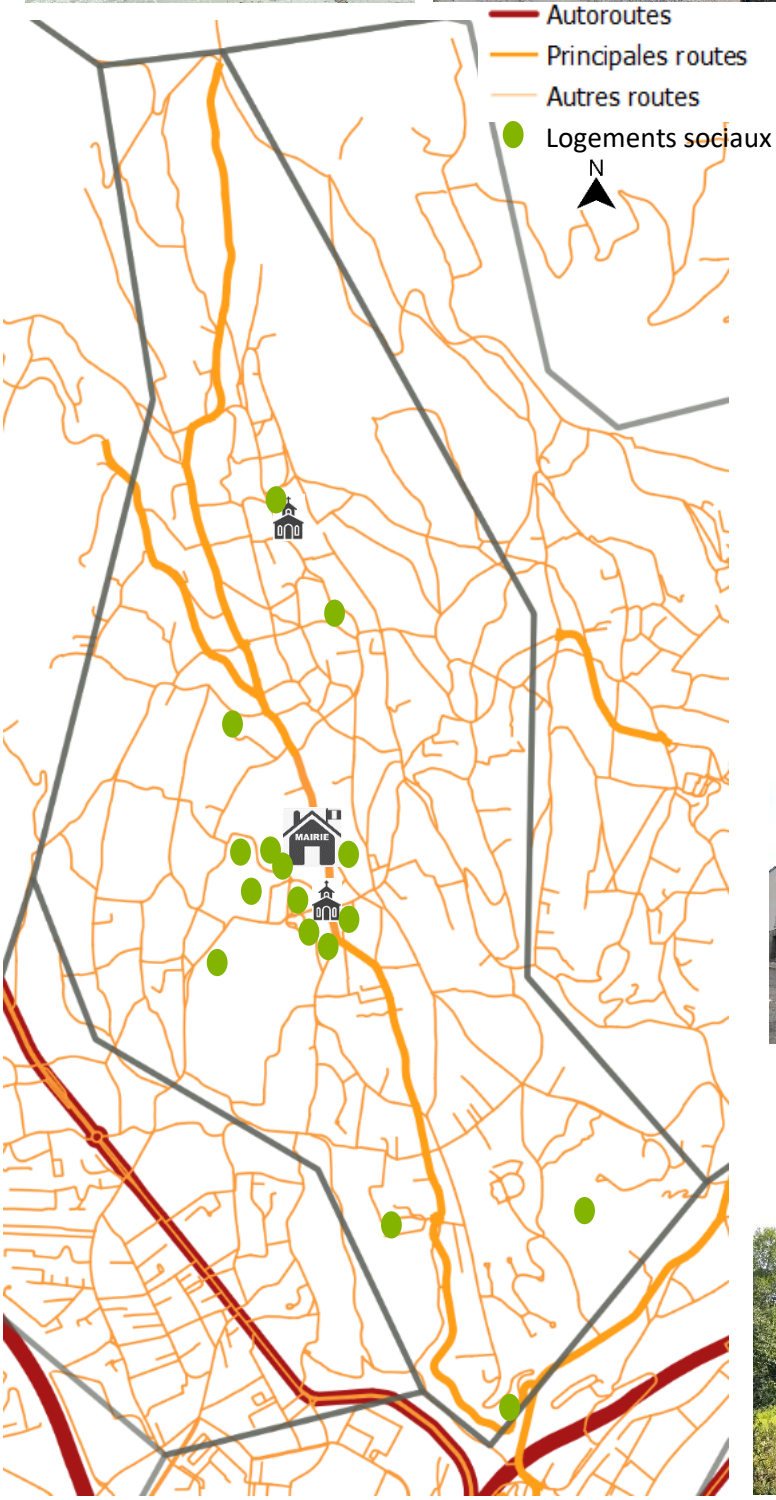
13 route de Champagne
9 appartements - Nexity

2 chemin de Charrières
7 maisons - LMH

86 chemin des Esses
7 appartements - LMH

47 rue Victor Hugo
2 appartements - RSH

74 rue Victor Hugo
8 appartements - RSH



45b av de la République
16 appartements - RSH

2 rue Eugène Collonge
4 appartements - LMH

7 rue Eugène Collonge
12 appartements - Alliade

11 rue Eugène Collonge
21 appartements - LMH

1-3 rue de la Chèvre
20 appartements - ICF

1 chemin des Roteaux
1 appartement - Privé

133 route de Saint-Cyr
14 appartements – RSH

2. Des locataires du parc social qui apprécient la commune mais se l'approprient peu

Est-ce que la commune de Saint-Didier est attrayante pour les demandeurs de logements sociaux ?
Qu'est ce qui plait et ne plait pas ?
Se sentent-ils bien à Saint-Didier ? Se sentent-ils bien intégrés aux autres habitants ?
Quelles sont les attentes des Désidériens du parc locatif social ?

Attraits de Saint-Didier pour les demandeurs de logements sociaux : un bilan mi-figue, mi-raisin

Difficile de trancher sur un message clair au sujet du potentiel attrayant de Saint-Didier pour les demandeurs de logements sociaux. C'est n'est ni la ville rêvée par excellence, ni la ville boudée par les demandeurs de logements sociaux.

Dans ce cadre, l'analyse de pression de la demande pourrait être intéressante à analyser mais elle n'est pas un indicateur fiable à étudier les années où des logements ont été livrés, ce qui est le cas en 2020, année pour laquelle nous disposons de cet indicateur (cf. planche de données « logements sociaux » en annexe). De ce fait, l'expertise des bailleurs est plus fiable. Les bailleurs expliquent que parmi les 4 communes étudiées, Limonest et Saint-Didier sont davantage convoitées que La Tour et Lissieu, situées plus en retrait de l'agglomération Lyonnaise. Deux des trois bailleurs interrogés évoquent Saint-Didier comme une commune fortement demandée (Alliade et LMH), alors que le dernier (ICF) fait mention de ses difficultés à trouver preneurs.

114 demandeurs de logements sociaux ayant choisi Saint-Didier en 1er choix sont en attente d'une affectation

AFCR, 2020

27 mois c'est le temps moyen qu'on dû attendre les locataires du parc social arrivés en 2020 dans un logement Désidérien

AFCR, 2020

Ainsi, sans être nécessairement la ville rêvée des demandeurs de logements sociaux, 114 demandeurs de logements sociaux en attente d'une affectation avaient ciblés Saint-Didier en premier choix fin 2020. Un chiffre en deçà de celui enregistré à Limonest (131) mais au-dessus de ceux enregistrés à La Tour (84) et Lissieu (37). Le temps moyen d'attente des demandeurs de logements sociaux marque également une certaine pression sur la commune. Les bailleurs rappellent que la pression sur le logement social est de plus en plus tendue sur tous les territoires. Quant au CCAS, il est régulièrement mobilisé par des habitants en quête d'un logement social à Saint-Didier.

En un mot, oui, il est certain que les futurs logements sociaux Désidériens trouveront preneurs.

Mais alors qu'est ce qui plait et ne plait pas aux ménages en recherche d'un logement social ?

Commençons par ce qui ne plait pas. Avant tout, le positionnement géographique : bien que jouxtant Lyon 9, Saint-Didier n'est pas un arrondissement Lyonnais. En lien avec son positionnement géographique, les demandeurs de logements sociaux regrettent le manque de transports publics de la commune, et plus généralement de l'ouest Lyonnais. Le bailleur ICF ajoute que les prix des logements proposés peuvent

« Les demandeurs de logements sociaux sont bien centrés sur Lyon et sa proche périphérie »

constituer un frein (prix des logements, en moyenne, au-dessus de la norme des logements sociaux ordinaires). Enfin et tout simplement, les demandeurs de logements sociaux sont nombreux à ne pas encore connaitre la commune et rares sont ceux qui disposent de proches résidant sur la commune.

Continuons par ce qui plait à Saint-Didier. Les répondants au questionnaire mettent en avant, prioritairement, le calme et la sécurité qui règnent sur la commune. Ces notions sont finalement celles évoquées par l'ensemble de la population Désidérienne (cf. partie I.1.), avec une attache qui semble plus forte encore à la notion de sécurité pour les habitants des logements sociaux. Le cadre verdoyant de la commune est également un atout fort pour les demandeurs de logements sociaux. Reviennent également le confort des logements proposés par le parc récent de la commune et la petite taille des résidences (cf. partie II.1.). Enfin, des interrogés ont choisi Saint-Didier pour se rapprocher de leur travail ou de proches y résidant.

Si "oui", pouvez-vous nous dire ce qui vous a motivé à venir à Saint-Didier ?

	N ↓	%
La sécurité/le calme	37	64%
La nature	28	48%
Le logement	18	31%
Mon travail	17	29%
Famille/amis déjà sur place	16	28%
Autre	5	9%
TOTAL	58	

« Ils aspirent à plus de calme […] à Caluire, c'était ca il y a 20 ans, maintenant, plus »

Qui sont les demandeurs de logements sociaux intéressés par un logement de Saint-Didier ?

Les statistiques du fichier commun du Rhône permettent de donner quelques éléments descriptifs quant aux demandeurs de logements sociaux intéressés par le parc Désidérien. Par rapport au profil type de l'ensemble du département, il en ressort : un nombre de personnes par ménage un peu plus faible, des ménages légèrement plus favorisés financièrement et provenant beaucoup moins souvent des quartiers politique de la ville. L'indice de vigilance[15] des demandes en cours rend compte d'un profil de publics intéressés par Saint-Didier globalement moins en difficultés que sur l'ensemble du département mais davantage qu'à La Tour de Salvagny et Limonest (cf. planche de données « logements sociaux » en annexe)[16].

Quelques indicateurs de présentation des ménages en demande de logement social fin 2020 (pour lesquelles la commune est en 1er choix)

	Nb personnes à loger	Ressources moyennes/ UC	*Part publics prioritaires*	*Part ménages déjà sur la commune*	*Part ménages actuellement en QPV*
La Tour	2,3	1 443 €	*6%*	*35%*	*7%*
Limonest	2,3	1 219 €	*3%*	*33%*	*12%*
Lissieu	2,1	1 184 €	*8%*	*46%*	*3%*
St-Didier	2,2	1 237 €	*6%*	*43%*	*10%*
Rhône	2,4	1 127 €	*5%*	*56%*	*24%*

Source : Association Fichier Commun du Rhône (AFCR) – données 2020.

Précision : dans les demandes en cours sont prises en compte les demandes actives au 31/12/2020 pour lesquelles la commune (ou le territoire) est choisi en premier choix.

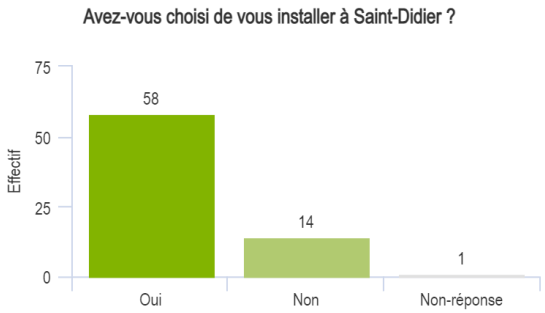
Somme toute, les locataires qui emménagent dans un logement du parc social Désidérien ne sont pas nécessairement ceux qui souhaitent s'y installer. Sur les 30 ménages ayant emménagé dans un logement social Désidérien en 2020, 14 avaient ciblé en premier choix une des 8 communes de la Conférence Territoriale des Maires comprenant Saint-Didier. 16 donc ne ciblaient pas prioritairement Saint-Didier…

[15] Indice 100 sur l'ensemble des demandeurs en instance. Calculé sur : la part des chômeurs et des « autres sans activité professionnelle » + ménages sous 40% des plafonds PLUS + les ressources < à 1 SMIC. Plus l'indice est élevé et plus la vigilance doit être importante.

[16] Indice calculé en fonction du statut professionnel des demandeurs et de leurs ressources.

Pour une minorité : une commune non choisie et qui le reste

Parmi les 73 répondants au questionnaire, 13 expliquent que Saint-Didier n'était pas une commune qu'ils avaient choisie (et 1 qu'elle y habite depuis toujours). A en croire les bailleurs et les retours du questionnaire, certains de ces ménages se plaisent finalement bien sur la commune. C'est le cas par exemple de 11 des 14 répondants au questionnaire n'ayant pas choisi leur affectation[17].



D'autres, par contre ne s'y font pas. C'est le cas d'une habitante avec laquelle nous avons pu échanger. Cette dernière manifeste un réel rejet pour la commune de Saint-Didier, qu'elle fréquente au minimum, continuant ainsi à vivre sur Lyon en attendant d'être relogée. Il semble que les ménages provenant de quartiers politique de ville ont plus de mal à se faire à la vie sur la commune. En 2020, 3 ménages provenant de quartier politique de la ville ont été accueillis sur des logements sociaux de la commune. L'adaptation et l'intégration de ces habitants sur la commune ne semblent pas aisées. Les professionnelles de la Maison de la Métropole repèrent bien ces publics qui se retrouvent en fort décalage avec les autres habitants : « *des gens qui n'ont pas du tout les codes de communication. Des enfants qui n'ont pas de copains, qui sont rejetés à l'école* ». Des ménages, habitués à bénéficier des aménités des quartiers politique de la ville, qui sont en difficulté pour comprendre le fonctionnement local : *« les gens ne comprennent pas pourquoi leurs enfants ne peuvent pas bénéficier d'activités de loisirs gratuites pendant l'été. Cela génère de l'agressivité* ». Des ménages qui se sentent, de fait, rejetés et isolés, donc en fort besoin d'accompagnement social.

« Ils n'ont pas demandé à venir ici […] ce public découvre un nouveau secteur où le bus c'est compliqué, les magasins sont chers »

Pour la majorité : des locataires, une fois installés, qui ne veulent plus en partir

Pour la majorité des locataires, le constat reste qu'une fois installés, ils ne veulent plus quitter la commune. Pour preuve, plus de 9 répondants au questionnaire sur 10 disent se sentir « très bien » ou « bien » à Saint-Didier. Inversement, rares sont ceux qui s'y sentent mal.

Les locataires remettent en avant les atouts cités précédemment et surtout : proximité ville/campagne, cadre verdoyant et quiétude. La notion de « calme » revient fortement dans les commentaires rédigés comme cela est visible sur le nuage de mot présenté ci-dessous.

A Saint-Didier, vous vous sentez :

	N	%
Très bien, c'est ma commune	29	40%
Plutôt bien	38	52%
Pas très bien	3	4%
Pas bien du tout, ce ne sera jamais ma commune	2	3%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	73	100%

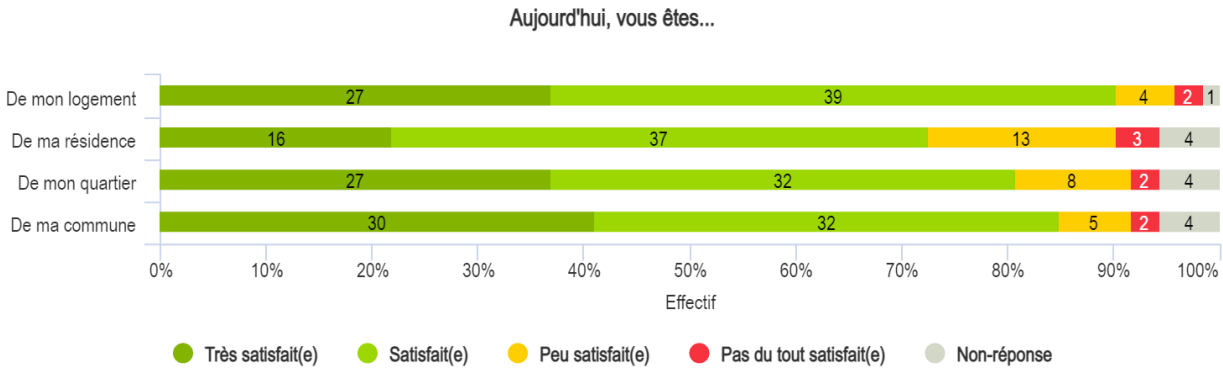
« Le calme, la tranquillité, le cadre, tout ça à proximité de Lyon »

[17] Aujourd'hui, ces derniers disent se sentir « très bien » (3) ou « plutôt bien » (8) à Saint-Didier.

Pouvez-vous nous dire pourquoi ?
(en écho à la question : « A Saint-Didier vous vous sentez… » présentée juste au-dessus)
Plus le mot est cité plus il apparait en gros

En réponse à la question évoquée dans le nuage de mots, les commentaires positifs sur la commune sont 2 à 3 fois plus rédigés que les commentaires négatifs. Les parents font même mention d'un « *cadre idéal* » pour leurs enfants. Tous insistent fortement sur le sentiment de sécurité qu'ils éprouvent à Saint-Didier, sentiment très cher à leurs yeux. La sécurité est justement un atout largement appuyé par les parents vis-à-vis de leurs enfants : « *je recherchais le calme et un meilleur secteur pour élever ma fille* » explique un des répondants au questionnaire, « *pour que les enfants grandissent dans un bon milieu social* » ajoute un autre. De façon moins évidente, la praticité de la commune est également citée (commerces, TCL).

L'analyse détaillée de la satisfaction des interrogés quant à leur logement, résidence, quartier et commune, fait apparaitre une globale bonne satisfaction. La satisfaction apparait toutefois un peu plus importante encore pour le logement (rappelons le caractère récent du parc locatif social Désidérien) et la commune (preuve supplémentaire que la commune plait).



Des locataires qui s'approprient peu la commune

Et pourtant, force est de constater que les locataires du parc social s'approprient peu la commune. Deux questions posées dans le questionnaire en attestent. En premier lieu, la question sur l'utilisation des infrastructures locales qui renvoie une faible utilisation de ces dernières. A part faire leurs courses, les habitants du parc locatif social semblent effectivement peu profiter des aménités de la commune : évènements, activités associatives, bibliothèque.

A Saint-Didier, pour vous (et vos enfants), il vous arrive de faire les activités suivantes...

	N ↓	%
Faire des courses (commerces locaux, marché)	54	74%
Participer à des évènements de la commune (marché aux fleurs, fête du sport, spectacles...)	23	32%
Participer à des activités associatives	14	19%
Aller à la bibliothèque	10	14%
Rien de tout cela	10	14%
Non-réponse	5	7%
TOTAL	73	

Pourquoi les habitants du parc locatif social s'approprient peu la commune ? Plusieurs arguments peuvent être avancés à la lumière des résultats collectés.

Un mélange de classes sociales pas toujours évident

« Mélange des classes sociales difficiles donc je vais à Lyon 7 »

En premier lieu, certains retours laissent entendre une difficulté à se mélanger au reste de la population de la commune. Ce constat rejoint celui fait dans la première partie où nous avons pu constater l'importance des inégalités de niveau de vie à Saint-Didier (cf. partie I.2.). Peur du regard de l'autre, différences de centres d'intérêt, méconnaissance réciproque ? Plusieurs hypothèses peuvent expliquer ce hiatus. Le différentiel de classes sociales engendre effectivement des dissemblances de vie au quotidien et donc de préoccupations ou centres d'intérêts parfois très importantes : « *entre celui qui est parti en Inde en vacances et celui qui n'a pas quitté la commune* ». Si ces différences ne sont pas perçues par les enfants, elles provoquent nécessairement un clivage de la population Désidérienne. De plus, les professionnels interrogés expliquent que le différentiel de classes sociales, marqué à Saint-Didier, nécessite une adaptation dans les comportements à adopter : « *du côté des parents aux revenus modestes, la nécessité de rappeler les règles. Du côté des parents aux revenus élevés, avec le concept de l'enfant « roi », nous sommes obligés de nous défendre* ».

Pour y faire face, les acteurs interrogés rappellent l'intérêt des activités (notamment sportives mais aussi culturelles) et l'importance donc de faciliter l'accès à de telles activités en particulier pour les enfants : « *sur le terrain de foot, c'est un échantillon de la population* […] *le foot est un intégrateur social* » souligne le responsable du club de football. Ils rappellent aussi l'intérêt de développer encore l'accueil des nouveaux arrivants, en s'appuyant sur les référents de quartier : « *leur présenter l'histoire de la commune, les services, les personnes ressources, les infrastructures comme le centre de loisirs* ».

Un sentiment de solitude exprimé par plus d'un quart des locataires

Plus d'un quart des répondants au questionnaire disent se sentir isolés « souvent » ou « de temps en temps », soit une part non négligeable. La même question a été posée à l'ensemble de la population Tourelloise pour un taux de 16% de personnes exprimant un sentiment de solitude (4% « souvent », 12% « de temps en temps »). Il s'avère qu'il s'agit principalement de femmes (18 sur les 20 situations Désidériennes concernées). A noter aussi qu'inversement, 4 répondants Désidériens sur 10 disent avoir « rarement » ou « jamais » de liens avec leurs voisins (contre à peine plus d'un sur 10 « souvent »).

Vous arrive-t-il de vous sentir isolé(e) ?

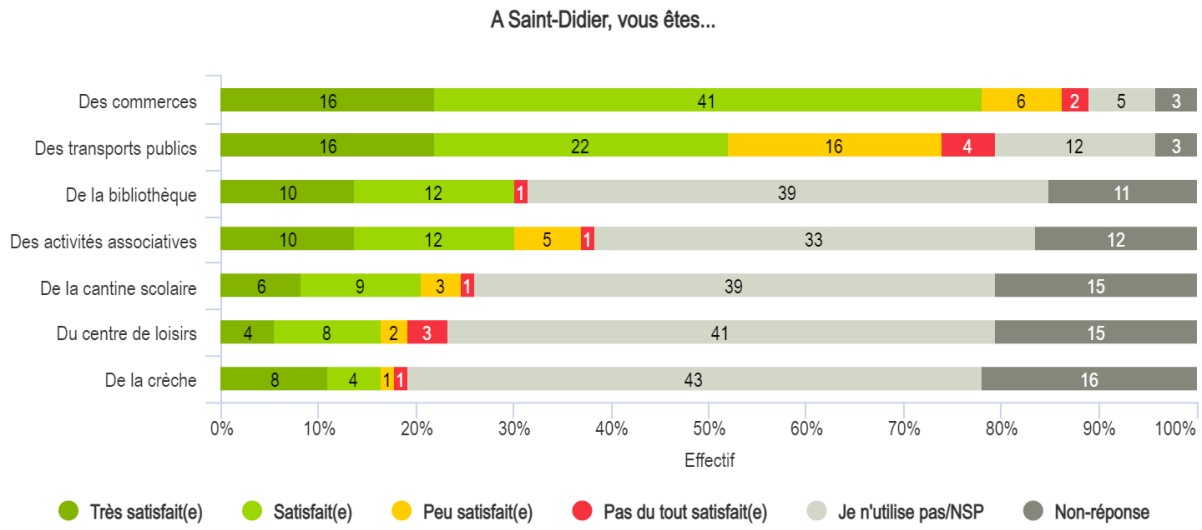
	N	%
Souvent	10	14%
De temps en temps	10	14%
Rarement	18	25%
Jamais	31	42%
Non-réponse	4	5%
TOTAL	73	100%

Sur le territoire, l'isolement est accentué par les difficultés de mobilité qui s'imposent aux ménages non véhiculés. A ce sujet, vis-à-vis des familles monoparentales des acteurs exposent : « *quand il y a un ou deux enfants ça va encore, mais quand il y en a 3, un au lycée, un au collège et un en primaire, c'est délicat sur le territoire question mobilité* […] *les mères sont démunies et ont l'impression d'abandonner leurs enfants* ». Au-delà d'une organisation quotidienne rendue très complexe du fait de l'éparpillement des infrastructures et de la faible desserte en transports publics, elles font part d'un sentiment d'isolement fort pour ces mères seules qui « *sont plus isolées ici que dans les quartiers bien équipés* ».

Ainsi, il apparait important de favoriser la cohésion sociale sur la commune, de multiplier les occasions de rencontres et d'échanges mutuels pour aider les habitants à se tisser un réseau social de proximité. La bibliothèque municipale peut jouer ce rôle fédérateur et y travaille quotidiennement, reste toutefois à trouver la manière d'amener les habitants des logements sociaux, encore peu utilisateurs de ces lieux, à y pousser les portes. Plus encore, des acteurs prônent la mise en place d'un « *lieu vivant, d'un lieu de rencontres* ». En évoquant le développement des logements sociaux, ces acteurs expliquent « *il y aura des difficultés probables de mélange de populations, il faut travailler sur les activités à proposer* ». Il leur semble important et porteur de penser d'autres lieux, d'autres évènements qui aillent dans le sens d'un développement d'activités de loisirs quels qu'ils soient, des lieux qui promeuvent la convivialité, la rencontre, et qui soient à la portée de tous et attrayants pour tous : « *cinéma en plein air, une ludothèque, des loisirs à tarifs dégressifs, ou encore regrouper les activités sportives sur un même lieu pour permettre moins d'allers et venues des parents et plus d'échanges entre habitants* ».

Des infrastructures ou services qui ne répondent pas toujours aux besoins

A la lecture des résultats collectés sur la question présentée ci-dessous, il semble que les infrastructures ne répondent pas aux besoins des habitants du parc locatif social. En atteste le nombre important de répondants qui indiquent ne pas utiliser le service ou ne répondent pas à la question (cf. partie grise dans le graphique). Hormis les commerces et les transports publics, les locataires du parc social semblent peu utiliser les infrastructures Désidériennes, y compris celles vouées aux familles (alors que le profil familial est majoritaire parmi les répondants, cf. partie II.1.).



Ce sont, vis-à-vis des transports publics que nous avons recueilli des attentes fortes concernant les locataires du parc locatif social. : manque de fréquence, de liaisons transverses et, pour certains, sentiment d'insécurité à gare de Vaise. Un acteur interrogé interpelle à ce sujet : « *il faut vraiment se mettre à la place de ceux qui n'ont pas de voiture. Comment ramener le chariot d'une famille avec 2 enfants ?* ». Un quart des répondants au questionnaire ne se déplace pas du tout en véhicule motorisé. Et, des répondants véhiculés évoquent des freins à utiliser leur voiture : du fait des frais engendrés ou du mauvais état du véhicule : « *problème de voiture non réparée, les réparations sont trop chères (liquide de refroidissement), elle peut lâcher à tout moment* ». Or, les difficultés de mobilité se répercutent dans tous les domaines, y compris dans le suivi des personnes accompagnées par le service social de la Maison de la Métropole située à Limonest, difficilement accessible en TCL depuis Saint-Didier (nécessité de redescendre sur Lyon avec un bus, puis de remonter à Limonest avec un autre). D'où l'importance primordiale des transports en commun pour ces ménages, et de leur déploiement.

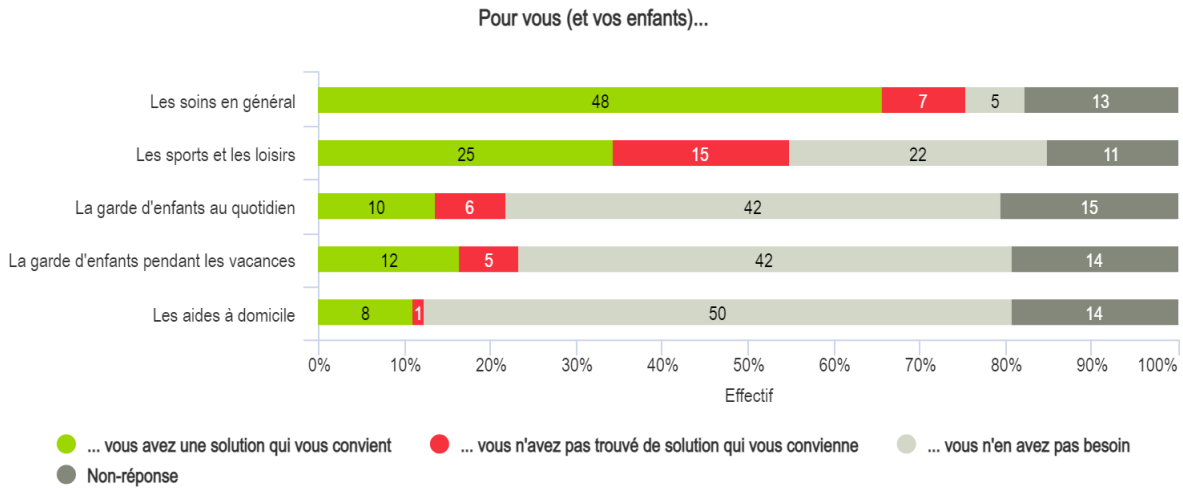
Les problématiques d'accès aux soignants ont, là aussi, été évoquées (cf. partie I. 2.). Les difficultés de mobilité et de coût s'ajoutent au manque de soignants présents sur place (notamment spécialistes).

Par ailleurs, les locataires du parc social appuient leurs besoins en matière d'accès aux activités de loisirs, en particulier pour leurs enfants. Les bailleurs relaient également ces demandes des familles en matière d'aires de jeux et de structures sportives pour les enfants. Néanmoins, les habitants des logements sociaux ne semblent pas tellement en recherche de solution de garde[18]. Ce constat est particulièrement visible à la lecture des résultats données à la question ci-dessous. En ce qui concerne l'accès aux activités de loisirs, le problème réside surtout dans le coût des activités proposées localement. Le territoire semble, en effet, manquer de tarifs abordables pour les activités de loisirs.

Ainsi, des acteurs constatent le manque de structures de socialisation type MJC ou centres sociaux, lieux importants et demandés par les populations aux revenus modestes, notamment en raison de l'accessibilité financière des activités proposées : « *il manque un centre social avec un cœur d'activités. Des activités adaptées aux familles monoparentales. Un accueil du public* ». Ils évoquent, à ce titre, les vacances solidaires proposées par certains centres sociaux, et donnent les centres sociaux d'Ecully et

[18] Contrairement à ce qui est ressorti du questionnaire adressé à l'ensemble de la population Tourelloise en forte demande de service de garde pour leurs enfants.

de Saint-Rambert, comme exemples de lieux implantés dans des villes plutôt aisées et qui jouent bien leur rôle d'animation auprès des habitants.



Pour les seniors, les bailleurs relaient l'importance de la proximité des commerces. Ils expliquent que les locataires quittent assez rapidement la résidence si elle en est trop éloignée.

Un frein financier qui s'impose à certains dans l'accès aux équipements et infrastructures locales

« Tout est compliqué et plus cher : les médecins qui font des dépassements d'honoraires, la pharmacie, les petits commerces, etc. »

Autre difficulté qui est nettement ressortie : les freins financiers qui apparaissent à plusieurs reprises dans le questionnaire. C'est, en particulier, la difficulté personnelle la plus évoquée (avant même la santé). Le constat établi est que vivre à Saint-Didier revient plus cher que de vivre ailleurs, et en particulier à Lyon. Les commerces (petits commerces, halles de la commune comme grandes surfaces) mais aussi les services et activités de loisirs sont concernés. Les inégalités sociales peuvent jouer également sur ce frein financier plus difficile à entendre pour la population locale : « *on n'est pas dans la misère sociale. Ils peuvent faire des efforts* [pour payer la cotisation] ».

Encore une fois, il semble ressortir des besoins différents en matière de commerces pour les habitants du parc locatif social. « *A Saint-Didier il n'y a que des banques et des agences immobilières* » s'insurgeait un habitant dans un échange oral avec lui. Plusieurs regrettent les prix élevés pratiqués sur la commune.

Pour faire face à ce frein financier, des acteurs ont évoqué l'intérêt de mettre en place une épicerie sociale mobile qui ne soit pas seulement réservée aux personnes en précarité : « *une épicerie qui vende des produits en fonction du quotient familial, qui travaille aussi sur l'isolement. Pourquoi pas qui puisse vendre les invendus en produits frais et des produits locaux* », en somme un lieu qui conjugue convivialité, proximité et économies financières.

Un besoin de soutien dans les aides administratives

Près d'un quart des répondants font part de leur besoin d'être épaulé dans leurs démarches administratives. C'est le type d'appui le plus évoqué par les répondants au questionnaire, avant même les aides financières ou alimentaires. Ce constat rejoint l'expertise des professionnels interrogés qui parlent, par exemple, des difficultés rencontrées par les quelques parents qui ne sont pas à l'aise avec le Français ou l'écrit et se retrouvent parfois sans solution de garde, faute d'avoir osé demander de l'aide pour gérer l'inscription de leur enfant au périscolaire.

Pour faire face à ce besoin d'appui dans les démarches administratives, besoin partagé par d'autres habitants, un acteur évoque l'intérêt de mettre en place « *une personne de confiance. Un appui proche du terrain qui aide à vivre au quotidien* […] *cette personne pourrait être aussi en lien avec notre assistante sociale pouvant détecter d'éventuels besoins* ».

Quelques résidences vieillissantes

De façon moins prononcée, des locataires évoquent des difficultés de logement, liées par exemple à des conflits de voisinages, certes favorisées par la vie en appartement, mais qui peuvent se révéler lourdes dans certains cas : « *voisinage : sentiment d'insécurité avec des voisins agressifs* ».

Surtout, des locataires regrettent le manque d'entretien de leur résidence. Ces remarques semblent concerner les plus vieilles résidences du parc locatif social de la commune. Les répondants concernés évoquent une résidence « *sale* », des espaces verts négligés et un global manque d'entretien des parties communes. Les difficultés avancées peuvent s'avérer particulièrement handicapantes comme c'est le cas du manque de rampe d'accès sur l'une des résidences, ou encore de nuisances sonores continues liées à une ventilation du bâtiment défectueuse. Les professionnels, quant à eux, repèrent la vétusteté de quelques résidences dont deux qui souffrent de problèmes d'isolation importants, générateurs de factures d'énergie salées pour les locataires en place.

> « *Manque de réactivité* [du bailleur] *pour intervention pannes, aucune rénovation dans les logements anciens* »

Les grands axes qui ressortent de l'analyse des besoins sociaux

Du côté de son territoire, Saint-Didier renvoie l'image d'une commune paisible et préservée. Une commune qui sait garantir le cadre verdoyant dont elle bénéficie et tirer profit de sa position géographique stratégique. Une commune où « *il fait bon vivre* ». Une commune très convoitée et ce, depuis longtemps.

Du côté Désidériens, se dégage l'impression d'une population qui s'est peu renouvelée ces dernières décennies, et en difficultés à accueillir des changements éventuels. Une population déterminée à préserver son cadre de vie et inquiétée par le changement. Le caractère « senior » de la population et la concentration d'habitants financièrement très favorisés peuvent expliquer, pour partie, cette tendance au repli sur soi. La commune se caractérise également par une présence, certes minoritaire, d'habitants aux revenus modestes, en fort contraste avec le reste de la population. Ces habitants vivent principalement mais pas seulement dans les logements sociaux de la commune. Leurs revenus sont effectivement en fort décalage avec ceux du reste de la population et leurs besoins peuvent être importants.

Si les deux populations ne semblent pas se déranger, il semble qu'elles « co…habitent » c'est-à-dire habitent à côté sans se fréquenter ou échanger. Plus encore, elles semblent se méconnaitre. Et, l'absence de classe moyenne à Saint-Didier appuie sur le clivage de la population. D'où la présence de « polémiques », « crispations » autour de thématiques bien ciblées dont celles des logements sociaux et de la croissance démographique, thématiques qui s'emmêlent souvent dans le discours.

Alors que la croissance démographique et le développement des logements sociaux se font progressivement à Saint-Didier, ces sujets sont souvent surenchéris dans le discours des Désidériens. Les acteurs interrogés relaient de la population des propos parfois alarmistes. De ce fait, il a énormément été question d'anticipation à Saint-Didier. Tous les acteurs ont conscience de l'intérêt à anticiper les changements à venir mais ne savent pas forcément comment s'y prendre. Il semble déjà important d'apaiser les inquiétudes vives qui s'expriment et rappeler le caractère progressif des évolutions, afin de travailler sereinement à l'anticipation des besoins à venir.

L'enquête menée auprès des habitants du parc locatif social a mis en évidence leurs besoins et attentes. Ces derniers semblent fortement apprécier leur vie à Saint-Didier, pourtant ils se l'approprient encore peu. L'inadéquation des services et infrastructures présentes localement peut expliquer, pour partie, ce paradoxe. Et, les besoins des habitants du parc social ne semblent pas être les mêmes que ceux exprimés par les autres habitants ou ne sont pas exprimés et vécus avec la même intensité. Pour les habitants des logements sociaux, les demandes semblent concerner le renforcement des aides et sont plus fortement tournées vers les enfants. Elles concernent prioritairement l'accès à des activités de loisirs et le développement de la mobilité.

Plusieurs indices laissent à penser que les enjeux et besoins sociaux tendent, de plus en plus, à toucher les catégories sociales a priori préservées. Le contexte sanitaire et le renforcement de la fracture numérique appuient les besoins de la population. Outre les locataires des logements sociaux, ces besoins semblent se concentrer sur les seniors et ce, dans différents domaines (santé, isolement, logement, démarches administratives, etc.). La précédente analyse des besoins sociaux a précisément travaillé ce sujet. D'autres habitants peuvent toutefois aussi y être confrontés.

Aujourd'hui, Saint-Didier a la chance de disposer d'un CCAS structuré, actif et dynamique, qui œuvre quotidiennement à l'insertion sociale de Désidériens en difficultés. Mais le territoire reste globalement sous doté en acteurs sociaux. De plus, le CCAS est confronté à la force du tabou social omniprésent à Saint-Didier et qui freine l'accès de certains habitants a priori préservés et pourtant en besoin d'appui. De ce fait, il semble que la gestion du social se fasse « à part » à Saint-Didier, « discrètement » pourrait-on dire. « *Il faut désacraliser le social* » résume un agent lors de la restitution de l'analyse des besoins sociaux, « *déstigmatiser* » pourrait-on dire aussi. Cela peut nécessiter de trouver les bons mots pour parler de social, et d'en parler peut-être davantage. Cela peut nécessiter le développement du tissu d'acteurs et de dispositifs sociaux locaux et de leur maillage. Cela peut encore inciter à la généralisation de la prise en compte des revenus dans l'accès à tous les services communaux.

Enfin, rappelons que l'analyse des besoins sociaux met en exergue l'importance de travailler à la cohésion sociale des Désidériens. Les locataires du parc social ont renvoyé une certaine difficulté à s'intégrer aux autres habitants. L'arrivée progressive de nouveaux ménages, notamment familles, appuie également le besoin de consolidation de la cohésion sociale. En outre, le renforcement du niveau d'exigence des habitants laisse entendre le besoin de conforter encore la relation Mairie-habitants. Ce développement de la mixité est aussi vu positivement comme un apport. Dans ce contexte, le développement de temps et lieux fédérateurs est précieux. Le développement de l'accueil des nouveaux habitants et du rôle des référents de quartier comme facilitateurs du lien Mairie-habitants apparaissent également comme des outils clefs.

Annexes

Cartes à l'infra communal

Planches de données statistiques

- Planche de données « démographie »
- Planche de données « revenus »
- Planche de données « emploi »
- Planche de données « zoom insertion professionnelle »
- Planche de données « logement »
- Planche de données « zoom logements sociaux »
- Planche de données « santé »
- Planche de données « diverses données »

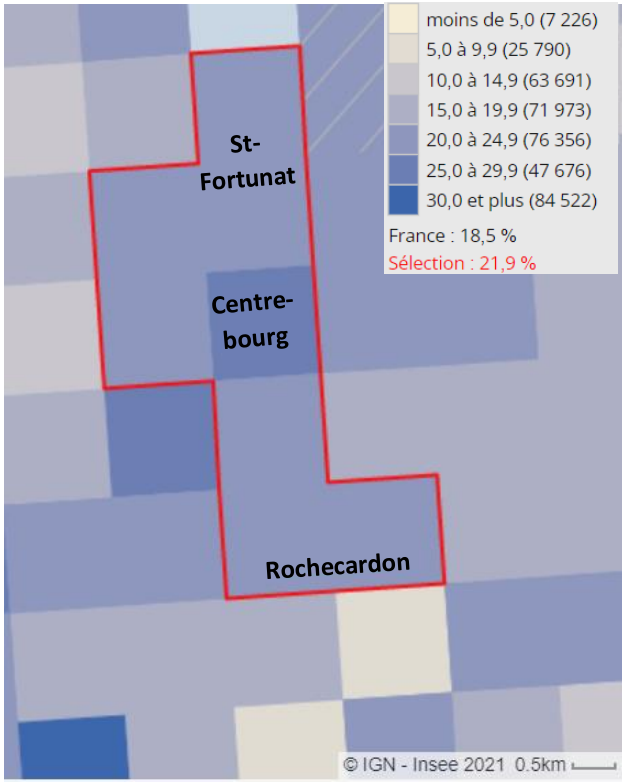
Questionnaire adressé aux Désidériens vivant dans le parc social

Résultats du questionnaire question par question

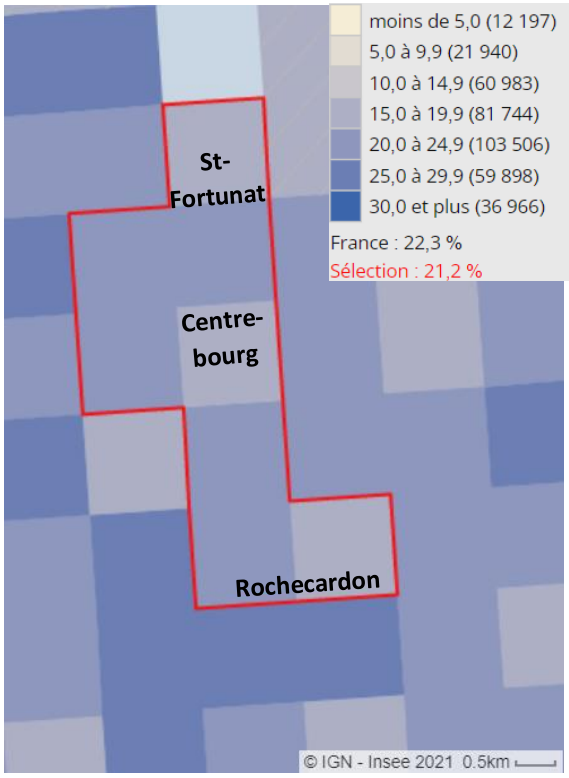
CARTES A L'INFRA COMMUNAL

Ces cartes sont issues du site statistiques-locales de l'Insee. Il s'agit d'indicateurs accessibles au carreau (donc souvent moins récents que les indicateurs accessibles à l'échelle communale). Chaque carreau représente un carré de territoire de 1km sur 1km. Saint-Didier correspond à l'agglomération de 8 carreaux délimités en rouge sur les cartes.

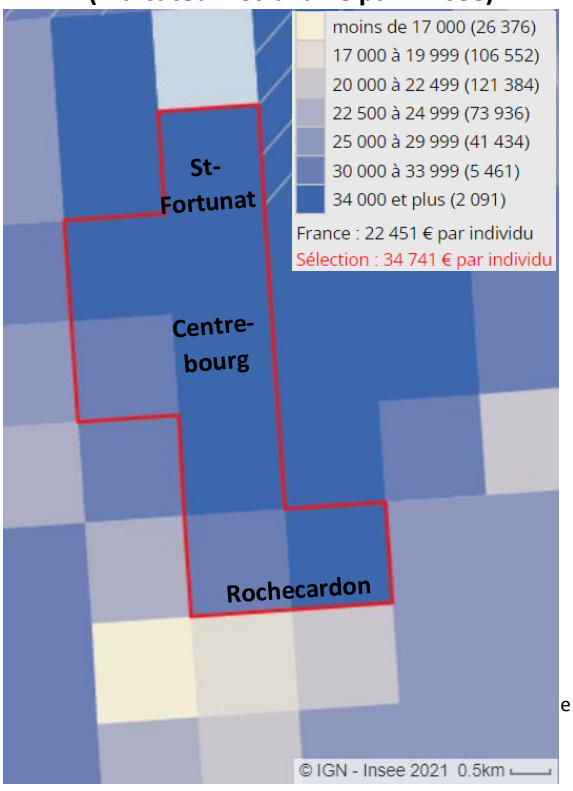
Part des personnes âgées de 65 ans ou plus en 2015 en % (Insee)



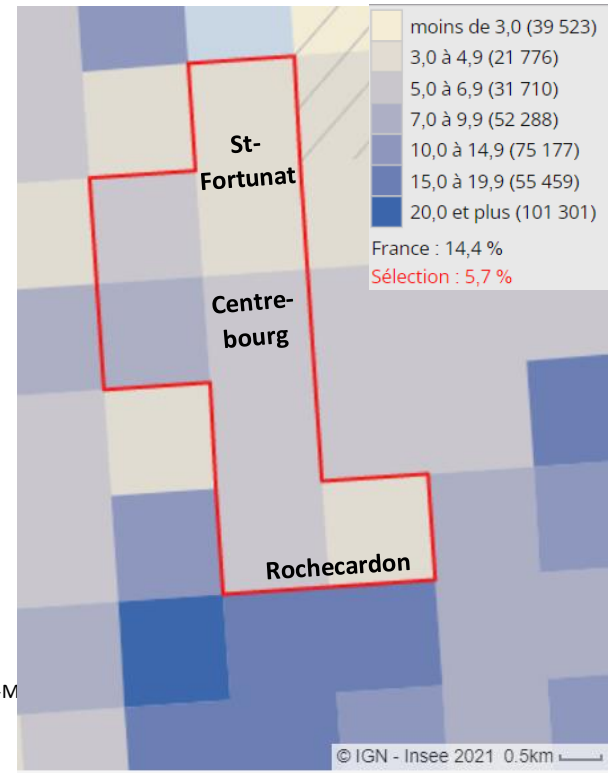
Part des personnes âgées de moins de 18 ans 2015 en % (Insee)



Niveau de vie par individus en € par an en 2015 (indicateur retravaillé par l'Insee)



Part des ménages pauvres en 2015 (Insee)

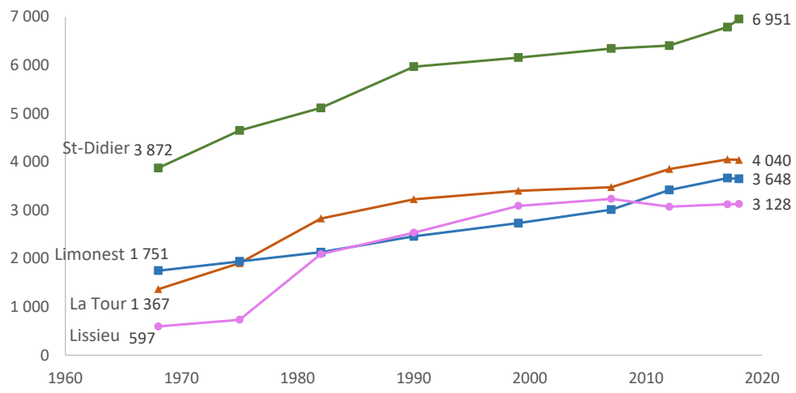


e Saint-Didier-au-M

PLANCHE DEMOGRAPHIE POUR SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR

EVOLUTION DE LA POPULATION

Evolution de la population de 1968 à 2018**

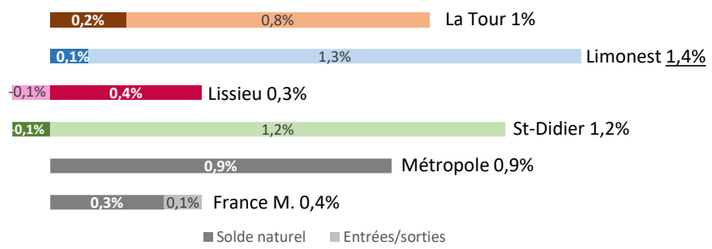


	1968-2017 Sur 50 ans	1999-2017 Sur 20 ans	2007-2017 Sur 10 ans	Evo annuelle actuelle*
La Tour de Salvagny	196%	19%	17%	1,0%
Limonest	109%	34%	22%	1,4%
Lissieu	423%	1%	-3%	0,3%
Saint-Didier-au-mont-d'Or	75%	10%	7%	1,2%
Métropole de Lyon	29%	15%	10%	0,9%
France Métropolitaine	30%	10%	5%	0,4%

Détails pour St-Didier :
59 naissances pour **42** décès en 2019
67 décès en 2020

	*Taux de natalité 2019****	*Taux de mortalité 2020****	*Densité de population en 2017*
La Tour-de-Salvagny	*9,2 ‰*	*8,9 ‰*	480 hab/km²
Limonest	*10,4 ‰*	*10,4 ‰*	437 hab/km²
Lissieu	*7,4 ‰*	*5,8 ‰*	552 hab/km²
Saint-Didier-au-Mont-	*8,5 ‰*	*9,6 ‰*	814 hab/km²
Métropole de Lyon	*14,3 ‰*	*8,1 ‰*	2597 hab/km²
France Métropolitaine	*11 ‰*	*nd*	119 hab/km²

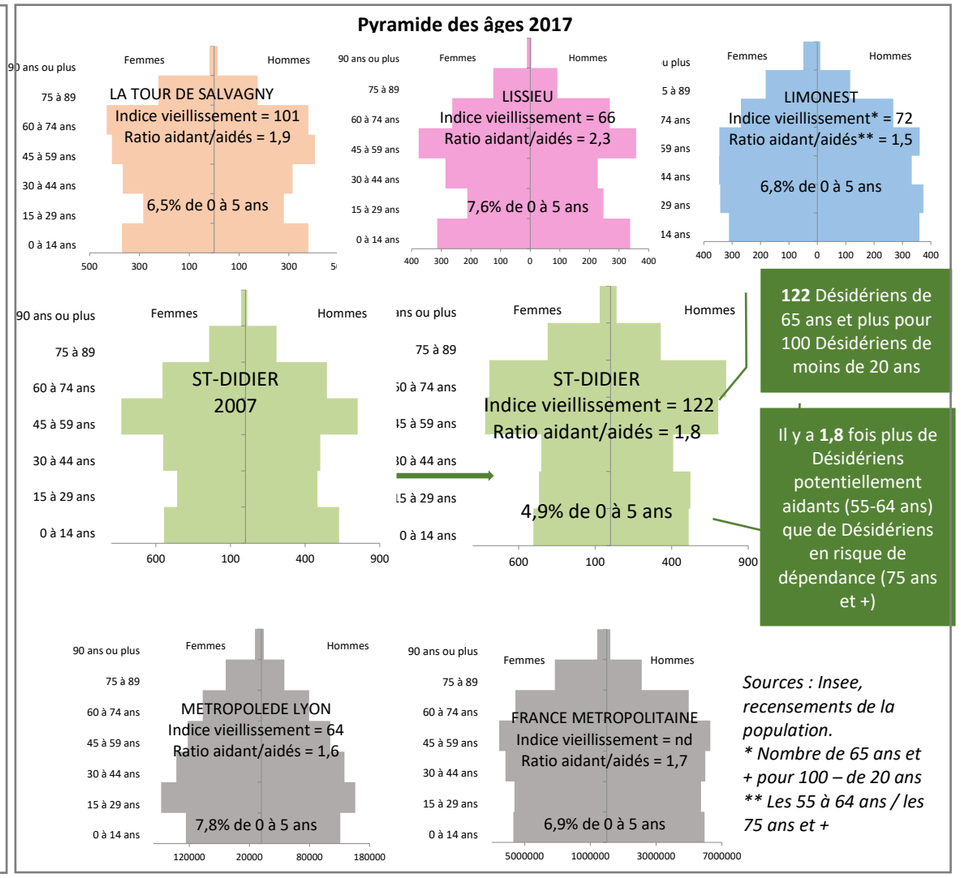
Variation annuelle moyenne de la population entre 2012 et 2017



Sources : Insee, recensements de la population.
** Correspond à l'évolution moyenne enregistrée de 2012 à 2017. L'origine de cette évolution est présentée dans le graphique ci-contre.*
*** Les données 2018 de l'Insee sont provisoires et non détaillées.*
**** Les deux taux sont calculés par rapport à la population municipale 2018.*

STRUCTURE DE LA POPULATION PAR AGE

Pyramide des âges 2017



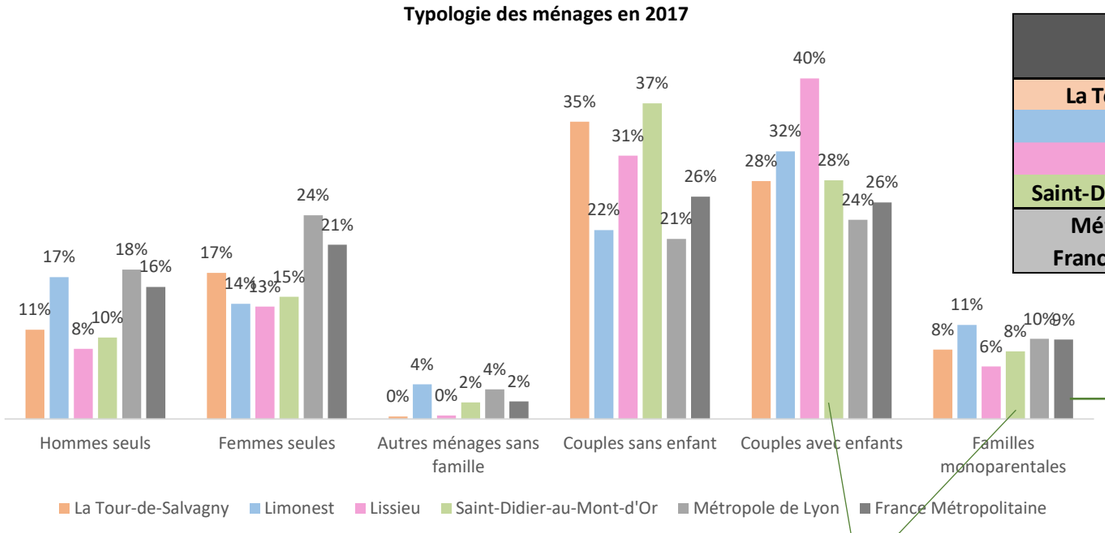
122 Désidériens de 65 ans et plus pour 100 Désidériens de moins de 20 ans

Il y a **1,8** fois plus de Désidériens potentiellement aidants (55-64 ans) que de Désidériens en risque de dépendance (75 ans et +)

Sources : Insee, recensements de la population.
** Nombre de 65 ans et + pour 100 – de 20 ans*
*** Les 55 à 64 ans / les 75 ans et +*

LES MENAGES

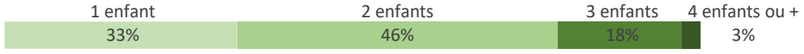
Typologie des ménages en 2017



	Taille ménages 2017
La Tour-de-Salvagny	2,3
Limonest	2,4
Lissieu	2,6
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	2,4
Métropole de Lyon	2,1
France Métropolitaine	2,2

A St-Didier en 2007 :
8 % hommes seuls
11 % femmes seules
1 % autres ménages sans famille
36 % couples sans enfants
37 % couples avec enfants
7 % familles monoparentales

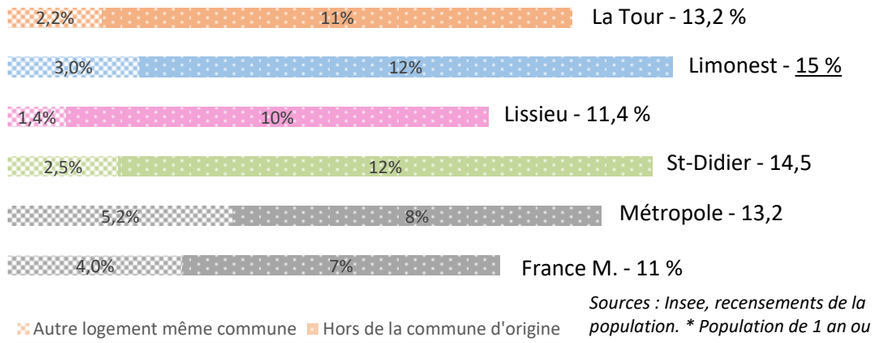
Répartition des familles Désidériennes avec enfants de moins de 25 ans par nombre d'enfants en 2017



Sources : Insee, recensements de la population.
** Personnes de 1 an ou plus.*

NOUVEAUX HABITANTS ET MOBILITE SUR LA COMMUNE

Part de la population* de 2017 ayant changé de logement dans les 12 mois précédents



*Sources : Insee, recensements de la population. * Population de 1 an ou +.*

Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2017

	Marié	Pacsé	Union libre	Veuf	Divorcé	Célibataire
La Tour-de-Salvagny	*55%*	*5%*	*9%*	*6%*	*6%*	*19%*
Limonest	*45%*	*5%*	*9%*	*7%*	*5%*	*28%*
Lissieu	*57%*	*5%*	*7%*	*5%*	*5%*	*21%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	*56%*	*3%*	*6%*	*8%*	*5%*	*23%*
Métropole de Lyon	*39%*	*4%*	*11%*	*6%*	*7%*	*33%*
France Métropolitaine	*43%*	*5%*	*11%*	*7%*	*7%*	*27%*

PLANCHE REVENUS POUR SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR

STRUCTURE DE REVENUS

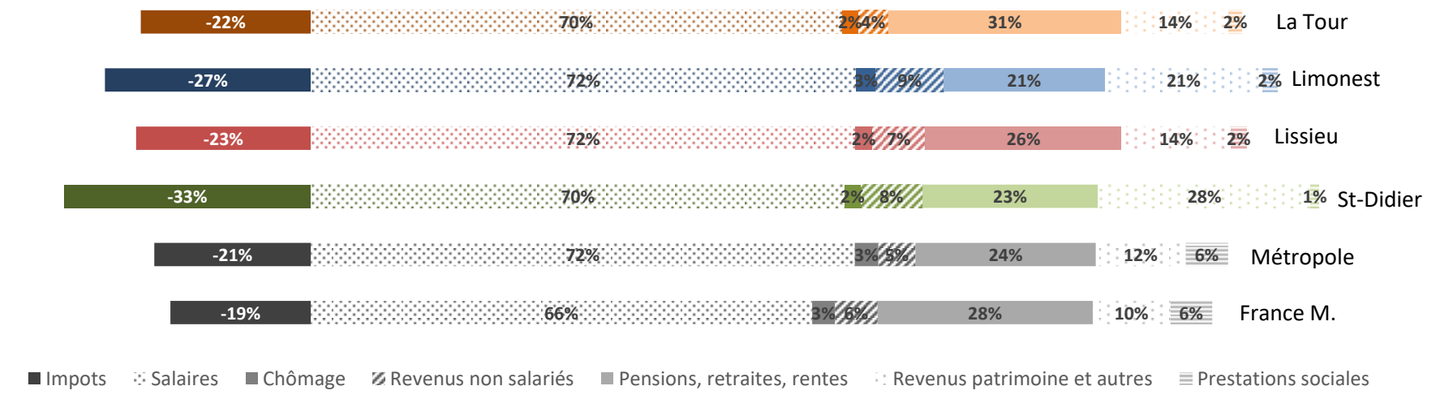
Indicateurs de richesse et d'inégalités de revenus des habitants en 2018 (Insee)

	Médiane du niveau vie* mensuel	*Evolution médiane niveau de vie 2015-2018*	Part des ménages fiscaux imposés	*Evolution part ménages fiscaux imposés 2015-2018*	Rapport interdécile 9e décile/1er décile**	*Evolution rapport interdécile 2015-2018*	*Taux de pauvreté*
La Tour	2 653 €	*7,4%*	74,0%	*-2,6%*	3,2	*3,1%*	*nd*
Limonest	2 613 €	*5,3%*	73,0%	*-1,4%*	4,6	*8,1%*	*nd*
Lissieu	2 612 €	*4,5%*	74,0%	*-3,9%*	3,2	*-4,1%*	*nd*
St-Didier	3 383 €	*8,9%*	79,0%	*-3,7%*	5,2	*4,0%*	*5%*
Métropole	1 873 €	*5,4%*	57,1%	*-4,2%*	3,9	*-0,4%*	*16,1%*
France M.	1 811 €	*5,7%*	51,7%	*-6,7%*	3,4	*-2,9%*	*14,6%*

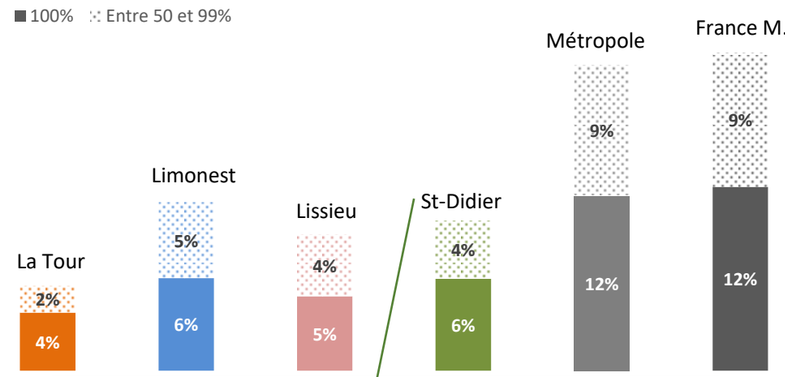
La moitié des Désidériens disposent de plus de **3 383 €** par mois et par unité de consommation (c'est-à-dire **3 383 €** pour une personne seule ou encore **7 104 €** pour un couple avec deux petit enfants).

*Le niveau de vie plancher des 10% des ménages Désidériens les plus riches est **5,2** fois supérieur au niveau plafond des 10% des ménages Désidériens les plus pauvres.*

Composition des revenus disponibles des ménages pour l'année 2018 (Insee)



Part des foyers allocataires Caf dont les revenus sont constitués principalement de prestations Caf, en 2019 (Caf)***



En 2016 à St-Didier :
***7 %** de foyers « 100 % » et **5 %** de foyers « entre 50 et 99 % ».*
Une baisse est également enregistrée en France M., Métropole et sur 2 des 3 autres communes

Sources : Insee, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal.
Cnaf, fichier Fileas, Allstat et BCA
** Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.*
*** Les rapports inter déciles permettent de mesurer les inégalités. Le rapport des déciles 9 et 1 met en évidence l'écart entre les plus hauts revenus (niveau minimum des 10% des habitants les plus riches) et les plus bas revenus (niveau maximum des 10% des habitants les plus pauvres).*
**** La part de la population couverte par les données Caf 2019 présentées est d'environ 50%, et plus exactement : 49% pour la Tour, 51% pour Limonest, 50% pour Lissieu, 42% pour Saint-Didier, 58% pour la Métropole de Lyon et 49% pour la France Métropolitaine (calculs réalisés par rapport à la population municipale Insee 2018).*

MINIMAS SOCIAUX

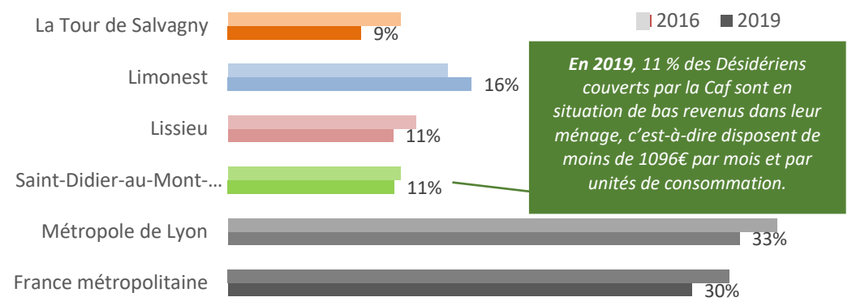
Nombre et parts des bénéficiaires des principaux minimas sociaux en 2019

	Nb foyers allocataires RSA	*Part foyers allocataires au RSA*	Nb allocataires AAH	*Part foyers allocataires AAH*	Nb bénéficiaires pension de réversion régime général	*Part bénéficiaires pension de réversion*	Nb bénéficiaires minimum vieillesse régime général	*Part bénéficiaires minimum vieillesse*
La Tour de Salvagny	23	*3%*	16	*2%*	142	*13%*	13	*1%*
Limonest	44	*6%*	33	*5%*	89	*13%*	15	*2%*
Lissieu	25	*5%*	19	*4%*	77	*12%*	<10	*nd*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	57	*6%*	41	*5%*	167	*10%*	20	*1%*
Métropole de Lyon	41 659	*12%*	25 293	*7%*	40 857	*17%*	nd	*nd*
France métropolitaine	1 649 400	*12%*	1 107 776	*8%*	nd	*nd*	nd	*nd*

Sources : Cnaf, fichier Fileas Allstat (à partir de 2018) et BCA - 2019
Carsat Rhône-Alpes - Infocentre SNSP univers stock au 31/12/2019

BAS REVENUS - PAUVRETE

Part des (personnes) allocataires à bas revenus en 2016 et 2019*



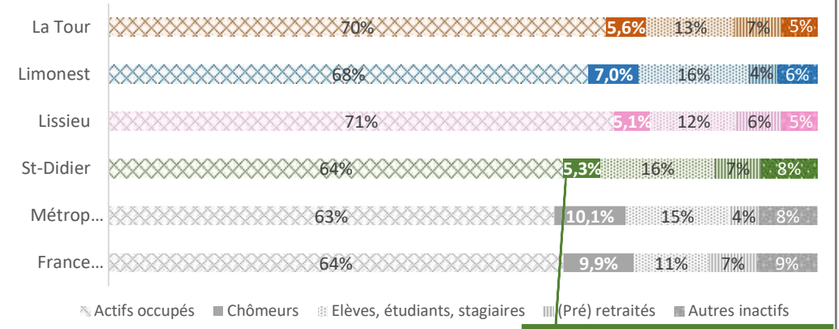
***En 2019**, 11 % des Désidériens couverts par la Caf sont en situation de bas revenus dans leur ménage, c'est-à-dire disposent de moins de 1096€ par mois et par unités de consommation.*

Source : Cnaf, fichier Fileas Allstat (à partir de 2018) et BCA
** Le seuil de bas revenus de la Cnaf est de 1096€ par mois et par unités de consommation (même fonctionnement que les UC de l'Insee sauf que la Caf ajoute 0,2 UC supplémentaires aux familles monoparentales). Autre différence avec l'Insee : les revenus n'intègrent pas les impôts.*

PLANCHE EMPLOI POUR SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR

STATUT D'OCCUPATION DE LA POPULATION D'AGE ACTIF

Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2017

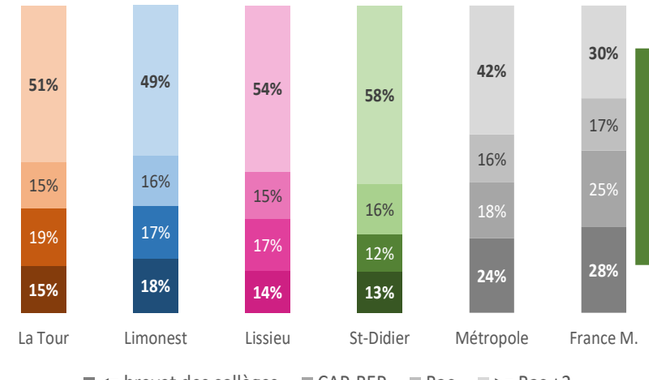


Sources : Insee, recensements de la population.

Soit **7,6 %** des Désidériens actifs au chômage (taux de chômage)

NIVEAU DE SCOLARISATION DE LA POPULATION

Répartition de la population* selon le niveau du diplôme le plus élevé en 2017



A St-Didier en 2007 :
21 % <= brevet collèges
12 % CAP-BEP
17 % Bac
50 % >= Bac + 2

Part de la population scolarisée en fonction de son âge en 2017

	6-10 ans	11-14 ans	15-17 ans	18-24 ans
La Tour-de-Salvagny	95%	97%	98%	64%
Limonest	98%	100%	99%	67%
Lissieu	97%	97%	97%	65%
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	96%	97%	97%	73%
Métropole de Lyon	97%	98%	96%	67%
France Métropolitaine	98%	98%	96%	53%

*Sources : Insee, recensements de la population. * Population de 15 ans ou + non scolarisée*

LES ACTIFS OCCUPES RESIDANT SUR LE TERRITOIRE

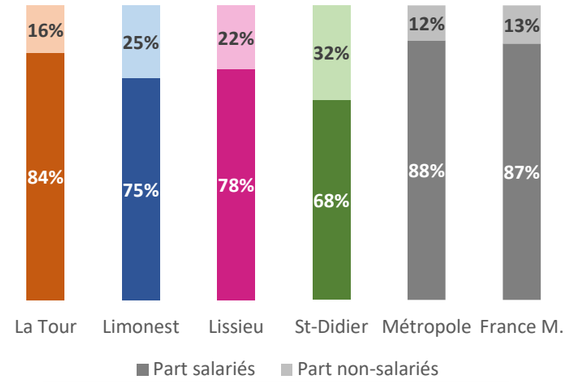
Catégorie socio-professionnelle des actifs occupés de 15 à 64 ans en 2017

	Agri. Expl.	Artisan Comm. Chef entr.	Cadre Prof. intel. sup.	Prof. Intermédiaire	Employé	Ouvrier
La Tour-de-Salvagny	0,0%	9%	39%	24%	19%	9%
Limonest	0,3%	13%	31%	24%	21%	10%
Lissieu	0,4%	13%	30%	34%	18%	5%
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	0,4%	16%	42%	23%	13%	7%
Métropole de Lyon	0,1%	5%	27%	28%	25%	14%
France Métropolitaine	1,5%	6%	18%	26%	28%	20%

Types de contrat des actifs occupés de 15 ans ou + en 2017

	CDI, fonctionnaires	CDD	Indépendants	Employeurs	Autres*	Temps partiels
La Tour	76%	5%	8%	8%	3%	17%
Limonest	65%	6%	10%	14%	4%	16%
Lissieu	72%	4%	12%	9%	3%	18%
St-Didier	61%	5%	14%	18%	3%	19%
Métropole	73%	9%	7%	5%	6%	18%
France M.	74%	8%	8%	5%	5%	17%

Types d'emplois des actifs occupés de 15 ans ou + en 2017



A St-Didier en 2007 : 73 % salariés
66 % CDI, fonctionnaires - 5 % CDD - 8 % indépendants - 19 % employeurs

Sources : Insee, recensements de la population. Exploitations principales et complémentaires.
** Intérim, emploi aidé, apprentissage, stage et aide familiale.*

DEPLACEMENTS AU LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS OCCUPES RESIDANT SUR LE TERRITOIRE

Mode de déplacement jusqu'au lieu de travail des actifs occupés* du territoire en 2017

	Pas de transport	Marche ou vélo	Voiture ou moto	Transport en commun
La Tour-de-Salvagny	4%	4%	80%	12%
Limonest	5%	5%	80%	10%
Lissieu	3%	2%	87%	8%
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	4%	4%	79%	13%
Métropole de Lyon	3%	14%	53%	30%
France Métropolitaine	4%	8%	72%	15%

*Sources : Insee, recensements de la population. * Actifs occupés de 15 ans ou plus.*

Eloignement du lieu de travail des actifs occupés* du territoire en 2017

INDICATEURS DE FRAGILITE VIS-A-VIS DE L'EMPLOI

Foyers allocataires Caf qui disposent de la Prime Pour l'Activité (PPA) fin 2019

	Nb foyers avec PPA	Part foyers Caf avec PPA
La Tour-de-Salvagny	146	22%
Limonest	226	32%
Lissieu	111	23%
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	163	18%
Métropole de Lyon	105 535	29%
France Métropolitaine	4 186 024	32%

Demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) en recherche active d'emploi à fin 2019

	Nb DEFM A, B ou C	Part actifs* DEFM A, B ou C
La Tour-de-Salvagny	210	12%
Limonest	190	11%
Lissieu	150	10%
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	335	12%
Métropole de Lyon	127 555	19%
France Métropolitaine	5 516 135	18%

Taux de chômage Insee 2017

	Taux de chômage
La Tour-de-Salvagny	7,4%
Limonest	9,4%
Lissieu	6,7%
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	7,6%
Métropole de Lyon	13,8%
France Métropolitaine	13,4%

Bénéficiaires ASS (déc 2020)

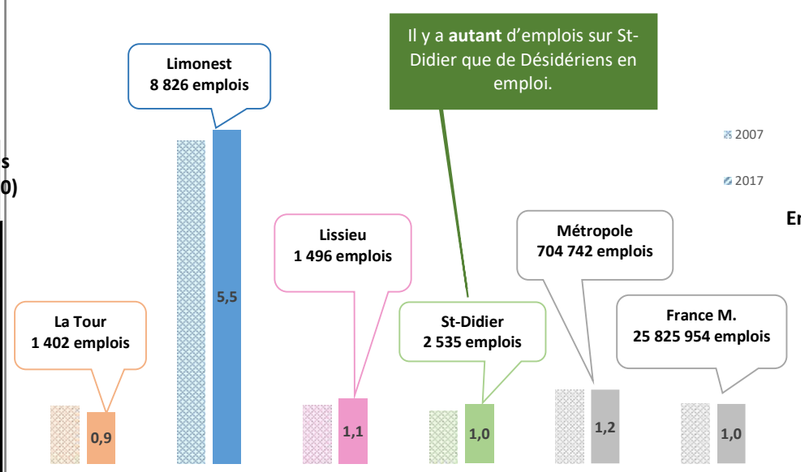
	Nb ASS**
La Tour-de-Salvagny	3
Limonest	11
Lissieu	3
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	18
Métropole de Lyon	6 878
France Métropolitaine	400 249

*Sources : Cnaf, fichier Fileas, Allstat et BCA. Pôle Emploi-Dares. Insee, RP. * Parmi actifs 15 ans ou + en 2017 (Insee). ** Allocation Solidarité Spécifique (intervient après épuisement droits au chômage).*

A St-Didier en 2007 : 7,7 %
(seul territoire qui enregistre une baisse sur 2007-2017).

LES EMPLOIS PRESENTS SUR LE TERRITOIRE

Indice de polarisation 2007 et 2017
Nombre d'emplois sur le territoire / nombre d'habitants en emploi



Il y a **autant** d'emplois sur St-Didier que de Désidériens en emploi.

Source : Insee, recensement de la population, exploitations complémentaires.

Types d'emplois selon statut professionnel présents sur le territoire en 2017

	Salariés	Non salariés
La Tour	87%	13%
Limonest	94%	6%
Lissieu	84%	16%
Saint-Didier	83%	17%
Métropole	89%	11%
France M.	87%	13%

Emplois présents à St-Didier selon secteur d'activité en 2017

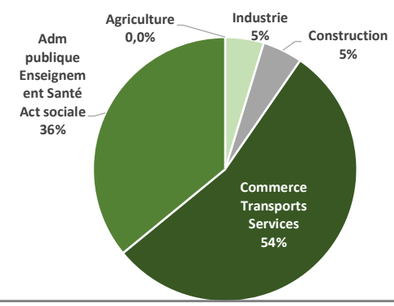
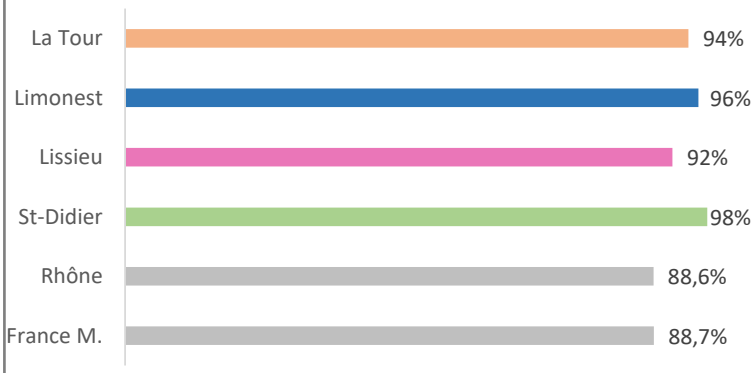


PLANCHE ZOOM INSERTION PROFESSIONNELLE

SCOLARITE ENTREE ET SORTIE COLLEGE

Part des élèves de 3ème acceptés au brevet général et professionnel en 2019 et 2020



Part des élèves en retard ou en avance à l'arrivée en 6ème

	Nb élèves entrants	*Part d'élèves en retard*	*Part d'élèves en avance*
La Tour	54	*2%*	*4%*
Limonest	41	*2%*	*2%*
Lissieu	48	*0%*	*4%*
St-Didier	105	*1%*	*2%*
Métropole	12183	*6%*	*3%*
France M.	813809	*5%*	*2%*

Pour ce tableau, prise en compte des données relatives aux collèges publics et privés sous contrat.

Source : Académie de Lyon – Education Nationale.
Précision : pour toutes les données, élèves pris en compte à leur lieu de résidence.

MISSION LOCALE

Statistiques sur les jeunes de 16-25 ans suivis par la Mission Locale en 2020

	Jeunes accueillis	Dont nouveaux accueillis	*Part qui n'ont aucun diplôme*	*Part qui n'ont aucune ressource*
La Tour	66	9	*41%*	*65%*
Limonest	72	6	*31%*	*56%*
Lissieu	31	7	*58%*	*83%*
St-Didier	70	7	*50%*	*91%*
Monts d'Or / Lyonnais	3790	532	*41%*	*73%*

Source : Rapports d'activité de la Mission Locale des Monts d'Or et des Monts du Lyonnais.

DEMANDEURS D'EMPLOI

857 demandeurs d'emploi recensés par Pole Emploi à fin avril 2021 sur les 4 communes :
(*taux pour l'ensemble du territoire de l'agence de Pole Emploi Tassin*)

- ✓ dont **60%** en catégorie A (*60%*)
- ✓ dont **8%** moins de 25 ans (*11%*), **61%** de 25 à 49 ans (*62%*) et **31%** 50 ans et + (*28%*)
- ✓ dont **54%** de femmes (*54%*) et **51%** mariés (*47%*)
- ✓ dont **23%** durablement éloignés de l'emploi (*23%*) c'est-à-dire ayant cumulé 12 mois (ou plus) d'inactivité totale au cours des 15 derniers mois

- ✓ dont **42%** niveau Bac + 3 ou plus (*31%*)
- ✓ dont **33%** de cadres (*22%*)
- ✓ dont **72%** prêts à travailler à 30 km ou + (*67%*)
- ✓ dont **22%** au chômage suite rupture conventionnelle (*16%*)

- ✓ Top 5 de leurs métiers les plus recherchés : assistance auprès d'enfants (37), stratégie commerciale (35), assistanat commercial (20), direction de grande entreprise ou établissement public (19) et communication (17)

1 057 offres d'emploi collectées par Pole Emploi de mai 2020 à mai 2021 sur le périmètre des 4 communes :

- ✓ En baisse de **27%** par rapport au 12 mois précédents
- ✓ Dont **84%** établissements de - 50 salariés

4 987 déclarations préalables à l'embauche de + d'un mois de mai 2020 à mai 2021 réalisées sur le périmètre des 4 communes :

- ✓ En baisse de **2%** par rapport au 12 mois précédents
- ✓ Dont **72%** établissements - de 10 salariés
- ✓ Top 5 des activités les + employeuses : conseil en système et logiciels informatiques (421), autres activités de soutien aux entreprises (355), ingénierie études techniques (261), travaux installation électrique (229) et restauration traditionnelle (155)

Sources : Pole emploi. Statistique Mensuelle du Marché du Travail - Données brutes à fin avril 2021 ou fin mai 2021. Acoss / MSA - Traitement : Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes

ARCHITECTURE DU PARC DE LOGEMENT

PLANCHE LOGEMENT POUR SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR

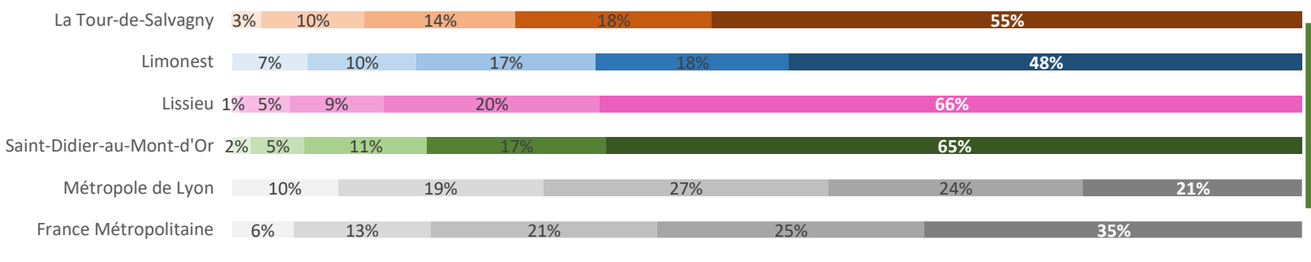
Eléments descriptifs de l'ensemble du parc de logements en 2017 : nombre de logements, ventilation par catégories et types de logements

	Nombre de logements	Evolution 2007-2017 parc logements	Part résidences principales	Part résidences secondaires	Part logements vacants	Part des maisons	Part des appartements
La Tour-de-Salvagny	1 889	*26%*	*91%*	*2%*	*6%*	*69%*	*31%*
Limonest	1 640	*46%*	*90%*	*3%*	*7%*	*58%*	*42%*
Lissieu	1 363	*10%*	*88%*	*7%*	*5%*	*78%*	*22%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	2 874	*15%*	*91%*	*2%*	*7%*	*74%*	*26%*
Métropole de Lyon	704 385	*16%*	*90%*	*3%*	*7%*	*17%*	*83%*
France Métropolitaine	34 980 732	*11%*	*82%*	*10%*	*8%*	*55%*	*44%*

A St-Didier en 2007 :
***95 %** résidences principales – **1,6 %** résidences secondaires et **4 %** logements vacants.*

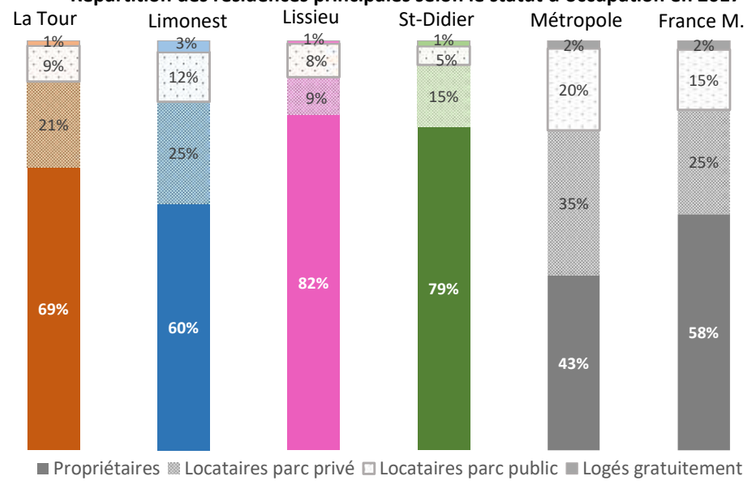
A St-Didier en 2007 :
***78 %** de maisons*

Répartition des résidences principales par nombre de pièces en 2017



A St-Didier :
***5,9** pièces en moyenne par maison en 2007 et 2017*
***3,5** pièces en moyenne par appartement en 2007 et 2017*

Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation en 2017



Répartition des résidences principales selon leur année de fin de construction en 2017

	Récentes - Après 2005	Anciennes - Avant 1946
La Tour-de-Salvagny	*21%*	*11%*
Limonest	*27%*	*20%*
Lissieu	*4%*	*14%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	*9%*	*27%*
Métropole de Lyon	*11%*	*17%*
France Métropolitaine	*11%*	*23%*

Sources : Insee, Recensements de la population.

COUT DU LOGEMENT

Prix de vente/location de logements au mètre carré

	Prix de vente logements anciens (2020)	Loyer moyen d'un appartement charges comprises (fin 2018)	Loyer moyen d'une maison charges comprises (fin 2018)
La Tour-de-Salvagny	4 150 €	12,5 €	12,3 €
Limonest	4 260 €	14,0 €	13,4 €
Lissieu	3 180 €	11,4 €	10,9 €
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	4 340 €	14,6 €	13,5 €
Métropole de Lyon	3 730 €	13,8 €	12,3 €
France Métropolitaine	nd	13,9 €	8,8 €

Source ventes : Notaires de France. Sources locations : Estimations réalisées sur les logements présentés à la location dans le parc privé au 3ème trimestre 2018 - UMR 1041 CESAER (AgroSup Dijon-INRAE) à partir des données SeLoger, leboncoin, pap.fr

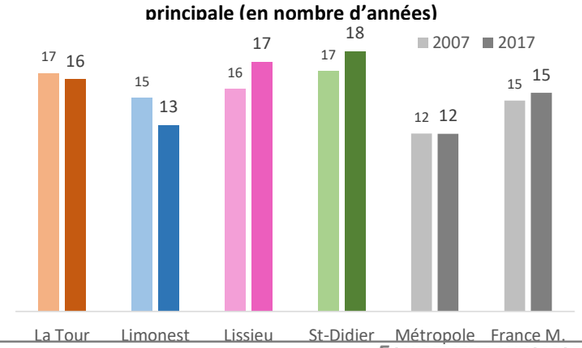
ANCIENNETE D'EMMENAGEMENT DES HABITANTS DANS LE LOGEMENT

Ancienneté d'emménagement des habitants* dans le logement en 2017

	Part emménagement de - de 2 ans	Part emménagement de 10 ans ou +
La Tour-de-Salvagny	*12%*	*47%*
Limonest	*16%*	*42%*
Lissieu	*11%*	*53%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	*11%*	*54%*
Métropole de Lyon	*14%*	*40%*
France Métropolitaine	*12%*	*48%*

*Source : Insee, recensement de la population. * Population des ménages.*

Ancienneté moyenne d'emménagement dans la résidence principale (en nombre d'années)



INDICATEURS DE FRAGILITE DE LOGEMENT

Résidences principales en situation de sur occupation*en 2017

	En surroccupation *	Part en surroccupation *
La Tour-de-Salvagny	35	*2%*
Limonest	60	*4%*
Lissieu	0	*0%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	56	*2%*
Métropole de Lyon	38 594	*7%*
France Métropolitaine	1 287 103	*5%*

Résidences principales sans salle de bain, baignoire et douche en 2017

	Sans salle de bain, baignoire ou douche	Part sans salle de bain, baignoire ou douche
La Tour-de-Salvagny	38	*2%*
Limonest	35	*2%*
Lissieu	12	*1%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	48	*2%*
Métropole de Lyon	25 171	*4%*
France Métropolitaine	960 553	*3%*

Population couverte par une aide au logement de la Caf en 2019

	Couverte aide au logement	Part parmi population municiaple 2018 (Insee)
La Tour-de-Salvagny	273	*7%*
Limonest	372	*10%*
Lissieu	198	*6%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	321	*5%*
Métropole de Lyon	383 114	*27%*
France Métropolitaine	12 421 750	*19%*

*Sources: Insee, recensement de la population. Cnaf, fichier Fileas Allstat (à partir de 2018) et BCA - 2019. * Hors studio de 1 personne.*

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Equipement automobile des ménages en 2017

	Part ménages disposant d'au moins un(e) (place de) parking	Part des ménages disposant de 2 voitures ou +
La Tour-de-Salvagny	*84%*	*53%*
Limonest	*79%*	*49%*
Lissieu	*91%*	*64%*
Saint-Didier-au-Mont-d'Or	*84%*	*58%*
Métropole de Lyon	*55%*	*22%*
France Métropolitaine	*66%*	*35%*

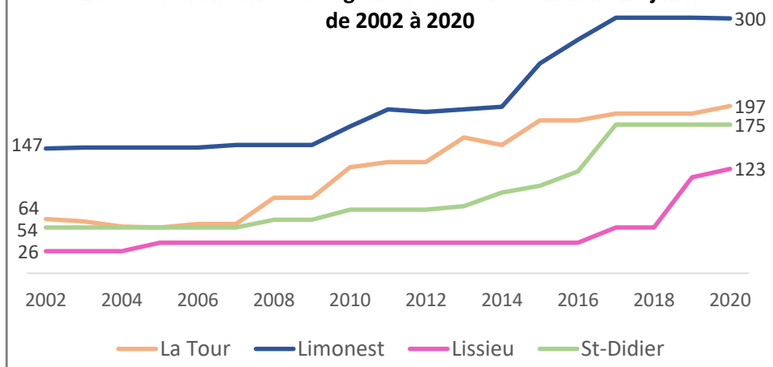
A St-Didier en 2007 :
81 % des ménages avec au moins un(e) (place de) parking
60 % des ménages avec au moins 2 voitures

Sources: Insee, recensements de la population.

SUPPLEMENT PLANCHE LOGEMENT SUR LES LOGEMENTS SOCIAUX

INVENTAIRE DE TOUS LES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

Evolution du nombre de logements locatifs sociaux au 1er janvier de 2002 à 2020



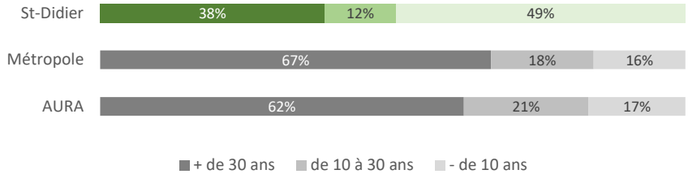
Part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales

	2004	*2009*	*2014*	*2019*
La Tour	*4%*	*6%*	*9%*	*10%*
Limonest	*14%*	*14%*	*16%*	*20%*
Lissieu	*2%*	*3%*	*3%*	*10%*
St-Didier	*2%*	*3%*	*4%*	*6%*

Source : Direction Départementale des Territoires du Rhône - Service Habitat et Renouvellement Urbain (SHRU).
Précisions : prend en compte tous les logements locatifs sociaux avec 3 spécificités : logements vendus à leurs locataires décomptés pendant 10 ans, logements locatifs dont la convention venue à échéance n'a pas été renouvelée décomptés pendant 5 ans après dénonciation de la convention, logements vides destinés à être démolis ou changer d'affectation non pris en compte.

NATURE DU PARC DE LOGEMENTS SOCIAUX DES BAILLEURS AU 1ER JANVIER 2020

Ancienneté du parc



Mouvements sur le parc

	Vacance au 1/1/2020	Vacance de + de 3 mois	Taux de rotation
La Tour	2,5%	1,3%	6,6%
Limonest	1,3%	0,0%	6,3%
Lissieu	1,7%	0,0%	7,3%
St-Didier	2,3%	0,0%	9,9%
Métropole	1,5%	0,5%	6,9%
AURA	3,1%	1,5%	10,1%

Morphologie des logements

	Collectifs	Individuels	Petits logements	Grands logements
La Tour	80%	20%	26%	6%
Limonest	82%	18%	29%	9%
Lissieu	66%	34%	28%	3%
St-Didier	96%	4%	28%	8%
Métropole	94%	2%	30%	8%
AURA	89%	9%	26%	8%

« Petits logements » = logements de 1 à 2 pièces

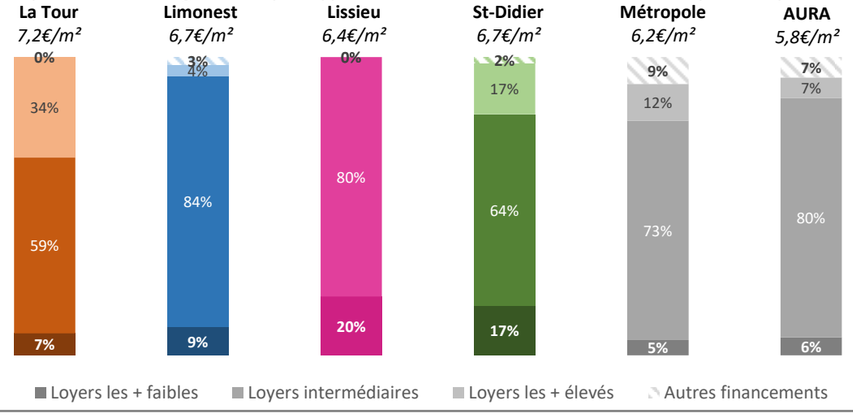
« Grands logements » = logements de 5 pièces ou plus.

Source : SDeS DREAL RPLS
Données au 1/1/2020

Précisions : ici, ne sont pris en compte que les logements sociaux détenus par des bailleurs sociaux.

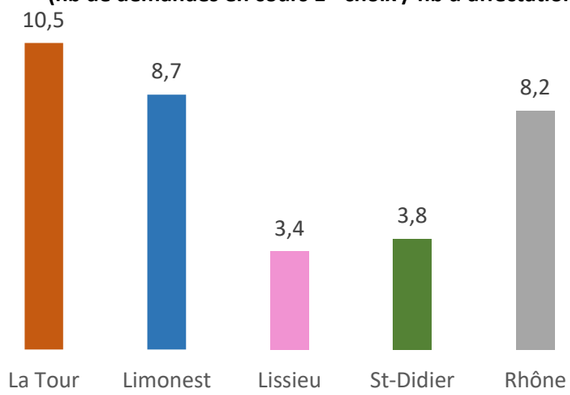
Le nombre de logements sociaux pris en compte dans les statistiques Dreal ici présentées est de : 163 pour La Tour (soit 83% des logements recensés par la DDT), 234 pour Limonest (soit 78%), 123 pour Lissieu (soit 99%) et 198 pour St-Didier (113%, prise en compte de logements récents non pris en compte par la DDT).

Répartition des logements par types de financements et niveaux de loyers moyen



DEMANDES DE LOGEMENTS SOCIAUX POUR LA COMMUNE

Pression de la demande de logement social en 2020 (nb de demandes en cours 1er choix / nb d'affectations)



8 affectations à La Tour en 2020

15 affectations à Limonest en 2020

11 affectations à Lissieu en 2020

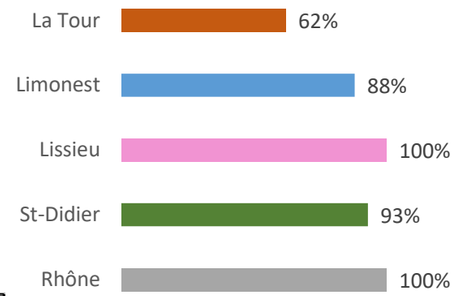
30 affectations à St-Didier en 2020

Nombre de demandes en cours fin 2020 (1er choix du demandeur)

	Demandes en cours	Dont nouvelles demandes	*Part des nouvelles demandes*
La Tour	84	43	51%
Limonest	131	77	59%
Lissieu	37	23	62%
St-Didier	114	52	46%
Rhône	78566	38109	49%

Dans le Rhône, il faut compter 8,2 demandes en cours en 2020 pour 1 affectation en 2020

Indice de vigilance des demandes en cours fin 2020 (1er choix du demandeur)



Quelques indicateurs de présentation des ménages en demande de logement social fin 2020 (pour lesquelles la commune est en 1er choix)

	Nb personnes à loger	Ressources moyennes/ UC	*Part publics prioritaires*	*Part ménages déjà sur la commune*	*Part ménages actuellement en QPV*
La Tour	2,3	1 443 €	*6%*	*35%*	*7%*
Limonest	2,3	1 219 €	*3%*	*33%*	*12%*
Lissieu	2,1	1 184 €	*8%*	*46%*	*3%*
St-Didier	2,2	1 237 €	*6%*	*43%*	*10%*
Rhône	2,4	1 127 €	*5%*	*56%*	*24%*

Source : Association Fichier Commun du Rhône (AFCR) – données 2020.

Précision : dans les demandes en cours sont prises en compte les demandes actives au 31/12/2020 pour lesquelles la commune (ou le territoire) est choisi en premier choix.

Indice de vigilance : indice 100 sur l'ensemble des demandeurs en instance. Calculé sur : la part de chômeurs et des « autres sans activité professionnelle » + ménages sous 40% des plafonds PLUS + les ressources < à 1 SMIC. Plus l'indice est élevé, plus la vigilance doit être importante.

NOUVEAUX MENAGES ENTRANTS DANS LE PARC SOCIAL DE LA COMMUNE

A St-Didier en 2020, **30 ménages** ont intégré un logement du parc locatif social Désidérien
(*chiffre pour les ménages ayant intégrés un logement social du Rhône en 2020*):

- ✓ Ils attendaient en moyenne depuis **27 mois** leur affectation de logement (*24 mois*)
- ✓ **10** vivaient auparavant dans une commune la CTM « centre », **14** dans la CTM « ouest nord » (**dont 7 à St-Didier**), **3** dans la CTM « Val d'Yzeron », **1** dans la CTM « Porte des Alpes », **1** dans la CTM « Portes du Sud » et **1** dans la CTM « Rhône Amont »
- ✓ **3** vivaient dans un quartier politique de la Ville
- ✓ **12** étaient locataires du parc social, **7** hébergés en structure, **6** locataires du parc privé et **5** hébergé chez un proche
- ✓ **14** demandaient en premier choix à vivre dans une commune de la CTM « ouest Nord »

- ✓ **4** ont moins de 30 ans, **13** entre 30 et 39 ans, **7** entre 40 et 59 ans et **6** plus de 60 ans
- ✓ **6** vivent seuls, **2** sont en couple sans enfant, **14** sont en situation de monoparentalité et **8** sont des couples avec enfants
- ✓ **15** sont en activité professionnelle, **5** à la retraite, **3** au chômage et **7** en situation « autre »
- ✓ Ils disposent en moyenne de **1239€** par mois et par unité de consommation (*1147€*)

- ✓ Le motif premier qui les a amené à solliciter ce nouveau logement social est : pour **7** absence de logement, pour **5** taille du logement inadaptée, pour **5** motifs familiaux ou personnels, pour **4** perte du logement, pour **3** logement trop cher, pour **3** raisons de santé/handicap, pour **2** motifs liés à l'environnement et pour **1** motifs professionnels

Source : Association Fichier Commun du Rhône (AFCR) – données 2020 – Données non accessibles pour La Tour, Limonest et Lissieu (secret statistique).

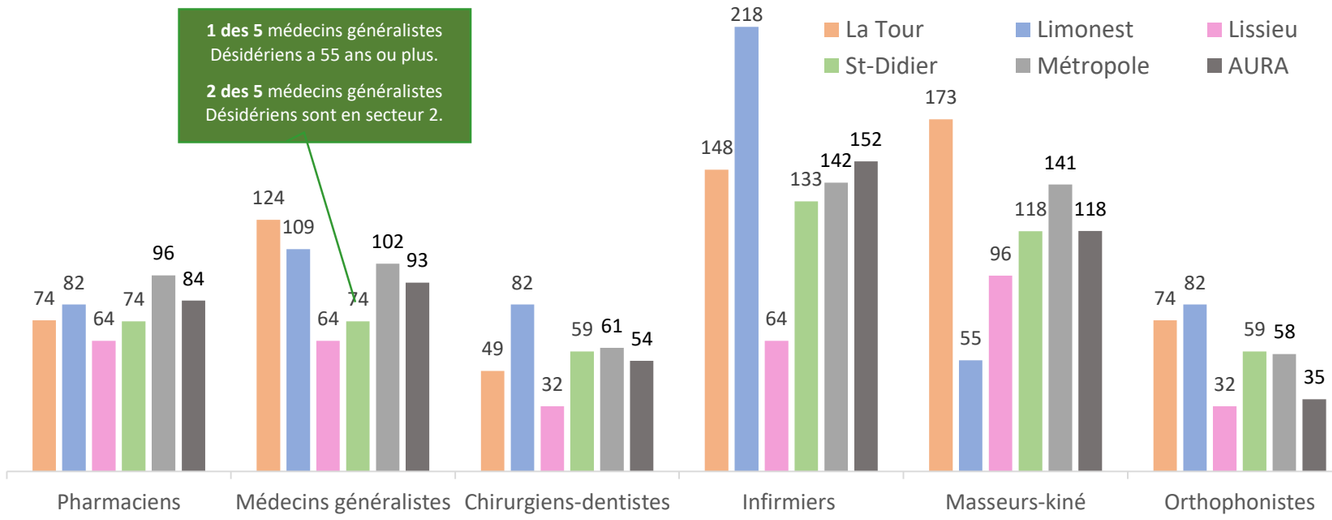
PLANCHE DE DONNEES SANTE – SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR

OFFRE DE SOINS

Densité des pharmaciens (fin 2019) et professionnels de soins libéraux (début 2020) – pour 100 000 habitants

1 des 5 médecins généralistes Désidériens a 55 ans ou plus.

2 des 5 médecins généralistes Désidériens sont en secteur 2.

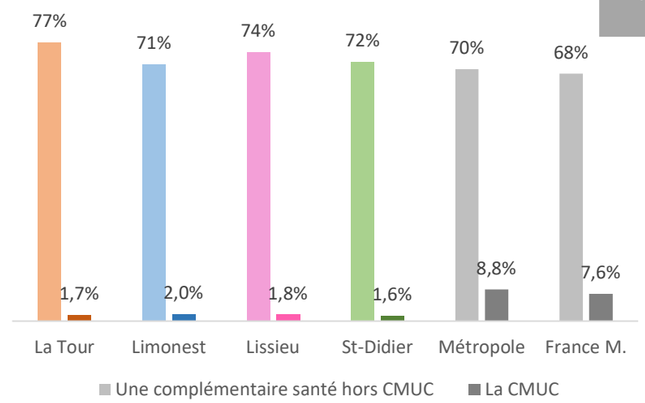


Sources : Finess au 25-11-2019 et Sniiram DCIR au 01-01-2020 - Balises - ORS Auvergne, Rhône-Alpes. Densité calculée par rapport à la population du recensement de l'Insee en 2017.

CARACTERISTIQUES MEDICO-SOCIALES

Taux standardisés* de bénéficiaires d'une complémentaire santé en 2019

Taux de personnes couvertes par une complémentaire sous-évalué pour 2 raisons : ne sont pris en compte que les assurés ayant eu un remboursement dans l'année, et ceux dont la complémentaire santé est enregistrée auprès de la sécurité sociale.



Taux standardisés * de personnes de 15 ans ou + ayant déclaré un médecin traitant en 2019

	%
La Tour	88%
Limonest	86%
Lissieu	88%
St-Didier	86%
Métropole	86%
France M.	87%

*Sources : Sniiram DCIR 2019 - Balises - ORS Auvergne, Rhône-Alpes. * Les taux standardisés éliminent les effets de la structure par âge et permettent les comparaisons entre territoires. Ici la standardisation est réalisée sur l'âge quinquennal et la population de référence est la France métropolitaine au RP 2012 : le taux standardisé correspond au taux qu'on observerait dans la population du territoire si celle-ci avait la même structure par âge que la France Métropolitaine en 2012.*

ELEMENTS SUR L'ETAT DE SANTE DES HABITANTS

Taux standardisés * de morbidité - Nombre de patients concernés pour 100 000 habitants en 2019

	Court séjour en MCO***	Séjour en étab. psychiatrique (15 ans ou +)	Ambulatoire en étab. psychiatrique (15 ans ou +)
La Tour	20 439	755	1 399
Limonest	19 722	911	1 608
Lissieu	17 993	703	1 457
St-Didier	19 538	1 259	1 405
Métropole	18 493	1 114	2 130
France M.	18 131	845	2 801

En 2019 :
756 Désidériens sous traitement psychotrope, dont …
… **469** sous traitement antidépresseur
… **95** sous traitement neuroleptique
… **250** sous traitement antidiabétique
… **359** sous traitement antiallergique
…**329** sous traitement antiasthmatique

Taux standardisés * de bénéficiaires ayant au moins une Affection Longue Durée en 2019

	%
La Tour	13,0%
Limonest	12,8%
Lissieu	13,0%
St-Didier	12,5%
Métropole	16,3%
France M.	17,0%

Taux standardisés * de patients sous traitement psychotrope régulier** en 2019

	Pour 100 000 habitants
La Tour	8 884
Limonest	10 247
Lissieu	9 813
St-Didier	9 042
Métropole	10 493
France M.	10 526

*Sources : Sniiram référentiel médicalisé et DCIR 2019 - Balises - ORS Auvergne, Rhône-Alpes. * Les taux standardisés éliminent les effets de la structure par âge et permettent les comparaisons entre territoires (cf. détails dans les sources de l'encart « caractéristiques médico-sociales ») ** Au moins 3 remboursements du médicament dans l'année. *** Médecine, chirurgie, obstétrique.*

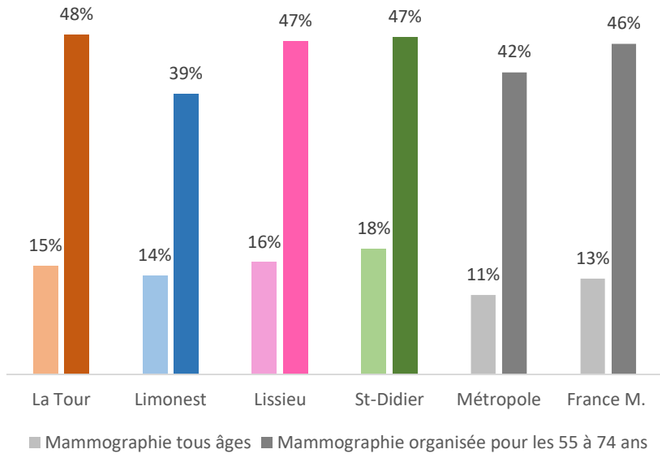
SOINS PREVENTIFS

Taux brut de bénéficiaires de 65 ans et + ayant eu un remboursement du vaccin contre la grippe en 2019

	%
La Tour	60%
Limonest	57%
Lissieu	55%
St-Didier	59%
Métropole	54%
France M.	51%

Sources : Sniiram DCIR 2019 - Balises - ORS Auvergne, Rhône-Alpes.

Taux brut de femmes ayant réalisé une mammographie en 2019



RECOURS AUX SOINS

Taux standardisés* de recours aux professionnels de santé libéraux au moins une fois dans l'année 2019

	Dentiste	Orthodontiste (5-19 ans)	Orthophoniste (- de 15 ans)	Infirmier (75 ans et +)	Médecin généraliste	Psychiatre	Pédiatre (- de 15 ans)	Ophtalmologue	Gynécologue (femme 15-49 ans)	Sage-femme (femme 15-49 ans)
La Tour	41%	30%	10%	48%	82%	2,4%	26%	30%	41%	10%
Limonest	41%	27%	14%	26%	80%	2,8%	26%	26%	41%	8%
Lissieu	43%	28%	16%	42%	82%	2,6%	23%	26%	41%	10%
St-Didier	46%	33%	12%	31%	76%	3,2%	35%	26%	42%	10%
Métropole	35%	17%	13%	35%	78%	2,9%	28%	27%	29%	11%
France M.	35%	16%	9%	49%	79%	2,2%	18%	26%	29%	10%

Taux bruts de consultations 2019

Médecins généralistes	Pédiatre (- de 15 ans)
358%	87%
330%	77%
350%	58%
315%	107%
333%	95%
378%	61%

En 2019 pour les Désidériens :
24 332 consultations de médecins généralistes
1432 consultations de pédiatres

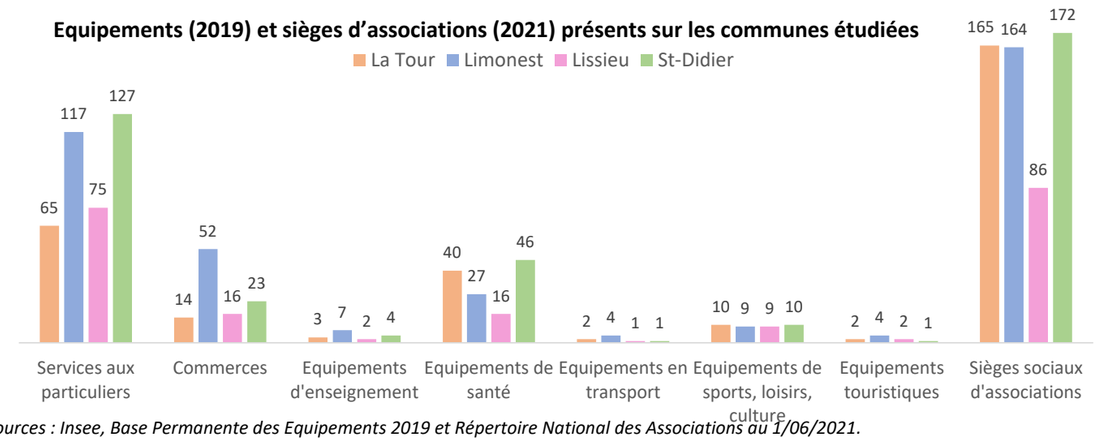
*Sources : Sniiram DCIR 2019 - Balises - ORS Auvergne, Rhône-Alpes. * Les taux standardisés éliminent les effets de la structure par âge et permettent les comparaisons entre territoires (cf. détails dans les sources de l'encart « caractéristiques médico-sociales »).*

Précisions : Les données issues du Sniiram (Système National d'Information Inter Régimes de l'Assurance Maladie) concernent des bénéficiaires ayant eu une prestation en 2019 et dont le NIR (Numéro d'inscription au répertoire) n'est ni fictif ni provisoire. Pour les taux calculés, la population du dénominateur est composée de tous les bénéficiaires ayant eu au moins un remboursement d'une prestation entre 2015 et 2019 (date de soin) dont le NIR n'est ni fictif ni provisoire, non décédés au 2 janvier 2019. Les bénéficiaires composant les effectifs ainsi que la population au dénominateur sont domiciliés dans leur dernière commune connue au moment du soin.

PLANCHE DE DONNEES DIVERSES

INFRASTRUCTURES DES COMMUNES

Equipements (2019) et sièges d'associations (2021) présents sur les communes étudiées

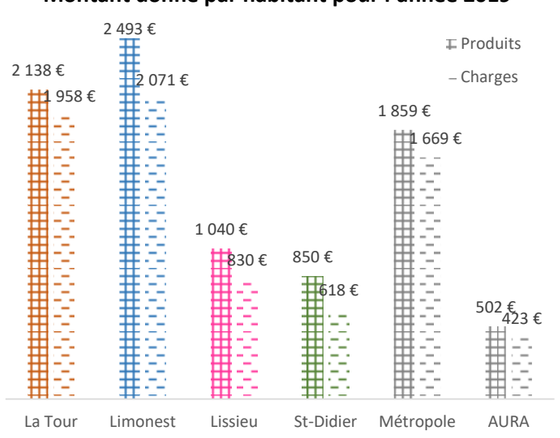


Sources : Insee, Base Permanente des Equipements 2019 et Répertoire National des Associations au 1/06/2021.

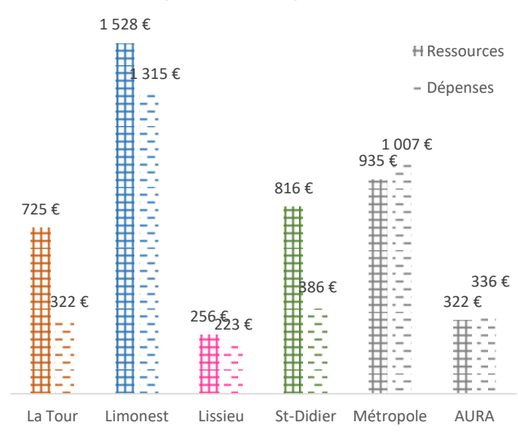
Services aux particuliers : services publics, services généraux comme banque ou poste par exemple, services automobiles, artisanat du bâtiment, autres services à la population comme les coiffeurs ou pressing par exemple. Commerces : grandes surfaces, commerces alimentaires et commerces spécialisés non alimentaires. Equipements d'enseignement : enseignements du premier degré, enseignements du second degré, enseignements supérieurs universitaires et non universitaires, formation continue, autres services de l'éducation. Equipements de santé : établissements et services de santé, fonctions médicales et para médicales, autres établissements et services à caractère sanitaire, action sociale pour personnes âgées, enfants en bas âge, personnes handicapées, autres services d'action sociale. Equipements de transport : taxis, aéroports ou gares. Equipements de sports, loisirs, culture : équipements sportifs, équipements de loisirs et équipements culturels et socioculturels. Equipements touristiques : agences de voyages, hôtels, campings, informations touristiques.

BUDGETS COMMUNAUX

Budget de fonctionnement des collectivités (total de produits et charges) Montant donné par habitant pour l'année 2019



Budget d'investissement des collectivités (total de ressources et dépenses) Montant donné par habitant pour l'année 2019



Taux votés pour la fiscalité locale en 2019 (évolution par rapport à 2009)

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti
La Tour	9,68% (=)	11,1% (=)	23,06% (=)
Limonest	12,81% (+)	14,7% (+)	15,75% (=)
Lissieu	12,8% (+)	17,59% (+)	60,82% (+)
St-Didier	15,22% (=)	16,26% (=)	29,11% (=)

(=) : taux égal à celui pratiqué en 2009, (+) : taux supérieur par rapport à celui de 2009, (-) : taux inférieur à celui de 2009

Produits des impôts locaux au profit de la commune en 2019 Montants donnés par habitant

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti
La Tour	193 €	181 €	4 €
Limonest	278 €	753 €	3 €
Lissieu	194 €	272 €	7 €
St-Didier	380 €	309 €	4 €

Sources : DGFIP, comptes individuels des collectivités.

SUIVI SOCIAL MAISON DE LA METROPOLE

Nouveaux ménages reçus par les services sociaux de la Métropole en 2019

	Nombre
La Tour	36
Limonest	55
Lissieu	47
St-Didier	40
Métropole	26 685

Nombre de ménages reçus par les services sociaux (nouveaux ou non) non disponible.

Actions ou mesures menées sur l'enfance en 2019 par les services de la Métropole

	Enfants pris en charge mesure ASE	Aides financières action "enfance"
La Tour	11	202
Limonest	43	<6
Lissieu	9	<6
St-Didier	8	<6
Métropole	10 845	20 514

ASE = Aide Sociale à l'Enfance

Mesures en cours pour les personnes âgées en perte d'autonomie en 2019

	Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) domicile	Aide sociale légale personne âgée
La Tour	65	<6
Limonest	49	23
Lissieu	30	<6
St-Didier	89	<6
Métropole	17 941	3 338

Mesures en cours pour les personnes en situation de handicap en 2019

	Prestation Compensation Handicap (PCH)	Reconnaissance Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH)	Aide sociale légale personne handicapée
La Tour	20	78	14
Limonest	11	75	12
Lissieu	17	58	6
St-Didier	39	99	16
Métropole	8 736	47 918	3 371

Source : Métropole de Lyon et Agence d'urbanisme de la Métropole Lyonnaise, année 2019. Fascicule « Indicateurs solidarité » publiés en février 2021.

SAINT-DIDIER AU-MONT-D'OR

SERVICES ET EQUIPEMENTS A SAINT-DIDIER
QU'EN PENSEZ-VOUS ?
DE QUOI AVEZ-VOUS BESOIN ?

→ Questionnaire à déposer à la Mairie ou envoyer grâce à l'enveloppe déjà timbrée. D'avance merci !

→ Les résultats seront communiqués dans un « En Bref » de fin d'année et sur le site internet de la commune.

POURQUOI SAINT-DIDIER ?

Depuis combien de temps vivez-vous à Saint-Didier ?

☐Moins de 2 ans ☐Entre 2 et 10 ans ☐Plus de 10 ans

Avez-vous choisi de vous installer à Saint-Didier ?

☐Oui ☐Non

→ **Si « oui », pouvez-vous nous dire ce qui vous a motivé à venir à Saint-Didier ?**
(plusieurs réponses possibles)

☐La nature ☐Mon travail ☐La sécurité / le calme
☐Famille/amis déjà sur place ☐Le logement
☐Autre :_____

→ **Si « non », pouvez-vous nous dire pourquoi vous habitez désormais à Saint-Didier ?**
(plusieurs réponses possibles)

☐C'est le seul logement qu'on m'a proposé
☐Choix d'un autre membre de ma famille
☐Autre : _____

COMMENT VOUS SENTEZ-VOUS A SAINT-DIDIER ?

Aujourd'hui, vous êtes…	Très satisfait(e)	Satisfait(e)	Peu satisfait(e)	Pas du tout satisfait(e)
De mon logement	☐	☐	☐	☐
De ma résidence	☐	☐	☐	☐
De mon quartier	☐	☐	☐	☐
De ma commune	☐	☐	☐	☐

A Saint-Didier, vous vous sentez :

☐Très bien, c'est ma commune
☐Plutôt bien
☐Pas très bien
☐Pas bien du tout, ce ne sera jamais ma commune

Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

_____

_____

_____

A Saint-Didier, pour vous (et vos enfants), il vous arrive de faire les activités suivantes…
(plusieurs réponses possibles)

☐Participer à des activités associatives
☐Faire des courses (commerces locaux, marché)
☐Participer à des évènements de la commune (marché aux fleurs, fête du sport, spectacles…)
☐Aller à la bibliothèque
☐Rien de tout cela

Avez-vous des liens avec vos voisins ? (discussions, temps conviviaux, repas…)

☐Souvent ☐De temps en temps ☐Rarement ☐Jamais

Vous arrive-t-il de vous sentir isolé(e) ?

☐Souvent ☐De temps en temps ☐Rarement ☐Jamais

LES EQUIPEMENTS ET SERVICES DE SAINT-DIDIER, VOUS EN PENSEZ QUOI ?

A Saint-Didier, vous êtes…	Très satisfait(e)	Satisfait(e)	Peu satisfait(e)	Pas du tout satisfait(e)	Je n'utilise pas
Des commerces	☐	☐	☐	☐	☐
Des transports publics	☐	☐	☐	☐	☐
De la bibliothèque	☐	☐	☐	☐	☐
Des activités associatives	☐	☐	☐	☐	☐
De la cantine scolaire	☐	☐	☐	☐	☐
Du centre de loisirs	☐	☐	☐	☐	☐
De la crèche	☐	☐	☐	☐	☐

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce que vous appréciez ou n'appréciez pas dans les équipements et services de Saint-Didier ?

_____

_____

_____

DE QUOI AVEZ-VOUS BESOIN ?

Pour vous (et vos enfants)…	… vous avez une solution qui vous convient	… vous n'avez pas trouvé de solution qui vous convienne	… vous n'en avez pas besoin
Les soins en général	☐	☐	
Les sports et loisirs	☐	☐	☐
La garde d'enfants au quotidien	☐	☐	☐
La garde d'enfants pendant les vacances	☐	☐	☐
Les aides à domicile	☐	☐	☐

Si vous n'avez pas trouvé de solution(s) qui vous convienne(nt), pouvez-vous nous dire pourquoi ? (plusieurs réponses possibles)

☐Trop loin ☐Trop cher

☐Autre : _____

Au cours des 2 dernières années, pour vous (et vos enfants), il vous est arrivé de rencontrer des difficultés de : (plusieurs réponses possibles)

☐Travail ☐Famille ☐Santé ☐Logement

☐Finances ☐Moral ☐Démarches administratives

☐Aucune difficulté

☐Autre : _____

De quoi avez ou aviez-vous besoin ? (plusieurs réponses possibles)

☐Un appui financier ponctuel ☐Une aide pour gérer les démarches administratives

☐Une aide alimentaire ☐Une personne à qui parler de mes difficultés

☐De rien

☐Autre : _____

Vers qui vous tournez-vous ou vous êtes-vous tourné ? (plusieurs réponses possibles)

☐Ma famille, mes amis ☐Une banque ou un organisme de crédit

☐La Mairie ou le CCAS ☐La Maison de la Métropole

☐Le comité d'entraide ☐Une autre association

☐Personne

☐Autre : _____

POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE UN PEU SUR VOUS ?

Vous êtes : ☐Une femme ☐Un homme

Vous avez : ☐Moins de 25 ans ☐Entre 25 et 60 ans ☐Plus de 60 ans

Vous vivez :
☐Seul(e) sans enfant ☐Seul(e) avec enfant(s). **Nombre d'enfant(s)** : _____
☐En couple sans enfant ☐En couple avec enfant(s). **Nombre d'enfant(s)** : _____
☐En colocation ou autre mode de vie

> **Si vous avez des enfants chez vous, pouvez-vous préciser s'ils sont scolarisés…**
> (plusieurs réponses possibles)
> ☐Dans une école privée
> ☐Dans l'école publique du secteur
> ☐Dans une école publique hors du secteur. Pourquoi ? _____
> _____
> ☐Non scolarisé(s)

Actuellement, vous êtes :
☐En activité professionnelle. **Sur la commune de** : _____
Sur des horaires… ☐Ordinaires ☐Décalés
☐En recherche d'emploi
☐En études
☐A la retraite
☐Dans une autre situation d'inactivité

Vous vous déplacez : (plusieurs réponses possibles)
☐A pied ☐En transport en commun
☐En vélo ☐En voiture / moto. **Nombre de véhicules motorisés** : _____

Vos revenus familiaux mensuels, aides sociales comprises, sont environ de :
☐Moins de 1 000 € ☐Entre 1 000 € et 1 500 € ☐Entre 1 501 € et 2 000 €
☐Entre 2 001 € et 3 000 € ☐Au-delà de 3001 €

Vous habitez dans un logement de :
☐Lyon Métropole Habitat ☐Alliade ☐Rhône Saône Habitat
☐ICF ☐Nexity ☐Autre : _____

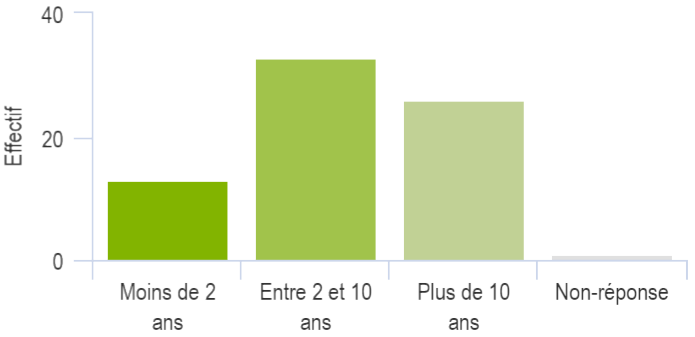
Un grand merci pour votre réponse !

QUESTIONNAIRE DESIDERIENS DES LOGEMENTS SOCIAUX - ABS 2021

POURQUOI SAINT-DIDIER ?

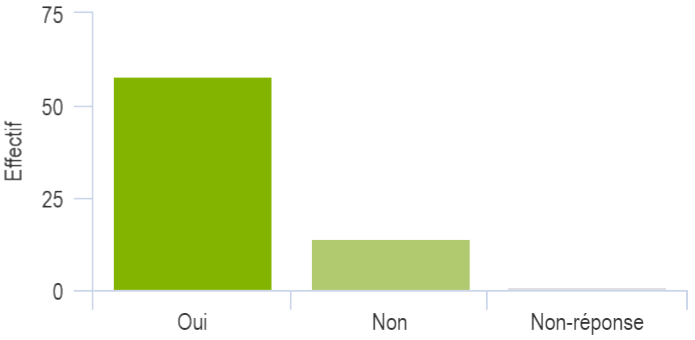
Depuis combien de temps vivez-vous à Saint-Didier ?

	N	%
Moins de 2 ans	13	18%
Entre 2 et 10 ans	33	45%
Plus de 10 ans	26	36%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	**73**	**100%**



Avez-vous choisi de vous installer à Saint-Didier ?

	N	%
Oui	58	79%
Non	14	19%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	**73**	**100%**



Si "oui", pouvez-vous nous dire ce qui vous a motivé à venir à Saint-Didier ?

	N	%
La sécurité/le calme	37	64%
La nature	28	48%
Le logement	18	31%
Mon travail	17	29%
Famille/amis déjà sur place	16	28%
Autre	5	9%
TOTAL	**58**	

Autre :

Rechercher...

- “J'adorai la commune. Pour que les enfants grandissent dans un bon milieu social.”
- “Habite depuis 80 ans.”
- “Scolarisation.”
- “C'était un village tranquille !!! et propre”

Si "non", pouvez-vous nous dire pourquoi vous habitez désormais à Saint-Didier ?

	N	%
C'est le seul logement qu'on m'a proposé	12	86%
Choix d'un autre membre de ma famille	0	0%
Autre	1	7%
Non-réponse	1	7%
TOTAL	**14**	

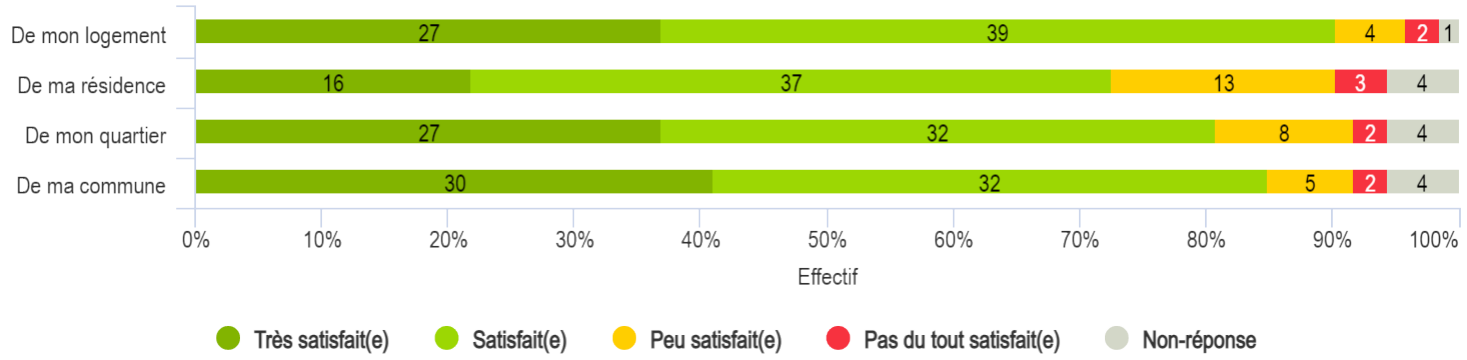
Autre :

Rechercher...

- “J'y habite depuis 67 ans.”

COMMENT VOUS SENTEZ-VOUS A SAINT-DIDIER ?

Aujourd'hui, vous êtes...



A Saint-Didier, vous vous sentez :

	N	%
Très bien, c'est ma commune	29	40%
Plutôt bien	38	52%
Pas très bien	3	4%
Pas bien du tout, ce ne sera jamais ma commune	2	3%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	**73**	**100%**

A Saint-Didier, pour vous (et vos enfants), il vous arrive de faire les activités suivantes...

	N	%
Faire des courses (commerces locaux, marché)	54	74%
Participer à des évènements de la commune (marché aux fleurs, fête du sport, spectacles...)	23	32%
Participer à des activités associatives	14	19%
Aller à la bibliothèque	10	14%
Rien de tout cela	10	14%
Non-réponse	5	7%
TOTAL	**73**	

Avez-vous des liens avec vos voisins ? (discussions, temps conviviaux, repas...)

	N	%
Souvent	9	12%
De temps en temps	27	37%
Rarement	26	36%
Jamais	10	14%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	**73**	**100%**

Vous arrive-t-il de vous sentir isolé(e) ?

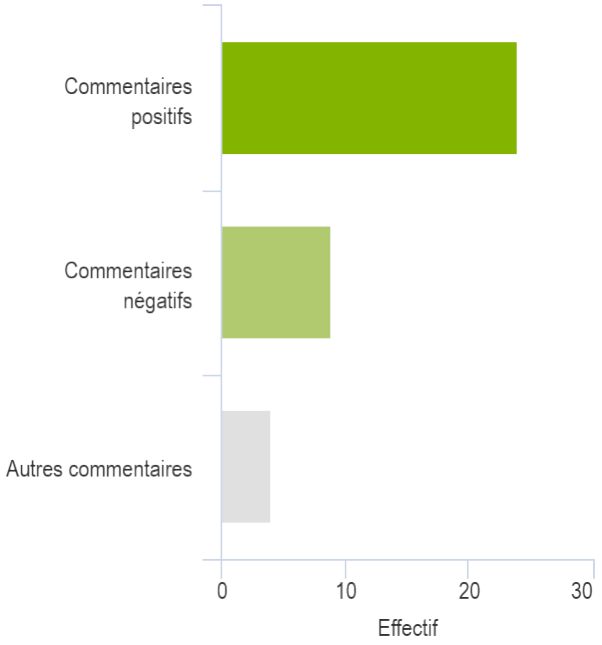
	N	%
Souvent	10	14%
De temps en temps	10	14%
Rarement	18	25%
Jamais	31	42%
Non-réponse	4	5%
TOTAL	**73**	**100%**

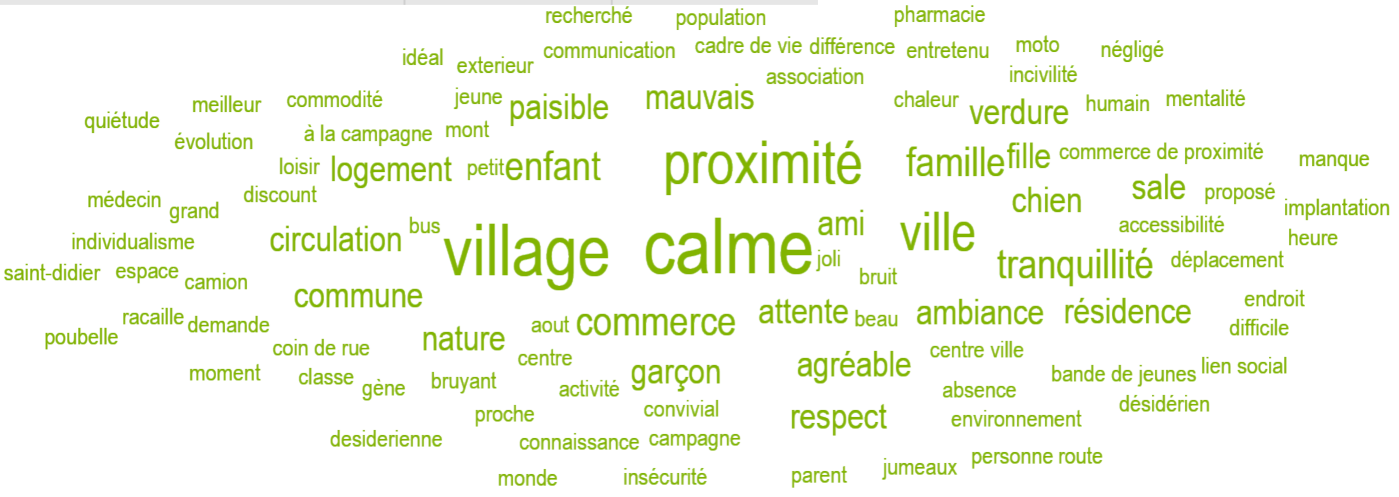
Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

(en écho à la question sur "A Saint-Didier vous vous sentez :")

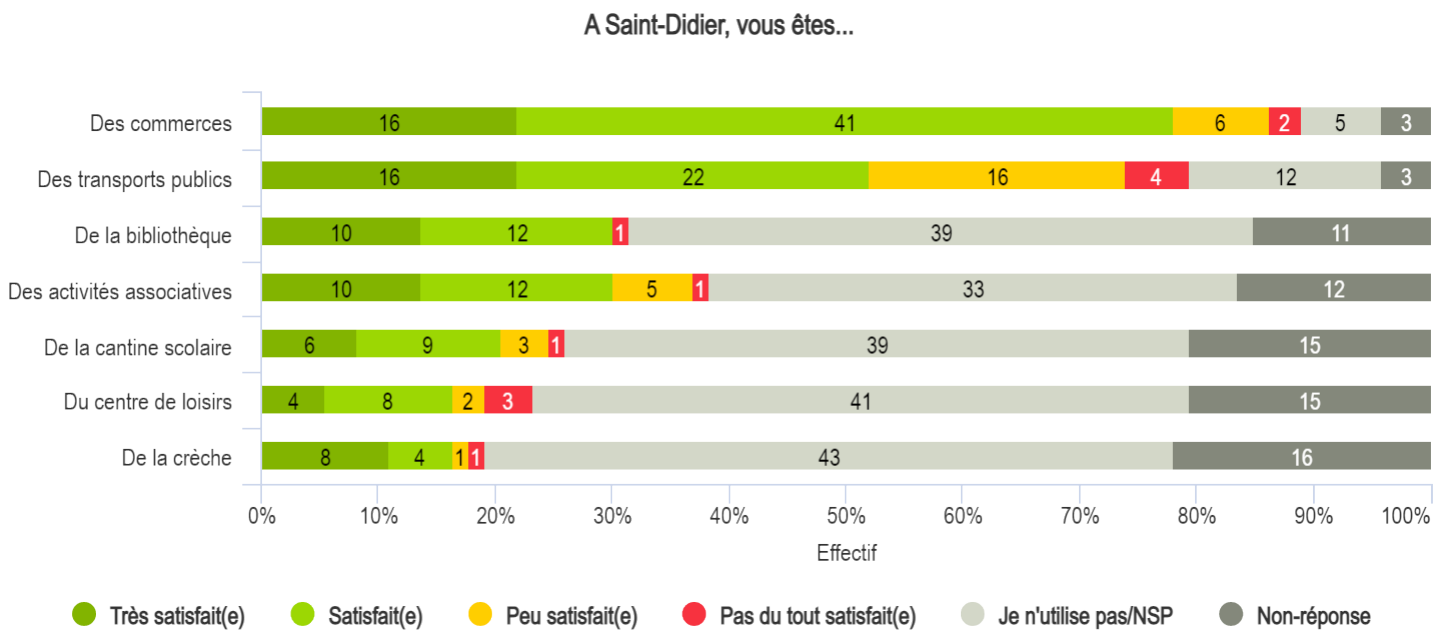
QUESTION OUVERTE RECODEE

	N	%
◢ Commentaires positifs	24	33%
Calme / quiétude	13	18%
Proximité de la nature	8	11%
Proximité de Lyon	5	7%
Praticité / commodité / commerces	5	7%
Famille / amis sur place	4	5%
Bonne ambiance (ambiance village)	4	5%
Cadre de vie idéal pour les enfants	3	4%
Transports en commun	2	3%
Vie associative appréciable	2	3%
Joli village	2	3%
◢ Commentaires négatifs	9	12%
Incivilités	3	4%
Manque de convivialité / individualis…	3	4%
Nuisances sonores	2	3%
Insécurité des routes	2	3%
Résidence mal entretenue / sale	2	3%
Mauvaise implantation du logement	1	1%
Ville sale	1	1%
Manque commerces discount	1	1%
◢ Autres commentaires	4	5%
Habite là depuis toujours	2	3%
En attente d'un nouveau logement	1	1%
Souhaite vivre à Lyon	1	1%
Non-réponse	38	52%
TOTAL	**73**	





LES EQUIPEMENTS ET SERVICES A SAINT-DIDIER, VOUS EN PENSEZ QUOI ?

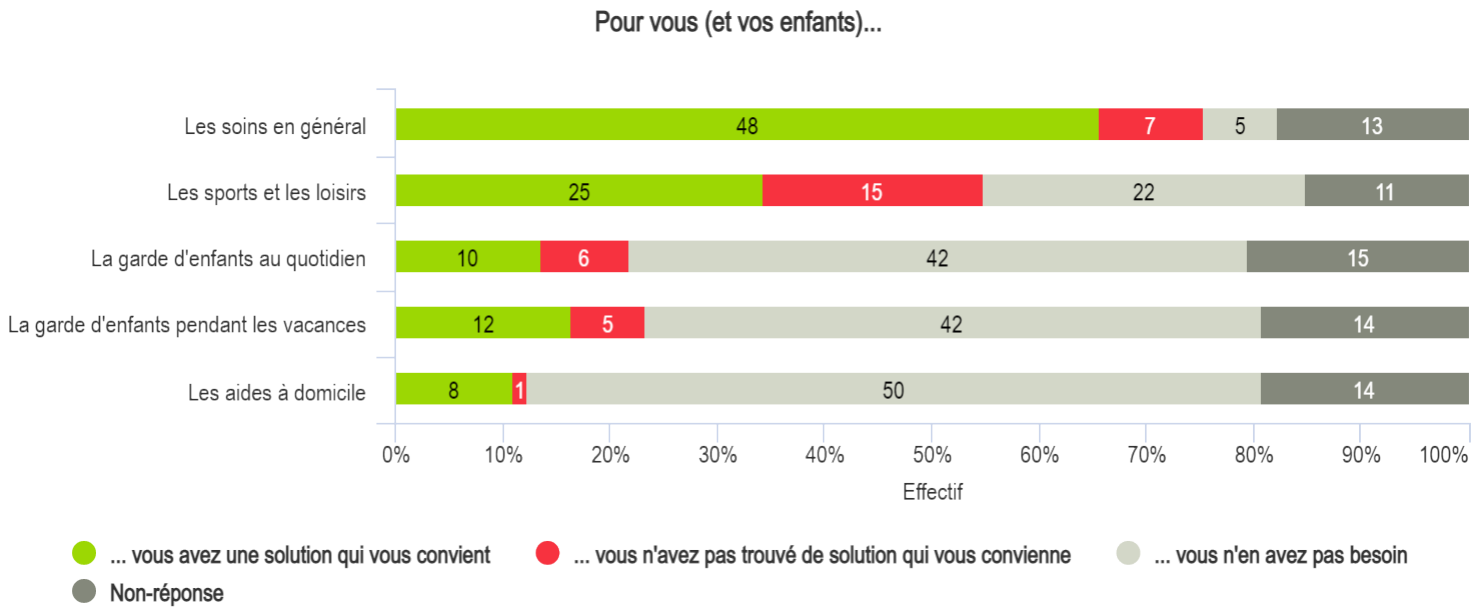


Pouvez-vous nous en dire un peu + sur ce que vous appréciez ou n'appréciez pas dans les équipements et services de Saint-Didier ?

QUESTION OUVERTE RECODEE

	N	%
◢ Commerces	11	15%
Cherté des commerces	8	11%
Manque de commerces	3	4%
Il y a tout ce qu'il faut !	1	1%
◢ Mobilité	10	14%
Manque de transports publics	8	11%
Centre ville éloigné	1	1%
Difficultés liées handicap	1	1%
Difficultés à se garer	1	1%
◢ Vie sociale	10	14%
Equipements ados/enfants inadaptés, manquants ou chers	3	4%
Besoin de lieux/temps de rencontre entre adultes	3	4%
Souhait de + de mélange / mixité entre habitants	2	3%
Besoin structures de garde d'enfants	1	1%
Demande à recevoir le En bref	1	1%
Manque de civisme des habitants	1	1%
Non-réponse	48	66%
TOTAL	73	

DE QUOI AVEZ-VOUS BESOIN ?



Si vous n'avez pas trouvé de solution(s) qui vous convienne(nt), pouvez-vous nous dire pourquoi ?

	N	%
Trop cher	6	35%
Trop loin	5	29%
Autre	7	41%
Non-réponse	2	12%
TOTAL	17	

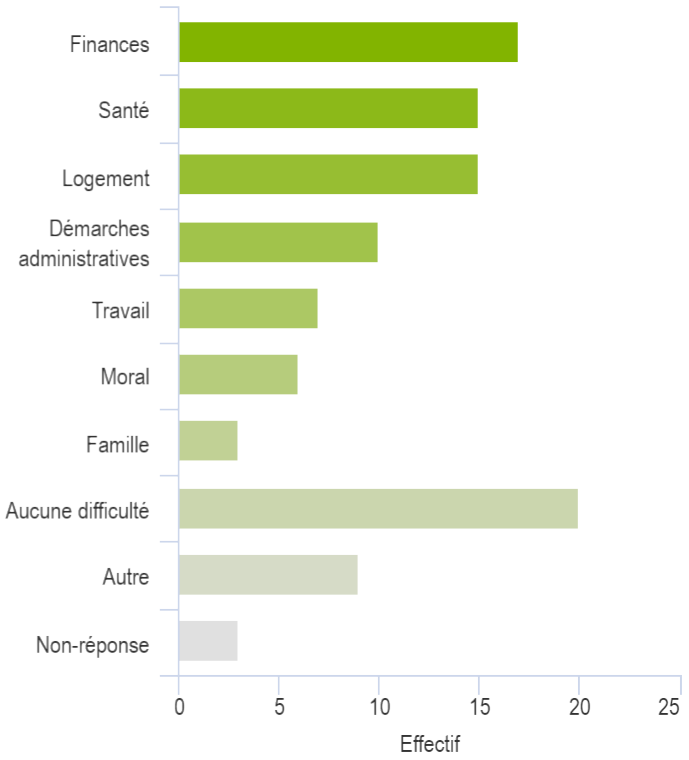
Autre :

Rechercher...

- “Pas assez de structures”
- “Horaires qui correspond”
- “Je ne suis pas parvenue à l'inscrire”
- “Le médecin généraliste est trop loin. Pour le piano, pour ma fille, c'est trop cher. Problèmes financiers pour faire garder les enfants pendant les vacances.”
- “Tennis pas de cours couverts.”
- “Mélange des classes sociales difficiles donc je vais à Lyon 7.”
- “Pas pour les 3 ans, pendant les vacances estivales pas de sieste pendant 3 semaines. Besoin de sports / loisirs pour les moins de 4 ans.”

Au cours des 2 dernières années, pour vous (et vos enfants), il vous est arrivé de rencontrer des difficultés de :

	N	%
Finances	17	23%
Santé	15	21%
Logement	15	21%
Démarches administratives	10	14%
Travail	7	10%
Moral	6	8%
Famille	3	4%
Aucune difficulté	20	27%
Autre	9	12%
Non-réponse	3	4%
TOTAL	**73**	



Autre :

Rechercher...

- “Voisinage: sentiment d'insécurité avec des voisins agressifs.”
- “Problème de voiture non réparée, les réparations sont trop chères (liquide de refroidissement), elle peut lacher à tout moment.”
- “Impossible de trouver une personne pour le ménage et le repassage.”
- “Résidence mal sécurisée en rez-de-jardin.”
- “Manque de réactivité LMH pour intervention pannes, aucune rénovation dans les logements anciens.”
- “Manque entretien logements LMH.”
- “Manque de dermato et de laboratoire d'analyse.”

De quoi avez ou aviez-vous besoin ?

	N	%
Une aide pour gérer les démarches administratives	16	30%
Un appui financier ponctuel	7	13%
Une personne à qui parler de mes difficultés	5	9%
Une aide alimentaire	4	8%
De rien	14	26%
Autre	7	13%
Non-réponse	8	15%
TOTAL	**53**	

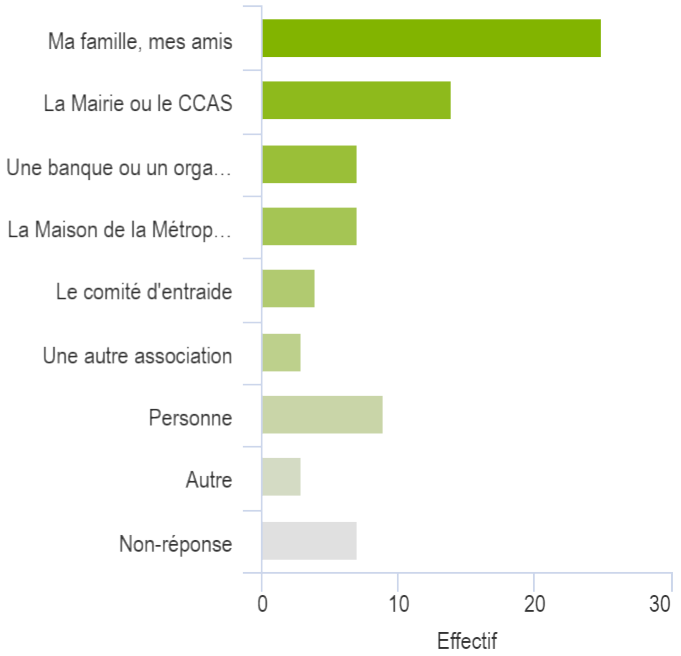
Autre :

Rechercher...

- “L'intervention des services publics pour solutionner définitivement ce sentiment d'insécurité.”
- “Logement”
- “Femme de ménage”
- “Manque de bancs pour se reposer et trottoirs pas toujours adaptés pour handicapé en fauteuil roulant.”
- “D'un moyen de locomotion de proximité pour aller en rééducation.”
- “Je déplore l'accueil, le manque de compassion et d'humanité des services publics en général.”

Vers qui vous tournez-vous ou vous êtes-vous tourné ?

	N	%
Ma famille, mes amis	25	47%
La Mairie ou le CCAS	14	26%
Une banque ou un organisme de crédit	7	13%
La Maison de la Métropole	7	13%
Le comité d'entraide	4	8%
Une autre association	3	6%
Personne	9	17%
Autre	3	6%
Non-réponse	7	13%
TOTAL	**53**	



Autre :

Rechercher...

- “Assistante sociale.”
- “Nous nous sommes débrouillés seuls comme de grands adultes.”
- “Association comme Oasis d'amour à Vaulx en Velin.”

POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE UN PEU PLUS SUR VOUS ?

Vous êtes :

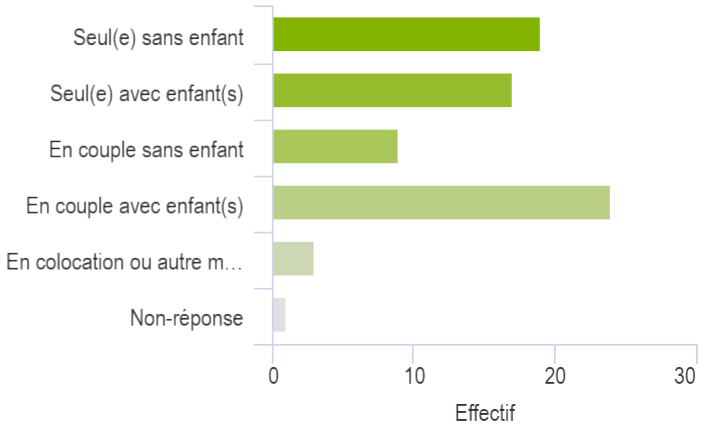
	N	%
Une femme	49	67%
Un homme	21	29%
Non-réponse	3	4%
TOTAL	73	100%

Vous avez :

	N	%
Moins de 25 ans	2	3%
Entre 25 et 60 ans	51	70%
Plus de 60 ans	17	23%
Non-réponse	3	4%
TOTAL	73	100%

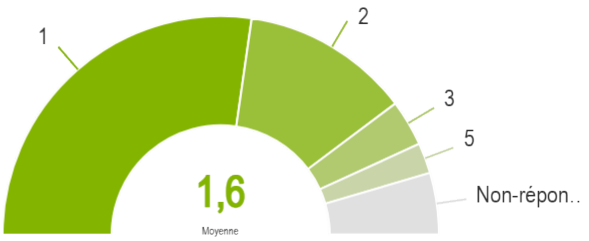
Vous vivez :

	N	%
Seul(e) sans enfant	19	26%
Seul(e) avec enfant(s)	17	23%
En couple sans enfant	9	12%
En couple avec enfant(s)	24	33%
En colocation ou autre mode de vie	3	4%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	73	100%



Nombre d'enfant(s) :

	N	%
1	24	55%
2	11	25%
3	3	7%
5	2	5%
Non-réponse	4	9%
TOTAL	44	100%



Si vous avez des enfants chez vous, pouvez-vous préciser s'ils sont scolarisés...

	N	%
Dans l'école publique de secteur	22	50%
Non scolarisé(s)	7	16%
Dans une école privée	6	14%
Dans une école publique hors du secteur	3	7%
Non-réponse	7	16%
TOTAL	44	

Si "'dans une école publique hors secteur", pourquoi ?

Rechercher...

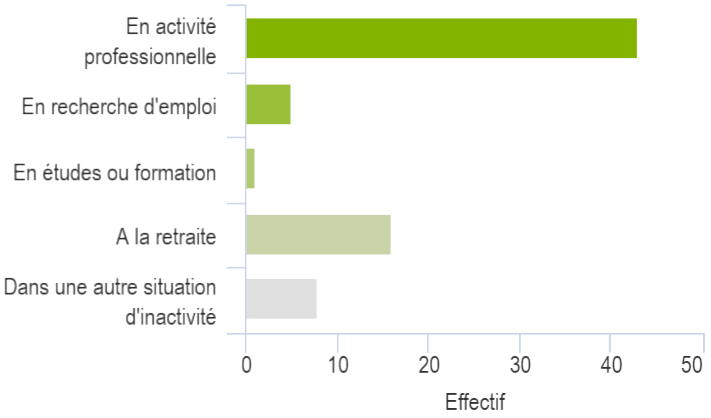
“ Secteur de la grand-mère. ”

“ Horaires bus JC Collège pas adaptés. ”

“ ULIS. ”

Actuellement, vous êtes :

	N	%
En activité professionnelle	43	59%
En recherche d'emploi	5	7%
En études ou formation	1	1%
A la retraite	16	22%
Dans une autre situation d'inactivité	8	11%
TOTAL	73	100%



Vous travaillez sur la commune de : QUESTION OUVERTE RECODEE

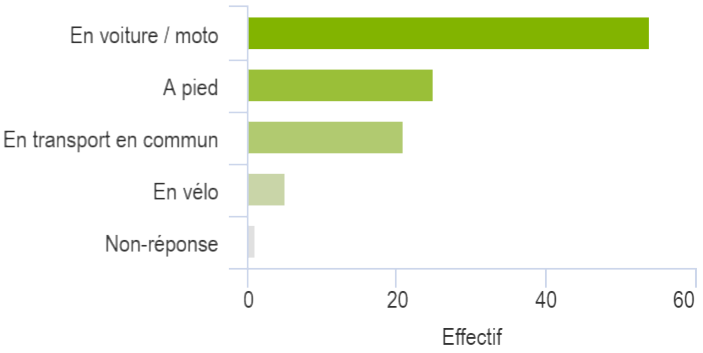
	N	%
St-Didier	9	12%
Techlid et St-Cyr	7	10%
Lyon-Villeurbanne	16	22%
Autres communes en Métropole	8	11%
Hors métropole	1	1%
Non-réponse	32	44%
TOTAL	73	

Vous travaillez sur des horaires :

	N	%
Ordinaires	32	74%
Décalés	8	19%
Non-réponse	3	7%
TOTAL	43	100%

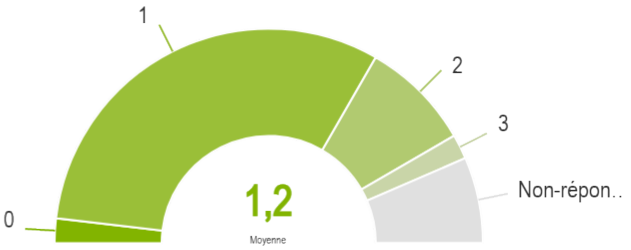
Vous vous déplacez :

	N	%
En voiture / moto	54	74%
A pied	25	34%
En transport en commun	21	29%
En vélo	5	7%
Non-réponse	1	1%
TOTAL	73	



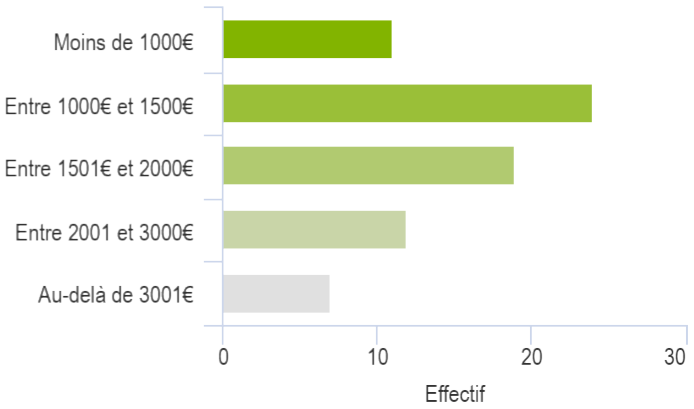
Nombre de véhicules motorisés :

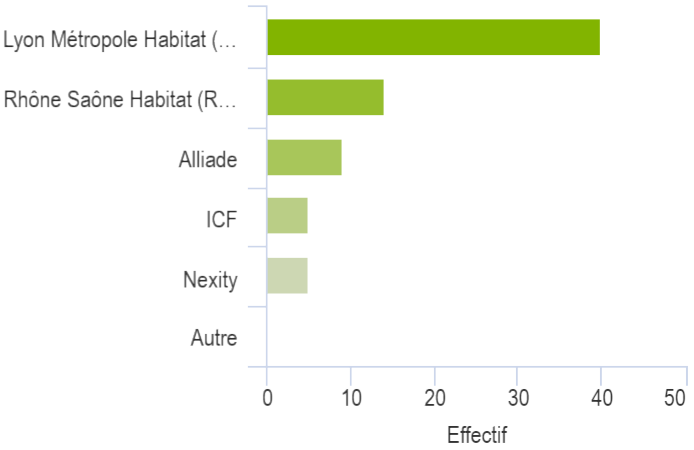
	N	%
0	2	4%
1	34	63%
2	9	17%
3	2	4%
Non-réponse	7	13%
TOTAL	54	100%



Vos revenus familiaux mensuels, aides sociales comprises, sont environ de :

	N	%
Moins de 1000€	11	15%
Entre 1000€ et 1500€	24	33%
Entre 1501€ et 2000€	19	26%
Entre 2001 et 3000€	12	16%
Au-delà de 3001€	7	10%
TOTAL	**73**	**100%**



Vous habitez dans un logement de :

	N	%
Lyon Métropole Habitat (LMH)	40	55%
Rhône Saône Habitat (RSH)	14	19%
Alliade	9	12%
ICF	5	7%
Nexity	5	7%
Autre	0	0%
TOTAL	**73**	**100%**